Numéro 800 **mars 2018**

La Révolution Prolétarienne

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Dans ce numéro :

Hamburguerre sociale en Aveyron
F. Cazalis

◊

Blanqui, l'insoumis (II)
J.-K. Paulhan

◊

Mai 1937 Barcelone
Entretien avec A. Marcellán

◊

Penser l'histoire antagoniste
J. Demorgon

◊

Un centenaire pour rien ?
L. Sarlin

◊

Lettre d'Amérique : Un an après, suite
D. Ball

La Révolution Prolétarienne
Directeur : Stéphane JULIEN
6 rue des mûriers, 14930 Eterville
Équipe revue : Pascal B., Stéphane Julien, Jean-Kely Paulhan, Louis Sarlin.
Éditée par :
Les Amis de la Révolution Prolétarienne
Trimestriel. Abonnement : 23 euros
Commission paritaire n° 0321 G 87832
contact : redactionrp@gmail.com

Prix : 5,80 euros

Avec nos amis kurdes

L'armée du dictateur Erdoğan a envahi la zone au Nord de la Syrie tenue par les milices kurdes et leurs alliés arabes (les Forces démocratiques syriennes), ceux-là mêmes qui ont combattu, et battu, Daesh, ceux-là mêmes qui sont un îlot de promotion de l'égalité des sexes dans une région devenue un océan de réaction. Quelques semaines avant d'être assassiné avec la quasi-totalité de la rédaction de *Charlie-hebdo*, lors du siège de Kobanê, Charb écrivait : « *Les Kurdes assiégés en Syrie ne sont pas des Kurdes, ils sont l'humanité qui résiste aux ténèbres* ». C'est toujours vrai aujourd'hui. Pourtant, certains se refusent à les soutenir, pour deux raisons principales :

- 1. Il n'y a pas de véritable Révolution sociale au Rojava. Mais on ne leur en demande pas tant. Le Rojava est incontestablement la force la plus « à gauche » en Syrie et au-delà. Si le regard politique sur ce Rojava ne doit pas être acritique, le soutien à ses forces combattantes face à l'invasion turque, devrait être sans hésitation. Ses milices, notamment les YPG[1], sont le bras armé des gens d'en-bas et de là-bas contre tous les fascismes qui piétinent les femmes, la classe ouvrière et la dignité humaine. L'égalité hommes-femmes promue par les Kurdes est déterminante dans leur environnement. Simon Rubak écrivait dans *La R.P.* en 1980 : « *des mouvements féministes constituent pour cette partie du monde le premier et essentiel moteur de l'émancipation des prolétaires* »[2].

- 2. Ils sont aidés par les Américains. L'anti-impérialisme atavique obsessionnellement anti-américain, hérité de la guerre froide, continue donc de déformer les regards sur les réalités d'aujourd'hui. Les Kurdes ne sont pas des pions, ce sont des gens qui se sont mobilisés et se battent.

Le front d'Afrin est un front de lutte contre la réaction. En Turquie, en Syrie, en Irak, en Iran, la gauche sociale, laïque et féministe du Moyen-Orient est en première ligne, confrontée à des forces réactionnaires violentes et puissantes. Soyons à ses côtés.

Stéphane JULIEN

1 Unités de protection du peuple.
2 « L'exploitation des femmes au Proche-Orient », *La RP* N°656 (1980).

Le dirigeant du syndicat iranien de l'éducation
Esmail Abdi renvoyé en prison

Après s'être vu refuser la prolongation de sa libération sous caution malgré ses ennuis de santé causés par des conditions de détention éprouvantes, le dirigeant du syndicat de l'éducation Esmail Abdi a été renvoyé dans la prison d'Evin le 20 janvier.

Esmail Abdi avait obtenu une permission de sortie le 9 janvier, bénéficiant ainsi d'un sursis de sa condamnation à six ans de prison entamée en 2016. Tout en se réjouissant, l'Internationale de l'Education (IE) savait qu'Abdi pouvait à tout moment être à nouveau arrêté, comme cela avait déjà été le cas l'année dernière, où il avait été libéré sous caution le 25 juin, avant d'être à nouveau arrêté un mois plus tard. Cette fois, Abdi a bénéficié d'un sursis de 11 jours.

Ciblé pour activisme syndical

Abdi avait été arrêté pour la première fois en raison de ses activités syndicales en faveur des droits des enseignant(e)s et pour empêcher sa participation au Congrès mondial de l'IE à Ottawa, au Canada, en 2015. Abdi a été pris pour cible en raison de son activisme syndical et de sa campagne pour une éducation publique gratuite et accessible à tou(te)s. Il a été condamné pour atteintes à la sécurité nationale en février 2016, après avoir organisé des manifestations pacifiques. Au cours de son incarcération dans la prison d'Evin, des rapports indiquaient qu'Abdi était maintenu dans des conditions de détention sévères et était privé de toute communication avec sa famille et son avocat.

Campagnes mondiales de solidarité envers Abdi

L'Internationale de l'Education relance un appel mondial à la solidarité envers Abdi et d'autres syndicalistes iranien(ne)s emprisonné(e)s. Tous les affiliés de l'IE et leurs membres sont vivement invités à signer le nouvel appel lancé sur LabourStart pour demander la libération inconditionnelle d'Abdi.

L'IE exhorte également ses affiliés à soutenir l'appel d'Amnesty International "Write for Rights" en faveur d'Abdi. Elle exige que le gouvernement lève toutes les sanctions prises contre les syndicalistes du secteur de l'éducation en raison de leurs activités syndicales légitimes et qu'il respecte les droits humains et syndicaux fondamentaux pour tou(te)s les travailleuses et travailleurs et tou(te)s les fonctionnaires.

Internationale de l'Éducation
(22 janvier 2018)

Large victoire des grévistes Hemera - Holiday Inn

Après 111 jours de grève, un accord a été signé jeudi 8 février 2018 avec la direction de l'hôtel Holiday Inn de la Porte de Clichy. Les grévistes vont reprendre le travail, lundi 12 février, avec la fierté d'avoir tenu pendant près de 4 mois contre le géant mondial de l'hôtellerie pour défendre leur dignité et leurs droits.

Signé par les délégués des grévistes et les organisations syndicales CNT-SO et CGT-HPE, cet accord, outre qu'il permet la réintégration des deux salariées mutées abusivement, prévoit de nombreuses avancées sociales et salariales : le respect des accords acquis sur ce site ; le paiement des heures travaillées et le respect des contrats de travail ; deux jours consécutifs de repos hebdomadaire ; la disparition des contrats de moins de 130 h mensuelles ; l'augmentation des qualifications, la suppression de la clause de mobilité ; le versement d'une prime de panier de 7,14€ par jour travaillé ; l'intégration du temps d'habillage-déshabillage comme temps de travail.

La société HEMERA a, jusqu'au bout, tenté de faire échec à la négociation, refusant même de venir à la table des négociations.

Concernant la question centrale de la sous-traitance, ce n'est que partie remise. Si les grévistes ont refusé d'être « divisés » dans le cadre d'une internalisation partielle proposée par l'hôtellerie, une clause prévoit une négociation de l'internalisation pour tous, sous conditions de fréquentation avant le 31 août 2019.

Cette victoire historique dans la période actuelle de régression sociale (lois Macron, El Khomri, ordonnances Macron) a été possible par la détermination des grévistes et le large soutien syndical, politique et citoyen dont ils ont bénéficié. Nous remercions chaleureusement les camarades et organisations de tous bords ayant appuyé la lutte, notamment en participant à la caisse de grève.

La grève Holiday Inn fait date. Elle constitue un nouveau point d'appui pour les luttes à venir contre la sous-traitance, nouvelle forme d'esclavagisme moderne. Nous appelons l'ensemble des salariés du secteur à rejoindre leur syndicat de combat, seule la lutte paie !

Syndicat CNT-SO du nettoyage RP
A Paris, le 9 février 2018

Dernière minute:
Pétition en ligne pour la libération d'Esmail Abdi:
https://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=3711

Hamburguerre sociale en Aveyron

Trois mois de grève à McDonald's, récit et décryptage d'une lutte débordante

La Révolution prolétarienne remercie la revue *Jef Klak* (http://jefklak.org/) et, tout particulièrement, Ferdinand Cazalis d'avoir autorisé la reproduction gracieuse de cet article dans nos colonnes. (NDLR)

Plus une lutte est longue, plus elle dévoile ses plaisirs et ses difficultés. Au McDonald's de Villefranche-de-Rouergue dans l'Aveyron, cela fait plus de trois mois qu'une poignée de jeunes syndiqué·es ont arrêté le travail après le licenciement abusif d'un de leurs collègues. Ils demandent de meilleures conditions de travail et une augmentation de salaire. Mais leur combat déborde le triste ronron des conflits au travail. Les voilà à affronter homophobie, antisyndicalisme structurel, management d'extrême droite et pouvoir des multinationales… Récit en double voie de la banalité du mal et des puissances de résistance.

On traverse les vallons d'Aveyron, les vieilles pierres de Villefranche-de-Rouergue, quelques verdoyants ronds-points jusqu'à l'une de ces multicubiques zones commerciales de nos modernes campagnes. Puis là, abrité par les préfabriqués familiers de But, Aldi, CityBox et AutoDistribution, notre bon vieux McDonald's patrimonial, avec son air de petite maison forestière, son aire de jeux criarde et ses jeunes arbres pleins d'avenir. Le restaurant est vide de client·es en cette fin d'après-midi, les équipier·es s'affairent à nettoyer les plans de travail et trier les paquets de *potatoes* à l'ancienne. Les enfants de la cheffe, auteur·es de dessins trônant au centre du lieu et vantant ses plaisirs, jouent entre les pattes, se cachent sous les tables, montent sur les chaises. On parle fort, on est chez soi, on sort fumer la clope au changement d'équipe, et on mitraille. Une telle part toujours trop tôt, laissant les autres dans la merde, un autre lave mal les cuves, une dernière voudrait changer son planning, et moi alors ? Le petit ami vient chercher sa chérie en Subaru tunée qui tue tout, avec enfant fixé sur Happy Meal. Et c'est dans ce cadre mi-familial cookie mi-managé à la baguette que la restauration rapide a viré au vinaigre il y a deux ans.

*

Interlude 1 : Franchises, McParticipation et commandos volants [1]

37 000 restaurants dans le monde, 69 millions de client·es chaque jour. McDonald's a été fondé par l'homme d'affaires Ray Kroc en 1952, qui rachète une petite chaîne de hamburgers à Richard et Maurice McDonald en Californie. Dès les années 1960, la firme, florissante aux États-Unis, adopte une politique antisyndicale dure, et n'hésite pas par exemple à user de détecteurs de mensonges pour extraire les sympathisant·es syndicaux et syndicales de ses restaurants. Elle développe en même temps une méthode de management surnommée « McParticipation » et fondée sur l'implication des salarié·es, régulièrement consulté·es et informé·es sur les enjeux de leur restaurant. Bien entendu, cela n'ouvre aucun droit réel de décision pour les employé·es, mais cette forme de gestion paternaliste, prompte à la communication, fait durablement ses preuves outre-Atlantique, et les conflits sociaux restent négligeables jusqu'en 2012, date de naissance du mouvement *Fight For 15 $* [2].

Le premier restaurant McDonald's en Europe ouvre ses portes en Allemagne en 1971. Dans un premier temps, la firme use jusqu'à la corde des failles du droit du travail bénéfiques à l'essor de la forme multinationale. Puis, dans les années 1980-1990, des guides de bonnes pratiques envers les *Betriebsräte* (conseils de travail) sont distribués aux managers, leur expliquant des principes de communication non violente et les sommant de signaler les problèmes de management le plus tôt possible à la direction générale. Les risques de conflits sociaux sont alors gérés par des « équipes volantes » de « *troubleshooters* [3]», ayant pour mission de parler avec les salarié·es identifié·es comme « turbulent·es », ou sur le point d'établir un *Betriebsrat*. La plus célèbre de ces équipes volantes est connue sous le nom de « Commando Mueller » particulièrement efficace en négociations préconflictuelles. Si l'activiste s'entêtait, on lui proposait un gros chèque pour démissionner, ou bien on transférait l'équipe de managers d'un restaurant à l'autre pour faire recommencer le processus de négociation à zéro, et ce indéfiniment jusqu'à épuisement, etc.

En France, le premier McDo date de 1979. Ici, le droit permet d'organiser des élections de délégué·e du personnel à partir de 11 salarié·es, ce.tte dernier.e pouvant ensuite se présenter comme délégué·e syndical·e. Mais il faut au moins 50 employé·es pour élire directement un délégué syndical et bénéficier du suffrage direct, d'un comité d'entreprise (CE) et d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Or McDo, qui

emploie aujourd'hui plus de 71 000 personnes sur le territoire français, est subdivisé en une myriade de petites franchises (80 % du parc français) [4] ; et les gérant·es de franchises, qui en possèdent 5 en moyenne (de 1 à 50), consolident leurs restaurants en holdings, dont ne dépendent pas directement les employé·es de chaque restaurant. Résultat : cette division en petites unités de travail ralentit, voire verrouille l'union syndicale, en même temps qu'elle prive les équipier·es de McDo de la prime de participation prévue pour les entreprises de plus de cinquante salarié·es, qui équivaudrait à un treizième mois pour tout·es. Enfin, l'important *turn-over* de la restauration rapide (80 % en moyenne [5]) et le recours au temps partiel (idem) s'opposent aux conditions d'éligibilité des délégué·es, qui requièrent des durées continues de salariat auprès de l'entreprise.

*

McJobs en Aveyron

La légende veut que l'on doive le terme de « sabotage » aux ouvrier·es qui, au XIXe siècle, jetaient leurs sabots dans les machines pour arrêter la production. Moins efficaces, c'est en plastique que sont moulés les sabots portés par Quentin été comme hiver, par-dessus ses chaussettes. Après un bac pro de comptabilité, le jeune travailleur handicapé atteint de neuropathie rare est entré dans la vie active il y a trois ans, au McDo de Villefranche-de-Rouergue, ou « Villeuf » comme on dit ici : « *Ils te proposent un CDI, direct. Au début, on se dit tou·tes : à terme, ça va me permettre de prendre un crédit pour la maison, et de toutes façons, si ça me saoule, je me casse. Mais dans un monde où rien n'est sûr, c'est difficile de quitter un CDI, même pourri.* »

La politique de la boîte impose le temps partiel à 80 % de ses employé·es, part qui correspond à peu de choses près à celle des non managers, et s'en justifie par les horaires spécifiques du secteur, concentrés autour des repas. En fait, les McDonald's sont ouverts en non-stop, parfois 24h/24h, contrairement à la restauration classique. La multiplication des temps partiels sert donc surtout à pouvoir adapter souplement les besoins de main-d'œuvre selon l'activité de chaque restaurant. La logique de l'emploi se calque ainsi sur celle d'une économie sans stock : le flux tendu évite de jamais gâcher, en fourniture comme en main-d'œuvre. Les moitiés d'emploi proposées ne permettent pas aux salarié·es de gagner suffisamment d'argent pour vivre (en moyenne 700 € net par mois), et les forcent à accepter la flexibilité horaire imposée par les managers. Celles et ceux qui ne sont pas content·es démissionnent, ce qui dispense l'entreprise des frais de licenciement ou de prime de précarité en cas de fin de CDD.

Mais certain·es restent, et ont alors tout le loisir de voir défiler les humiliations quotidiennes du monde de l'entreprise, les coups de pression, les vexations venues du n+1 dans la hiérarchie de pouvoir. Quand on a demandé à Quentin de raser sa barbe de trois jours ou de mettre un filet sur la figure s'il refusait, le vase a débordé. Plutôt que partir, c'est l'option lutte qu'il a choisie : « *Dans ce McDonald's, il y a eu en 2016 un* turn-over *de 105 %, bien au-dessus de la moyenne du secteur. Comment imaginer des avancées sociales dans ces conditions ? Comment créer une base et un rapport de forces quand les collègues ne font que passer ? La plupart sont très jeunes, ne connaissent pas le droit du travail, et c'est leur premier emploi. Il faut s'occuper de la Sécu, du premier appart', des premières factures, de la CAF : tout arrive en même temps. Et McDo ne fait rien pour permettre une entrée dans la vie active de façon digne.* »

*

Interlude 2 : Le sang de la Qualité Sociale®

> « *Imaginé en 1996 par Jean-François Guillot puis développé depuis 2008 avec Pascal Devoucoux, le concept de Qualité Sociale® constitue l'ADN et la pierre angulaire des différentes activités de Cardinale sud Solutions. Levier de la conduite du changement,la Qualité Sociale® recouvre "La création d'une stratégie sociale et l'instauration d'un climat social favorables au business de l'entreprise, ainsi que la transformation réussie de l'entreprise grâce à la révélation du leadership des managers [6]".* »

Pour Jean-François Guillot, JFG (président de Cardinale sud Solutions – CSS), et Pascal Devoucoux, PD (directeur général), le concept de Qualité Sociale® repose sur la métaphore de l'entreprise comme corps humain, dont les organes sont la direction, la production, le CE, le CHSCT, etc. « *Au fond, la Qualité Sociale®, c'est l'équivalent du sang qui irrigue le corps humain* », explique doctement JFG [7]. Un corps sain pour une entreprise saine : tout irait pour le mieux

dans le meilleur des capitalismes, si ce n'était ces « *irritants* » qui viennent altérer la bonne santé de l'entreprise. « *Et si les hommes et les femmes se démotivent, voire deviennent hostiles au projet en cours, alors la situation financière se dégrade*, continue le docteur JFG. *Pour parvenir à une Qualité Sociale® optimale, […] il faut identifier en permanence les irritants, vous savez, ce qui gratte, ce qui nous empêche d'être sereins dans notre travail au quotidien […]. Il faut également que chaque manager soit capable dans son périmètre de responsabilités, d'anticiper et de désamorcer ces risques d'explosion, ces risques de crise sociale et surtout de démotivation au quotidien.* » Son disciple PD, explique quant à lui sur son profil Linkedin que pour un manager, faire appel à CSS, c'est « reconstruire un climat de relations de travail plus contrôlable ». Aussi, pour « Prévenir et gérer une crise sociale », JFG et PD ont-ils élaboré une méthode en six points simples à comprendre pour tout manager :
« *Objectif n° 1 : Détecter les irritants à l'origine d'une crise*
Objectif n° 2 : Gérer la crise en apportant des réponses efficaces
Objectif n° 3 : Limiter les conséquences sociales et préparer en permanence un retour à la normale
Objectif n° 4 : Aborder la reprise du travail dans les meilleures conditions
Objectif no 5 : Mettre en place des actions préventives pour éviter la prochaine crise
Objectif n° 6 : Vivre avec notre "criz-kit" [sic] : une crise sociale en simulation, votre future crise sociale peut-être… » [8]

*

McDo en guerre contre les syndicats

Quentin se fait élire délégué du personnel en 2014. Le jeune homme prend son rôle à cœur et, pendant un an et demi, fait remonter trois cents questions à la direction concernant les problèmes d'organisation, le non-respect des procédures légales, ou encore les conditions sociales ou économiques. Une ténacité qui porte quelques fruits : bientôt, les salarié·es ne font plus d'heures supplémentaires contre leur gré [9], et gagnent l'inappréciable droit de boire des verres d'eau en cuisine sans permission. Enfin, le port de la barbe redevient toléré. Magnanimité songe alors Carole Rochet-Raymond, l'employeuse ; maigres victoires pestent les salarié·es.

Le conflit mûrit. La gérante – qui possède deux autres franchises dans la région, à Figeac et Cahors – laissait jusque-là toute latitude aux managers pour faire respecter l'ordre dans le restaurant. Voyant la contestation s'intensifier, elle nomme une directrice, transférée d'un autre de ses restaurants, à l'équipe plus docile. La nouvelle cheffe annonce la couleur : « *Il y a la loi, et il y a la loi McDo* », lance-t-elle à Quentin le jour de son arrivée. De quoi le convaincre avec deux autres équipiers de suivre une formation syndicale. Elle est d'abord refusé·e à l'un deux pour des prétextes de planning, mais – revanche – le 2 décembre 2016, Quentin est nommé délégué syndical par son union locale CGT. Un statut qui lui donne droit à un travail d'information, de tractage et d'affichage dans le restaurant. Et qui impose à l'employeuse la mise en place de négociations annuelles obligatoires (NAO) pour réévaluer les bas salaires, les inégalités hommes/femmes et autres petits freins à la plus-value. Outrée, la gérante attaque en justice notre apprenti sabotier pour non-respect des procédures syndicales. Le 24 février, McDonald's est débouté par le tribunal de Rodez, et sommé de payer 2 500 € à l'union départementale de la CGT.

*

Interlude 3 : Les irritants syndicaux

Dans la méthode de CSS proposée par JFG & PD, le concept de Qualité Sociale® emprunte la notion d'« irritant social » à deux théoriciens du nouveau management, membres du syndicalisme réformiste : Daniel Labbé, secrétaire du syndicat CFDT de Renault jusqu'en 1992, et Hubert Landier, ancien de la CFTC. Forts de leur bonne connaissance du milieu syndical, ces deux reconvertis endossent au fil des années 1970-1980 le rôle d'experts. Ils sont engagés comme conseils par le CNPF (ex-Medef) et, pour la rédaction du rapport antimarxiste « Projet pour la

France » en 1983, Landier côtoie des groupes de pensée d'extrême droite comme le Cercle de la Cité [10] ou le Club de l'Astrolabe [11]. La droite cherche à cette époque à enterrer pour de bon Mai 68, et des moyens pour désamorcer les conflits syndicaux à venir. Labbé et Landier prônent une démarche de cogestion de l'entreprise, et deviennent rapidement des référents ès post-syndicalisme révolutionnaire, incontournables pour les cabinets de conseil en stratégie qui commencent à émerger à cette époque en France. À longueur de livres [12], ils développent les notions d'« accompagnement au changement dans l'entreprise » et de « management participatif » [13].

Leur principe de base est sommaire mais efficace : pour augmenter la rentabilité, il y a tout intérêt à en finir avec la logique du rapport de forces et de classes. Mieux vaut construire un dialogue avec les salarié·es en vue d'une augmentation de la productivité, pensée comme bien commun [14]. La métaphore du corps sert alors d'image clé pour l'imposition de ce nouveau paradigme contre-révolutionnaire : si salarié·es et patron·nes partagent le même corps-entreprise, les jambes ont le même intérêt que le cerveau. Paix sociale rime avec bonne entente managériale, et le consultant, en décelant ce qui irrite passagèrement tel organe, a pour rôle de soigner les parties du corps entrepreneurial en mal de communication.

*

Des bagues et des chaînes

Quentin n'est pas seul de son côté de la barricade. Après leur formation, Gaëtan, vissé sur ses lunettes rondes et ses cinq ans d'ancienneté, ainsi que le calme et longiligne Sylvère se sont aussi syndiqués à la CGT. Ils se fiancent dans la même période, projettent d'acheter une maison. L'ambiance n'est pas toujours facile à vivre dans le restaurant pour eux, surtout depuis que, jaloux, l'ex-petit ami du premier est venu faire un esclandre dans le McDo de Villeuf. Gaëtan, poussé au coming out, part en arrêt maladie, et les blagues ou remarques homophobes s'installent doucement mais sûrement dans le quotidien de travail. Jusqu'au 16 mars 2017, où un certain Bruno Blanchou est venu demander à Sylvère d'ôter sa bague de fiançailles – pourtant jusqu'ici tolérée – pour des questions d'hygiène. Espèce de superviseur volant, Blanchou est directeur commercial d'une des autres franchises McDo de la gérante, à Figeac. « *C'est le mec qui sait comment faire craquer les gens nerveusement*, nous dit Gaëtan. *Il intervenait dans les trois restaurants de la franchisée, un peu comme son bras droit, pour redoubler le travail de direction des managers. Mais il n'est pas dans notre organigramme, et n'a donc aucun pouvoir de subordination légal sur nous. Après cette histoire de bague, on a réussi à remettre en cause sa légitimité et on ne l'a plus vu à Villefranche.* »

À la demande des syndiqués, et à la suite d'un courrier de la branche LGBT de la CGT adressé aux ressources humaines de McDo France, une enquête interne de deux mois est ouverte par la gérante pour discrimination liée à l'orientation sexuelle. Après audition de toute l'équipe du restaurant, plus de 550 pages de dossier côté CGT, et seulement une demi-douzaine de feuillets côté franchisé·e, cette dernière conclut à l'absence de faute et enjoint aux salariés de continuer en justice s'ils s'y estiment fondés. Affaire à suivre, donc. Dans la foulée, en juin 2017, le sous-directeur de Villefranche devient délégué du personnel suppléant, et un manager est titularisé délégué syndical CFDT. Les rangs opposés grossissent dans le même temps, et en juillet, on passe de trois à sept syndiqué·es CGT.

Commencer la grève

Parmi ces nouveaux militant·es, Donovan, 19 ans, soudeur chaudronnier, a voulu quitter son milieu et sa famille de Valenciennes, chœur de votant·es Front national. Il tente le voyage vers le grand Sud et se fait embaucher au McDo de Villeuf en mars 2017. Le jeune homme à l'accent ch'ti et à la garde-robe aux mille survet's, se lie rapidement d'amitié avec Quentin, Gaëtan, Sylvère et leur fine équipe. Gay lui aussi, Donovan découvre le monde du travail en même temps que le climat homophobe du restaurant, et partage la résistance de ses collègues. « *En tant qu'homosexuel, explique Gaëtan, on a l'habitude de recevoir des menaces et de lutter pour nos droits. On y a puisé la force pour résister dans notre job aussi.* »

Très vite, Donovan déplaît à sa hiérarchie. On le trouve récalcitrant, on lui reproche de se rapprocher des moutons noirs de l'équipe, et il subit la méthode en vogue pour se débarrasser des éléments non *corporate* chez McDo : le nouvel arrivé voit ses horaires bousculés, et se retrouve assigné aux tâches les plus ingrates, comme nettoyer les cuves, changer l'huile, ramasser les mégots dehors… On pense que le petit jeune va bien finir par craquer, comme tout le monde, et démissionner. Mais Donovan ne plie pas : « *Disons que j'ai été embauché comme employé polyvalent, mais que j'étais un peu moins polyvalent que les autres,* blague-t-il. *Ça me mettait en colère, mais ça allait parce que j'étais bien entouré avec les copains de la CGT.* » Le 23 août, le délégué CFDT lui remet sa lettre de licenciement. Motifs ? Des absences injustifiées, un retard de présentation à la médecine du travail, et, élément décisif, selon la direction, un·e collègue « *qui n'a aucune raison de mentir* » l'a dénoncé : il aurait traité la gérante de « *sale pute* » hors du temps de travail.

Ni une ni deux, les cégétistes remettent une heure plus tard un avis de grève au sous-directeur, accompagné de leurs revendications : réintégration de Do-

novan, treizième mois, augmentation de salaire à 13 € brut de l'heure, heures majorées à partir de 21h, tickets vacances et chèques restaurant, plus un arbre de Noël – pour l'ambiance. « *Quand j'ai annoncé la grève, la direction n'en revenait pas*, raconte Quentin. *Nous sommes un cas étrange pour McDo, puisque nous refusons de partir sous la pression. Mais selon nous, c'est trop facile de faire plier les gens comme ça, et d'aller ensuite se pavaner dans les chambres de commerce pour dire que Ronald crée de l'emploi en CDI. La résistance, ils ne connaissent pas, c'est pas prévu dans le plan. Bien sûr qu'on pourrait trouver un meilleur emploi ailleurs, mais si on ne se bat pas, à force, c'est tout le monde qui perd des droits.* »

*

Interlude 4 : Extrême droite et grand capital

Biologisation du social, coaching en management, identification des « irritants sociaux » héritée de l'antisyndicalisme de droite, méthodes pour désamorcer les conflits et les rendre plus contrôlables… Il n'y a finalement rien d'étonnant à ce que les *Spin Doctors* de la Qualité Sociale®, JFG et PD, croisent bientôt le chemin d'un certain Philippe Schleiter (PS). « *Cardinale sud Solutions – via Delta Lead – fait du courage managérial un élément-moteur de la conduite de la transformation* » : en 2014, nos deux philosophes managériaux s'associent avec PS pour créer ensemble la société Delta Lead, basée à Neuilly-sur-Seine et portée par la devise : « De vrais leaders pour des temps difficiles [15] ». Avec des clients comme Alstom, Areva, Engie, La Poste ou Lafarge, cette boîte de consulting nous sert les présentations sur son site : « *Philippe Schleiter, Jean-François Guillot et Pascal Devoucoux se sont associés pour fonder Delta Lead. Leurs points communs* [sic], *c'est d'abord la tradition d'un conseil à la française*. »

Neveu du négationniste Robert Faurisson, PS a été président du Mouvement national pour la jeunesse à la fin des années 1990, sous les ordres de Bruno Mégret, qui venait de créer le Mouvement national républicain (MNR), en opposition au Front national jugé trop à gauche par une partie de ses membres. Après la déconfiture mégrétiste, PS disparaît des radars de l'extrême droite, et fonde sa boîte de conseil en management, Alter&Go, avant de rejoindre Delta Lead. Il se fait aussi essayiste, et on lui doit l'œuvre *Management : le grand retour du réel, 15 cartouches pour ne pas être démuni*, où il fustige le « maternalisme » en management et prône le « retour à l'autorité » des chefs et des héros de l'économie [16]. De quoi lui donner toute légitimité pour répondre à son « Questionnaire de Proust » dans *Économie Matin*, où l'on apprend que l'homme qu'il admire le plus est Vladimir Poutine, ou qu'en 1930, il se serait vu « *Administrateur colonial en Indochine* [17] ».

On aurait pu croire ses activités politiques rangées au placard, mais hélas ! Ni ses talents de plume ni ses clients prestigieux n'ont fait renoncer le petit mégretiste à ses passions tristes. Car depuis la fin du MNR, si le jour il conseille les grandes entreprises du pays et se rêve « *moine défricheur du Xe siècle* [18] », PS n'est pas seulement Philippe Schleiter : la nuit, par un subtil jeu d'anagramme, il est aussi Philippe Christèle (PC). Lequel est chroniqueur hyperactif du site de Robert Ménard, *Boulevard Voltaire*, ou de la très catholique Radio Courtoisie, connue pour ses tendances homophobes, racistes et révisionnistes [19]. Sans oublier sa participation comme rédacteur et membre fondateur du site de « réinformation » *Polémia*, créé et présidé par le théoricien d'extrême droite Jean-Yves Le Gallou, ancien numéro 2 du MNR de Mégret, et membre du Grece [20]. Fort de ses amitiés dans les médias de la fachoshère, PC s'adonnait à de précieux conseils pour la campagne Front national des présidentielles de 2017 : « *Depuis trois ans, la ligne Philippot règne sans partage à la tête du Front national. La rupture a été assumée au moment de la Manif pour tous et ne s'est pas démentie depuis. Positionnement ouvert (c'est-à-dire libertaire) sur les mœurs, gauchisation du discours au nom de l'anti-système, mise en sourdine de la ligne identitaire pour essayer de faire propre sur soi. […] La seule carte qui reste à jouer, c'est celle de l'immigration, l'identité, la sécurité. Mais, alors, il faudra parler comme Trump et pas comme Juppé. Comme Le Pen père et pas comme Philippot. […] Bref, il va falloir retrouver le discours d'il y a trois ans. Retour à la case départ. […] Trois années de perdues à insulter la droite traditionnelle et à envoyer le bataillon sacré chanter* l'Internationale *à Sciences Po, soutenir les campagnes LGBT ou insulter ceux qui ne pensent*

pas comme eux [21]. »
Serviteur polyvalent de l'extrême droite et du grand capital, Philippe Schleiter-Christèle ne fait pas du conseil en entreprises pour peindre des lingots, mais pour mener une guerre des idées et des valeurs, comme en témoigne son discours au colloque « Européens, transmettre ou disparaître », organisé en mars 2017 par l'institut Iliade [22] : « *Dans l'arène de la mondialisation, nombre de professionnels se comportent comme de véritables guerriers économiques, faisant preuve d'une abnégation, voire d'un sens du sacrifice méritant d'autant plus considération qu'une part substantielle d'entre eux y consentent aussi par patriotisme. Lorsqu'ils se battent pour faire gagner Peugeot, Alstom ou Essilor, ces guerriers de l'ombre, ces soldats inconnus se battent aussi pour faire gagner la France. L'entreprise est donc aussi un des derniers lieux exaltant encore, fût-ce sans tambour ni trompettes, des valeurs viriles, le goût du risque et de la camaraderie, le plaisir du combat, la volonté de vaincre*. » De quoi donner un cap plus ambitieux à JFG, PD et leur Qualité sociale®, au sein de Delta Lead.

*

Bloquer les flux

Septembre et octobre passent avec l'été indien des gorges de l'Aveyron. Quentin et ses camarades réalisent peu à peu les deux murs de silence qui entourent leur lutte : d'un côté, une gérante indécrottable, de l'autre, une culture locale de la résistance plutôt solidaire des luttes paysannes qu'en fast-food. En effet, non loin d'ici, un restaurant McDo avait été démonté en 1999 à Millau par la Confédération paysanne et le SPLB (Syndicat des producteurs de lait de brebis), ouvrant la foire de l'altermondialisme en même temps qu'une autre séquence de la critique sociale, plus anti-McDo que prosyndicale. Les grévistes multiplient alors les tractages sur les marchés, les manifestations devant d'autres franchises, interpellent préfet et Inspection du travail, et acceptent d'ôter le cas de licenciement des revendications pour l'instruire aux prud'hommes. Mais rien n'y fait, les négociations pataugent. « La franchisée a voulu jouer sur le pourrissement, reprend Quentin. Mais nous, on a toujours vu chaque jour de plus comme une victoire, car c'est un jour de plus où on leur montre de quoi on est capables. Tout le monde sait maintenant qu'on peut faire grève plus de trois mois dans un McDo, qu'il y a des soutiens amicaux et des caisses de solidarité pour tenir bon ! »

Un enthousiasme qui se heurte parfois aux réalités locales : le 16 septembre dernier, alors qu'ils sortent du local de l'union locale, Quentin et son collègue gréviste Nicolas – l'humoriste sagace de la bande – se font alpaguer par des riverains éméchés, dont le petit ami d'une employée de McDo. « Ils nous ont reconnus et ont été tout de suite agressifs, raconte Quentin. Ils nous ont dit : "C'est vous les potes aux deux pédés qui veulent faire fermer le McDo ?" Et on a répondu que oui, on était les potes de Gaëtan et Sylvère, mais que ce n'est pas parce qu'on lutte pour nos droits qu'on veut la fermeture de la boîte. Ils s'en foutaient. » Le ton monte, les coups tombent, Quentin finit aux urgences avec cinq jours d'interruption temporaire de travail – ou plutôt de grève.

Il en faut plus pour décourager les grévistes, qui organisent un rassemblement devant la Direction du travail de Rodez pour le 77e jour de grève. Encore une fois, rien n'y fait, leurs revendications restent lettre morte. Lors d'une réunion régionale de la CGT, il est alors décidé une action interprofessionnelle de blocage en soutien à la lutte des McDos. Dès 6 h du matin, le 28 novembre – 96e jour de grève –, les camions de Martin-Brower à Toulouse ne peuvent passer le mur de pneus et de la quarantaine de syndiqué.es de la CGT venu.es de tous bords. Martin, c'est le cousin de Ronald, ils ont grandi ensemble. Quand Ronald a lancé ses premiers restaurants aux États-Unis dans les années 1940-1950, Martin lui a proposé des napperons en papier pour ses tables. Un partenariat qui n'en finirait plus : aujourd'hui, Martin-Bower (MB) est le distributeur quasi exclusif de McDonald's dans le monde. Du papier toilette au steak surgelé, les marchandises sont centralisées en flux tendu dans les entrepôts, puis réparties dans les restaurants régionaux. Pour les grévistes, l'équation est simple : bloquer un seul MB, c'est bloquer un tas de McDos en Midi-Pyrénées. Pendant les neuf heures de blocage filtrant, les militant·es réussissent ainsi à empêcher la livraison d'une quinzaine de McDonald's qui fonctionnent selon une organisation « zéro stock ».

Ce jour-là, la demande des grévistes d'entrer en contact avec un responsable des ressources humaines de McDonald's France n'a pas été exaucée. L'action de blocage semble pourtant avoir bougé les lignes, puisqu'une poignée de jours plus tard, la gérante annonce une négociation en présence d'un « DRH » spécialement nommé pour résoudre le conflit. Et le 7 décembre – 105e jour de grève – Quentin, Gaëtan, Sylvère, Nicolas et Laura avaient rendez-vous avec l'homme choisi par McDonald's pour jouer ce rôle : Pascal Devoucoux. Pascal qui ?

Épilogue en cours

Au jour où cet article est publié, après 112 jours de grève, on ne peut présumer de l'issue du combat des grévistes contre PD. Tout au plus espérer que la stratégie de management de Neuilly-sur-Seine de Delta Lead se cassera les dents sur l'endurance des jeunes

syndiqué·es de l'Aveyron, résumée par notre saboteur-plastiqueur : « On s'est gamellé· plein de fois depuis le début, mais à chaque fois on s'est relevé. C'est notre esprit de geek : on est tou·tes jeunes et on joue beaucoup aux jeux vidéo, où rien n'est impossible. Il suffit de s'acharner pour passer un niveau de difficulté : c'est la méthode du "try hard" en langage geek. Si on doit essayer mille fois, on le fera mille fois, mais on sait qu'on va gagner. C'est avec ça qu'on ne s'est pas laissé· faire, et qu'on a voulu changer les choses. » Avec PD comme boss de fin ?

14 décembre 2017
Ferdinand CAZALIS

Une caisse de solidarité pour les grévistes est ouverte à : https://www.leetchi.com/c/solidarite-de-les-grevistes-du-mcdonalds-12

1. Ce premier interlude est fondé en grande partie sur le travail de Tony Royle, professeur de Management et Ressources humaines à l'université de York en Grande-Bretagne. Voir par exemple son ouvrage : *Working for McDonald's in Europe*, et son article « Just vote no! Union-busting in the European fast-food industry: the case of McDonald's », paru en 2002 dans la revue *Industrial Relations Journal*.

2. Voir « Faire bouger les imaginaires sociaux. Trois questions à Fight for 15$ », *CQFD* nº 149 (décembre 2016), par Judith Chouraqui.

3. Littéralement « tueurs ou liquidateurs de problèmes », mais poliment traduit en français par « médiateur ou conciliateur ».

4. Le système de franchise permet par ailleurs une optimisation fiscale aussi ingénieuse que mortifère. En encaissant les droits de propriété intellectuelle de ses franchisé·es français·es en Suisse, au Luxembourg, puis au Royaume-Uni, McDonald's se serait dispensé de 1,5 milliard d'impôts entre 2009 et 2015. Voir le rapport et celui d'Attac/CGT/ReAct : « Le système McDo. Comment McDonald's ampute les revenus des salarié·e·s et les recettes du Trésor public », et celui des syndicats et associations internationaux EPSU, EFFAT, SEIU, et War on Want : « Unhappy Meal ».

5. Les chiffres concernant McDonald's France sont directement issus du Rapport 2016 de l'entreprise.

6. cardinale-sud-solutions.com/hommes-et-histoire.html

7. cardinale-sud-solutions.com/qualite-sociale.html /Vidéo.

8. Vidéo. Formation nº 7 Cardinale Sud Solutions.

9. Au moment de la « *close* » (fermeture), il fallait jusqu'alors demander au manager le droit de dépointer si on avait fini son service. Demande souvent refusée, car il restait une demi-heure de boulot pour ranger. Une manière de ne pas engager de nouveaux effectifs ni d'employer à plein temps, mais d'imposer du travail supplémentaire sans préoccupation pour la gestion de l'emploi du temps personnel des salarié·es.

10. Le Cercle de la cité a été fondé par l'antimarxiste chevronné Jean-Paul Bolufer, ancien préfet, également membre du groupe d'extrême droite le Club de l'Horloge, créé par le trio de choc de la fachosphère : Yvan Blot, Jean-Yves Le Gallou et Henry de Lesquen. Bolufer est aujourd'hui un opposant majeur au Mariage pour tous sous la bannière catholique.

11. Groupe de réflexion de droite catholique, libérale et maurassienne. La club a été longtemps animé par Charles Millon, ancien ministre de la Défense UDF et élu aux régionales Rhône-Alpes de 1998 en s'alliant au Front national.

12. Hubert Landier : *L'entreprise face au changement*, 1984 ; Hubert Landier et Daniel Labbé, *Les organisations syndicales en France. Des origines aux difficultés actuelles*, 1998, *Les Relations sociales dans l'entreprise. Pratique et enjeux. Rôle des partenaires. Communication. Négociation et gestion des conflits*, 1999, *L'entreprise face au nouveau radicalisme syndical. Les nouvelles formes d'action militante*, 2001, *Prévenir et gérer les conflits sociaux dans l'entreprise*, 2002.

13. Labbé et Landier sont deux des personnages principaux du livre de référence des sociologues Ève Chiapello et Luc Boltanski, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, qui étudie, entre autres, l'histoire de la désyndicalisation et de la répression syndicale post-Mai 68, ainsi que la récupération par le patronat des valeurs de gauche pour les insérer dans le management de l'entreprise et désamorcer ainsi les conflits de classe.

14. Baptiste Giraud, « Le syndicalisme saisi par le management. Les conditions de production d'une expertise managériale de l'action syndicale au prisme de ses investissements diversifiés », *Politix* 2007/3 (nº 79).

15. « *Great leaders for hard times* », leur traduction.

16. Les livres de PS sont dans la boutique de Delta Lead.

17. economiematin.fr/news-questionnaire-proust-auteur-schleiter

18. Ibid.

19. Voir « Radio Courtoisie : 25 000 euros d'amende pour des "propos discriminatoires" », *L'Express* avec AFP, publié le 06/10/2017, « Les numéros de claquettes d'Henry de Lesquen ne font pas rire le tribunal », *Le Figaro*, Delphine de Mallevoüe, 08/12/2016, etc.

20. Aussi connu sous le nom de « nouvelle droite », le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece) se veut « une société de pensée », créée en 1969. Y sont passés royalistes, militaires, maurrassiens, ultralibéraux, journalistes du *Figaro*, de *Marianne* et de *Valeurs actuelles*, membres du Front national ou de l'Action française, etc. Le Grece naviguant lui-même sans cesse dans des tentatives d'autodéfinition contradictoires, allant du « gramscisme de droite » au « nationalisme européen », on laissera aux lecteurs et lectrices le soin de juger de leur cas. On pourra néanmoins se reporter à l'article de Anne-Marie Duranton-Crabol, « Le Grece, creuset d'un discours élitiste », *Le Monde diplomatique*, avril 1986, dont voici un extrait : « *Depuis la fondation du Grece, en 1968, le racio-élitisme est constamment présent dans la pensée néodroitière. Il consiste en l'exaltation des valeurs raciales, qualifiées de "différences". D'abord très imprégné de biologisme, ce racisme s'est ensuite prévalu des différences culturelles, au sens très large, la culture se confondant souvent avec l'idéologie. En effet, le Grece dénonce la tyrannie d'une idéologie, le "monothéisme judéo-chrétien", qu'il rend responsable de l'"égalitarisme" niveleur des peuples et des personnes. Étranger à l'Europe, le judéo-christianisme s'y est imposé voici deux mille ans, en détruisant l'élitisme aristocratique qui caractérisait la tradition authentique, celle de l'indo-européanisme.* »

21. « Ligne Philippot : trois ans de perdus », Philippe Christèle, *Boulevard Voltaire*, 26 novembre 2016.

22. Groupe de réflexion se revendiquant de Dominique Venner, ancien de l'OAS et du Grece.

◊ ◊ ◊

Blanqui, l'insoumis

DEUXIÈME PARTIE

Suite de l'entretien fictif avec Auguste Blanqui, paru dans *La RP* de décembre 2017, fondé sur A. Blanqui, *Critique sociale. Fragments et notes*, Coll. texte intégral histoire, Dittmar, 2016 . Les réponses de Blanqui entre guillemets sont des citations exactes extraites de ce livre. JKP

► Reconnaissez que Louis-Philippe a essayé de remédier à la situation des plus pauvres.

Oui, par sa loi sur le travail des enfants de 1841 : interdiction de faire travailler des enfants de moins de huit ans ; limitation de la journée de travail, de huit à douze ans, à huit heures. Et, naturellement, aucun moyen de l'imposer et de la faire respecter. La liberté de l'entrepreneur est sacrée ! La lamentation sur le travail des enfants a été longtemps un moyen de se donner bonne conscience, y compris chez les républicains modérés, modérés aussi dans leur dénonciation des vampires. Je me rappelle cet article du Siècle*, c'était en 69 : « Dans une verrerie de la Seine-Inférieure, une trentaine d'enfants, dont beaucoup n'ont que de six à dix ans, travaillent de quatre heures du matin à trois heures du soir, près d'une fournaise ardente de verre en fusion. Ils gagnent 40 centimes par jour, n'ont que deux demi-heures de repos pendant cet intervalle et n'ont qu'un jour de repos par an. Ils ne reçoivent aucune instruction. Plusieurs de ces enfants sont des pensionnaires des hospices.*

Le Siècle *disait* : « Nous adjurons tous les honnêtes gens qui auraient connaissance de faits semblables de les dénoncer à à l'indignation publique. » *Très bien ! Seulement* Le Siècle *avait soin de ne dénoncer ni le nom du directeur de la verrerie, ni même le lieu où elle était située. » Ce serait de la Terreur, vous comprenez !*

Je ne me repentirai jamais de ma haine pour ce système, elle n'a pas varié depuis 1822. « Je me souviens aussi des « misères de 1831, quand le capital s'est caché par crainte ou par vengeance. Du fond de leur fromage de Hollande, les barons du coffre-fort contemplaient froidement les angoisses de ce peuple décimé par la faim, en récompense de son sang versé au service de leurs vanités bourgeoises. Les représailles de la grève sont impossibles. Les ouvriers de Lyon les ont tentées. Mais à quel prix ! Soixante mille hommes ont dû fléchir devant quelques douzaines de fabricants et demander grâce. La faim a dompté la révolte. »

► Niez-vous toute préoccupation sociale chez Napoléon III ? On lui doit pourtant l'instauration du droit de coalition (de grève). C'est bien lui qui a facilité l'envoi d'une délégation d'ouvriers au congrès de la IIe Internationale ?

Il a commencé par faire un coup d'État, par trahir son serment de défendre la République, emprisonné ses opposants et aboli les libertés. Après avoir écrasé toute opposition ouvrière, il a peu à peu desserré les fers. Si c'est là votre conception du progrès social… Pensez aussi à la grâce qu'il nous a faite en supprimant le livret ouvrier (un an avant la dernière guerre [1]) : « Fort bien ! Qui avait ainsi mis les ouvriers hors du droit commun ? La loi du 22 juin 1854. Les ouvriers peuvent dire : « L'Empire nous l'avait ôté. L'Empire nous l'a rendu. Que son saint nom soit béni ! » »

► Mais l'Empire libéral, surtout vers la fin, était de moins en moins tracassier avec la presse qui l'attaquait.

« Les ouvriers se trouvaient hors du droit commun. Les lois du timbre et surtout du cautionnement leur enlevaient la faculté de lire et de dire leur opinion dans la presse. La somme d'argent à déposer pour qu'un journal puisse paraître imposée par le Prince-Président un an avant son coup d'État et le fait de frapper chaque exemplaire d'un journal d'une taxe qui augmentait considérablement le prix de vente et restreignait de fait la diffusion devaient réduire au silence la presse à destination des « classes dangereuses ». La censure par l'argent est bien la plus efficace ! » La voilà votre liberté de la presse, la liberté du capital : « Le Figaro *déblatérait contre* L'Internationale *et refusait d'insérer la réponse à ses mensonges. Aux écus l'impunité de l'outrage et de la calomnie. Le pauvre est bâillonné et doit subir muet la bastonnade. »*

► Il a au moins fait de Paris une belle capitale et les parcs conçus par Hausmann, sur le modèle de ceux de Londres, n'étaient pas réservés aux riches.

Il a quadrillé la ville de casernes et d'églises, pour mieux la tenir. « Paris rebâti ne sera plus que le lupanar de l'Europe. Les travailleurs sont refoulés de proche en proche et rejetés hors de la ville. Ne pouvant les expulser par les baïonnettes ou par l'ostracisme, on les chasse par les démolitions. » À quelques mètres d'ici, il y a un quartier, La Butte-aux-Cailles… Excusez-moi, j'ai peur que vous vous y sentiez mal à l'aise, vos vêtements vous y dénonceront. On s'y est battu, durement, contre l'armée de Monsieur Thiers

1 Celle de 1870.

en 1871, on n'y a pas oublié les massacres commis contre le peuple, sous l'œil des Prussiens !

► Karl Marx a éprouvé de l'intérêt pour vos idées et une vive sympathie pour vous.

Jamais entendu parler de lui, mais je suis bien content de sa sympathie !

► Votre haine de la religion, vos imprécations permanentes, j'ai du mal à les comprendre. Mon père m'avait dit que bien des révolutionnaires de 1848 étaient croyants, voyaient en Jésus le premier apôtre de la Révolution.

Je n'en ai pas après la personne du Christ. Entendons-nous. Je me sens proche de celui qui a dit : « Une seule chose est nécessaire. » *; de celui qui a dit aux bourgeois de son temps :* « Vendez tout ce que vous avez, distribuez-le aux pauvres, et vous aurez un trésor dans les cieux. » *C'est dans* L'Évangile de Luc, *pas chez Blanqui !*

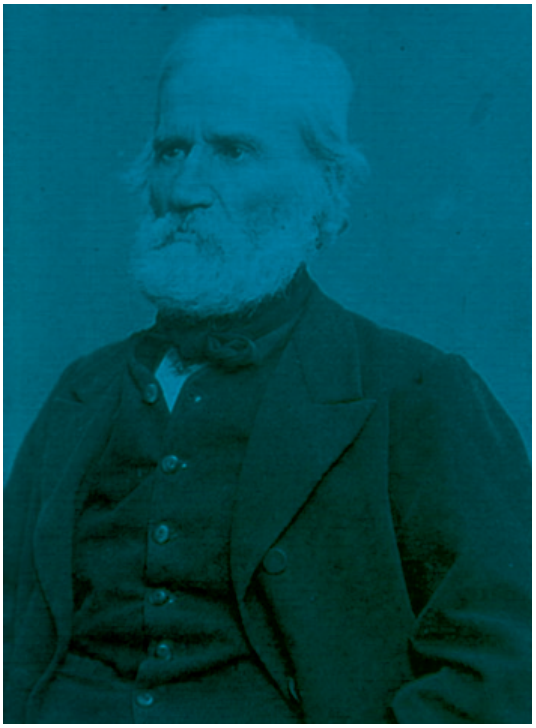
Mais casernes, bordels et couvents sont pour moi les trois institutions au cœur de l'exploitation de la misère humaine et de l'oppression. Au moins les deux premières ne dissimulent-elles rien : les règles sont claires. Mais leur Église, leurs couvents, qui, non contents de détourner les ouvriers de leur libération, leur ôtaient le pain de la bouche ! Leur prospérité qui a explosé sous Napoléon III était « l'un des ulcères sanieux du pays, comme tout ce qui vient du christianisme. Les couvents femelles sont les plus odieux. Là, des ouvrières sans défense, captives infortunées, sont courbées sous un joug de fer par ces âmes si dures dans leur mansuétude, si altières dans leur humilité ne rêvant que grilles, verrous, contrainte et compression. Le pays se couvrait de ces établissements d'industrie et de commerce. Tel couvent faisait pour deux millions d'affaires annuelles. La moinerie mâle et femelle, née de doctrines perverses qui étouffent dans le cœur le cri de la nature et s'attaquent aux sources mêmes du genre humain, était et reste un fléau plus désastreux par son travail qu'il ne l'a été, quinze siècle durant, par son oisiveté. Mieux valait encore son abrutissement contemplatif.

Les bordels et les couvents sont frères en opulence et en politique. L'or y coule à flots de la même source, le capital. Il paie aux uns la jouissance infâme, il paie aux autres l'abrutissement des masses qui fait sa sécurité. Nonne ou prolétaire, la femme est son instrument et sa victime. »

Bordels et couvents

► Vous n'allez pas un peu loin ?

Jeune homme, j'ai vu « chez un marchand de bonne-



terie au rabais du quartier Montmartre cette double inscription : « Arrivage des prisons. » - « Arrivage des couvents. » Et tel des grands magasins de nouveautés de Paris informait ses clients, sous le Second Empire, sous l'Empereur du peuple, qu'il pouvait donner tel article à un prix « extraordinairement bon marché » parce qu'entre autres avantages, il avait choisi de faire exécuter cet article dans « des couvents ou communautés », où le prix à façon était considérablement réduit. » Déjà sous Louis-Philippe, je leur lançais : « « Faites-vous commerçants, messieurs du clergé, et vous aussi, mesdames des couvents ; profitez de votre position pour anéantir toute concurrence ; vous amasserez des richesses, vous contribuerez à amener la ruine de ceux auxquels vous enlevez un gain modique ; mais, au moins, ne venez plus nous parler de votre zèle pour la religion et le salut des âmes…, car on ne vous croira pas ! »

► Mais ces couvents qui faisaient travailler de pauvres filles ne valaient-ils pas mieux, malgré tout, que la rue ?

Pensez qu'elles y brodaient parfois la layette des enfants qu'elles n'auraient jamais, qu'elles avaient tués ou qu'on leur avait ôtés. « Les filles riches n'ont que le choix entre les prétendants. Les filles pauvres restent au rebut. Toutes ont un cœur. Mais, aux unes, la maternité est une gloire, aux autres un opprobre. Ainsi le veut l'ordre actuel. Dieu et le capital s'associent pour exterminer la fille-mère. Le capital lui ôte le pain. Dieu lui ôte l'honneur. C'est de leur main que l'enfant périt. »

► Que l'Église ait trahi le message du Christ, je le veux bien. Mais estimez-vous que le matérialisme est la bonne réponse au désarroi de notre société ?

[Note manuscrite de Jacques Bertrand : *« À peine ai-je posé cette question que je comprends son absurdité. Blanqui vit dans une pauvre chambre, très propre, très nue aussi : un lit, une table de nuit, un petit bureau secrétaire de mauvais bois, surmonté de tiroirs d'où dépassent des feuilles, un encrier. Je sais qu'un ami fidèle lui offre l'hospitalité. Il n'a pas l'air d'être furieux de ma question. Il se lève et déclame, un peu comme un acteur de mélodrame, mais il ne s'adresse pas à moi en particulier, ignore le public, lève la tête vers les nuages, abondants ce jour-là. Je ne suis pas sûr de tout comprendre et j'ai tâché, dès ma sortie, de tout noter exactement comme je l'avais entendu. »*]

Pour dénoncer le matérialisme, il faut n'avoir aucun souci de sa survie, être sûr que les soucis matériels sont pour les autres !

« Je sais qu'on nous a reproché d'aiguiser les appétits et d'abaisser toutes les questions au niveau d'un abject matérialisme. Laissons dire ces austères moralistes affligés de 50.000 francs de rente. Laissons les Siméons stylites prêcher le jeûne et le cilice, le dos au feu et le ventre à table. Laissons les champions viandus de la politique éthérée, les anachorètes à la panse obèse tonner saintement contre les doctrines matérialistes, et nous, qui ne sommes point des cénobites de la Thébaïde [2], nous, sensualistes à l'eau et au pain sec, sachons plaindre de plus malheureux que nous réduits au pain noir et à l'eau trouble. N'allons pas dévier de notre ligne devant les anathèmes des tartufes séraphiques, assis entre un chapon truffé et une courtisane. Nous sommes dans le vrai, dans le juste, restons-y sous peine de suicide, et laissons à nos ennemis l'odieux et le ridicule qui leur vont si bien. »

► Je sais que vous n'aimez pas parler de votre vie personnelle. Beaucoup de rumeurs courent à votre sujet. Vous avez renoncé à la vie de famille, aux joies de ce *cercle de famille* qui, selon notre plus grand poète vivant, « *lorsque l'enfant paraît, applaudit à grand cris* ».

J'ai eu la chance d'avoir une mère qui, sans nécessairement partager mes idées, a toujours été d'un dévouement inconditionnel. Ma sœur sera la gardienne de mon œuvre. Sans elle, je crois qu'au cours de mes transferts de prison en prison, mes déménagements forcés incessants, beaucoup de mes articles se seraient perdus. Avec ma femme, morte avant moi, épuisée sans doute par son anxiété, ses craintes, ses incertitudes, l'impossibilité d'une vie normale, j'ai vécu un grand amour. Sa fidélité est d'autant plus extraordinaire que ses parents ne m'aimaient pas, qu'ils ont tout fait pour briser notre union. Ils ont échoué, mais se sont rattrapés avec mon fils, un étranger pour moi à présent. Ce garçon a reçu un bel héritage et a proposé, un temps, de m'accueillir dans sa confortable maison, à une seule condition : que je cesse toute activité politique. Vous imaginez ma réponse. Qu'il ait souffert dans son enfance d'être ballotté ici et là, au gré de mes enfermements, éternel compagnon de cette mère qui ne se résignait pas à m'abandonner, je le conçois. Je regrette que cette expérience de l'acharnement dont j'ai été victime n'ait pas fait de lui un continuateur de mes idées. Il a préféré hériter une propriété bourgeoise et une petite fortune lui assurant une renté régulière. L'enterrement de première classe, quoi !

Éveilleur avant d'être homme d'action ?

► Vous avez payé durement votre refus de toute concession, à toutes les autorités qui se sont succédé dans votre siècle. Mais vous n'avez jamais exercé le pouvoir, toute votre vie vous avez été condamné à l'impuissance politique. Avouez que votre axiome « *la nation s'appauvrit de la perte d'un travailleur, elle s'enrichit de celle d'un oisif. La mort d'un riche est un bienfait* » n'était pas un programme. Vous avez été condamné… ou vous vous êtes condamné parce que vous n'aviez pas de programme de gouvernement ?

Programme de gouvernement ? Pour moi, cette expression évoque les hommes politiques, dont je n'ai jamais été, ceux qui veulent s'emparer du pouvoir pour en jouir et en faire jouir leur petit cercle de profiteurs. Moi, j'ai tenu, j'ai été fidèle à mes principes, qui continueront d'éclairer les vrais révolutionnaires, et, surtout, j'ai essayé d'ouvrir les yeux à mes contemporains. Ce n'est pas si méprisable. Oui, j'attends tout des barricades, rien des députés, élus pour défendre les intérêts de la bourgeoisie. Si vous voulez un pro-

Bois gravé pour une édition de *L'Insurgé* de Jules Vallès (1953). Extrait, avec l'autorisation de l'éditeur, du livre *Germain Delatousche* [(1898-1966], *Bois gravés - Dessins – Quelques peintures – Témoignages et documents*, Collection Type-Type, Bassac, Plein Chant, 2016

2 Aux premiers temps du christianisme, le cénobitisme était une forme de vie monastique en communauté. La Thébaïde est un désert de Haute-Égypte où aurait vécu Antoine le Grand, premier ermite chrétien. La Thébaïde de Syrie est un désert de Qinnasrin, où vécut Jérôme de Stridon (*Wikipédia*).

gramme, c'est celui-là. Il n'a jamais varié !
Mon opposition à toute autorité, comme vous dites, elle vient d'abord d'une réflexion sur l'absolue nécessité de contre-pouvoirs : « Le pouvoir est oppresseur par nature. Le sentiment de justice, développé par l'instruction, n'est lui-même qu'un assez frêle obstacle. L'instinct envahisseur perce et pénètre dès qu'il ne sent plus la résistance et se fait illusion de la meilleure foi du monde, avec les plus beaux prétextes.

Il n'existe de sûreté pour chacun que dans l'égalité de force chez tous. Ces forces juxtaposées se font échec et équilibre. Point d'autre garantie sérieuse dans l'ordre social. La fraternité n'est que l'impossibilité de tuer son frère. » Ensuite, j'ai considéré que jamais la Révolution n'était allée jusqu'au bout en France, elle a seulement engendré des classes de nantis, dont le seul projet, l'idée fixe, étaient de refermer derrière eux la porte qu'ils avaient ouverte : « L'ouvrier ultra-révolutionnaire se montre souvent, une fois parvenu, le plus dur des patrons, le plus féroce des conservateurs. Ce n'est pas aux prolétaires qu'il faut l'apprendre. Ils ne connaissent que trop ce phénomène.

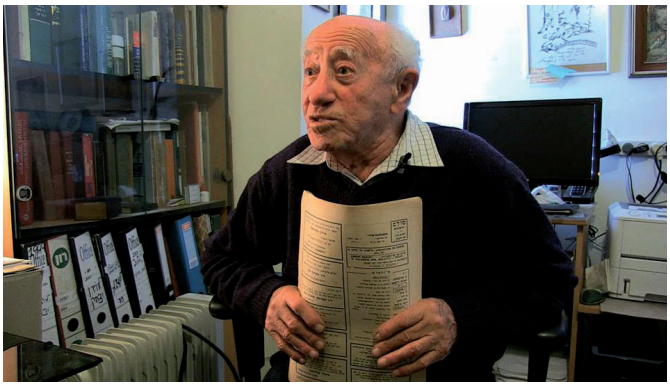
Les acquéreurs de biens nationaux, jacobins jusqu'en 1830, par terreur de la restitution, sont devenus, depuis leur sécurité, des suppôts de sacristie et de police. Acceptés enfin par ceux qui possèdent, ils se sont retournés en vrais bouledogues contre ceux qui ne possèdent pas ! Eux ou leurs héritiers sont les plus fermes piliers de la réaction. Hélas ! On ne monte que pour tirer l'échelle après soi. »

Jean-Kely PAULHAN

Rue Blanqui (13e arrondissement). [réf. page précédente]

Brèves

♦ Yitzhak Luden, militant socialiste, dernier militant du Bund en Israël, éditeur de *Lebnsfragn*, la dernière revue en yiddish publiée en Israël (jusqu'en 2014), considéré par certains sionistes comme un traître, est décédé en novembre dernier à l'âge de 95 ans.



♦ Plusieurs militant-e-s ont pris la tribune de la Conférence Rosa Luxemburg le 13 janvier dernier pour dénoncer le manque de solidarité de la gauche allemande avec les manifestations en Iran.

♦ El Libertario (Venezuela) s'arrête. C'est ce qu'annonce un article de Rafael Uzcategui du 9 janvier. Interrogé sur les raisons, Esteban Mejiaz dit qu'il est devenu « *impossible de sortir un journal papier vu que l'ultra-inflation permet difficilement de manger* ». Je salue le bon travail, l'honnêteté et l'intégrité de ce journal depuis des années, une des meilleures sources sur place pour dénoncer la supercherie chaviste et la répression du syndicalisme indépendant au Venezuela.

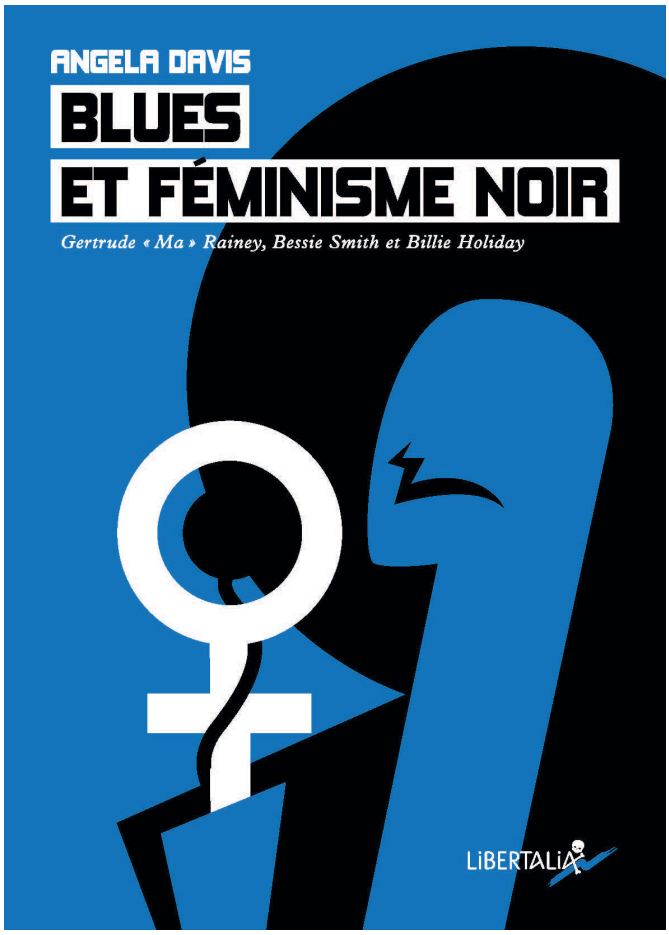
♦ Mal inspiré, Solidaires Etudiant-e-s Paris 7 a écrit à la Présidente de l'Université Diderot pour demander l'annulation d'une lecture-débat du texte de Charb « Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes ». On a entendu « *Les laïcards y en a marre!* » au petit rassemblement anti-Charb à Paris-Diderot le 31 janvier. Il y a 20 ans, ce sont les cathos intégristes qui auraient crié ça.

♦ La 3ème Rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes s'est tenue à Madrid les 25-28 janvier 2018. Nous en reparlerons lorsque des traductions françaises seront disponibles.

S.J.

Blues et féminisme noir

Nous reproduisons ici, avec l'aimable autorisation de l'éditeur, un large extrait de la « note du traducteur » sur l'ouvrage d'Angela Davis, *Blues et féminisme noir* (Libertalia, 2017), qui invite à redécouvrir la pensée de cette figure incontournable de la gauche américaine. Un livre qui se lit en musique avec un CD inclus proposant des titres de Gertrude « Ma » Rainey et Bessie Smith. [NDLR]



Angela Davis est une figure centrale des luttes sociales et des prises de positions qui ébranlèrent la seconde moitié du XXe siècle. Qui n'a pas en tête le charisme de cette femme à la coupe afro, recherchée par le FBI, qui s'engage dès les années 1960 dans un combat radicalement anticapitaliste et antiraciste ? Les images d'elle ont fait le tour du monde. Mais derrière l'icône qu'elle est devenue, il faut saisir la pensée d'Angela Davis : les noms et les images ne sont pas tout, les concepts doivent être creusés. Angela Davis s'inscrit dans une tradition intellectuelle peu connue, académiquement confisquée, celle de la première génération de l'École de Francfort, appelée également la théorie critique. Une pensée à gauche toute, hétérodoxe et pluridisciplinaire, qui naquit sous l'impulsion d'intellectuels juifs allemands au lendemain de la Révolution russe et à la veille de la montée du nazisme. Ses représentants les plus connus sont Horkheimer, Fromm, Benjamin, Adorno et Marcuse. En Allemagne et aux États-Unis, Angela Davis a suivi les cours de ces deux derniers – comme ceux d'Oskar Negt. On ne peut que conseiller la lecture ou la relecture de son autobiographie pour saisir cette filiation[1]. Ainsi, le slogan « Black Power », auquel renvoie l'image de Davis, ne peut être déconnecté de sa pensée d'une lutte contre les identités immobilisantes et réductrices, contre l'injustice sociale, contre le système pénitentiaire, contre le pouvoir : en un mot, contre le capitalisme. Cette lutte fut celle menée, par en bas, par Angela Davis et les innombrables militants anonymes du grand mouvement social dans lequel elle s'inscrivait – et s'inscrit toujours aujourd'hui.

Si certains sont tentés de mobiliser la pensée de Davis pour la placer dans une dynamique politique racialiste, *Blues et Féminisme noir*, dont le titre original est *Blues Legacies and Black Feminism* [Héritages blues et féminisme noir] nous montre à quel point les prises de positions de Davis s'opposent aux assignations identitaires. Ce livre présente l'avantage de traiter cette question en filigrane à travers l'histoire fascinante et méconnue des *blueswomen*, premières rock stars de la musique enregistrée. En ce sens, Davis nous fait penser à d'autres auteurs contemporains qui nous rappellent l'urgence de développer une perspective critique vis-à-vis des identités, d'être à l'écoute du non-identique. On pense par exemple à John Holloway qui expose très clairement à quel point le capitalisme est une force de cohésion sociale qui nous assigne des « masques de caractère[2] ». Combattre ces assignations réductrices et frustrantes est une partie nécessaire du chemin de l'émancipation :

Le problème de l'anti-pouvoir ne consiste pas à émanciper une identité opprimée (les femmes, les indigènes), mais à émanciper une non-identité opprimée, le non-ordinaire, quotidien et invisible, les murmures de la subversion alors que nous marchons dans la rue, le volcan silencieux lorsque nous sommes assis. En donnant une identité au mécontentement, en disant « nous sommes des femmes », « nous sommes des indigènes », nous lui imposons déjà de nouvelles limites, car nous sommes en train de le définir. D'où l'importance du passe-montagne zapatiste, qui ne dit pas seulement « nous sommes

des indigènes qui luttent pour que notre identité soit reconnue », mais qui dit aussi quelque chose de plus profond : « Notre lutte est la lutte de la non-identité, c'est la lutte des invisibles, celle des sans-voix et des sans-visage. » Le premier pas dans la lutte contre l'invisibilité, c'est de mettre le monde à l'envers[3].

Angela Davis nous invite en effet ici à écouter ce que la plupart des spécialistes du blues et du jazz – qui sont en grande majorité des hommes blancs – n'ont pas voulu entendre. C'est un travail de renversement qui est à l'œuvre dans *Blues et féminisme noir*, où Angela Davis remet les points sur les « i » au sujet du concept à la mode d'intersectionnalité. Elle nous montre qu'il ne convient pas de hiérarchiser les luttes. En effet, quel est l'élément le plus important dans les vies des *blueswomen* dont il est question dans ce livre ? Le fait qu'elles soient femmes, noires, fêtardes, autonomes, indépendantes ou bisexuelles ? Qu'elles ne marchent pas sur les chemins tracés par les stéréotypes racistes et sexistes ? La force de ces questions est qu'elles sont sans réponse. De plus, Davis nous donne envie de (re)découvrir la musique de Ma Rainey, Bessie Smith et Billie Holiday en nous invitant à l'écouter d'une oreille bien particulière ; c'est un des intérêts majeurs de la littérature musicale en général. *Blues et féminisme noir* est une lecture en miroir féministe du *Peuple du blues* de LeRoi Jones[4]. Celles et ceux qui voudront pousser la réflexion, trouveront les retranscriptions inédites des chansons de Ma Rainey et Bessie Smith à la fin de cet ouvrage. C'est un grand cadeau fait par Angela Davis à la communauté noire américaine, aux amateurs de blues, aux mélomanes, tout comme à celles et ceux qui voudraient s'engager dans une réflexion autour de cette tradition et de ce mouvement musical. Est-il nécessaire de rappeler que quasiment toutes les musiques actuelles dérivent de la musique noire américaine, en particulier du blues ? […]

Julien BORDIER

Notes:

1. Davis Angela, *Autobiographie*, Albin Michel, 1975.
2. Holloway John, *Crack capitalism, 33 thèses contre le capital*, Libertalia, 2012.
3. Holloway John, *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Lux/Syllepse, Montréal/Paris, 2007, p. 221.
4. Jones LeRoi, *Le Peuple du blues*, Gallimard, 1968.

Sur notre blog https://revolutionproletarienne.wordpress.com : *Cronstadt et l'Opposition ouvrière*, article de Marcel Body paru dans *La R.P.* n°528 à 530 en 1967.

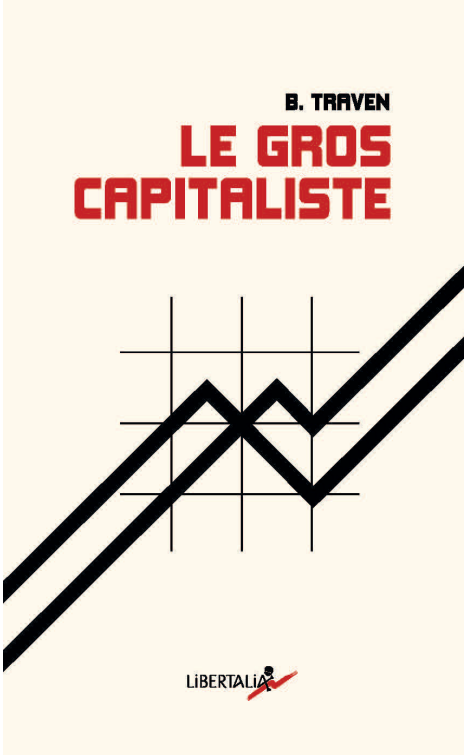
Morceaux choisis

L'épreuve du feu

« Les braises sont peu à peu éteintes. Le chef [indien] se lève lentement. […] La peau est couverte de grosses cloques et, en de nombreux endroits, de plaques noirâtres que l'on peut sentir de loin. […] Dans presque tous les cas, il reste suffisamment de cicatrices sur cette partie cachée de son individu pour qu'il puisse prouver jusqu'à l'âge le plus avancé, grâce à un document inaltérable, qu'il a eu l'honneur d'être élu une fois chef de sa nation, mais aussi pour le soustraire à la tentation de se faire élire à ce poste une seconde fois, ce qui serait contraire aux mœurs de son peuple. On pourrait très sérieusement conseiller aux prolétaires de mettre en application cette méthode d'élection indienne éprouvée, en particulier à l'égard des fonctionnaires de leurs organisations syndicales et politiques. Pas seulement en Russie, où c'est le plus nécessaire, mais aussi dans tous les pays où Marx et Lénine sont les saints qu'on honore. Les prolétaires en lutte pourraient obtenir des résultats utiles avec bien plus de certitude en mettant chaque année sous les fesses de leurs dirigeants un feu bien attisé.

Aucun chef n'est irremplaçable. Et plus rapidement les nouveaux dirigeants se succèdent sur le siège ardent, plus vivant reste le mouvement. »

B. Traven, « Administration indienne et démocratie directe », in ***Le Gros capitaliste***, Libertalia, 2018.



Penser l'histoire antagoniste

Les tragédies extrêmes et instantanées mais aussi les difficultés persistantes, chroniques, des vies quotidiennes repoussent la pensée cherchant aussi dans les passés récents ou lointains une intelligence du présent. Un être humain qui veut comprendre la vie qu'il mène se retourne vers son passé, remonte à sa naissance et à son enfance.

L'humanité est en train de naître, difficilement. Nombre de ses représentants ont, de longtemps, commencé un travail de mémoire et d'intelligence la concernant. Ce sont des cœurs qui s'émeuvent, des esprits pensant le réel, cherchant à comprendre, imaginer, agir autrement aussi. Pourtant, notre culture générale n'intègre toujours pas vraiment l'histoire. Encore moins celle qui est aujourd'hui quasiment devenue science. En effet, ce que nous nommons l'histoire était morcelée, elle s'est rassemblée. Elle était locale, régionale, nationale, limitée dans le temps. Elle est devenue globale, mondiale, planétaire et plurimillénaire. Certes, l'histoire reste liée aux identités des continents, des pays, des gouvernants et des peuples et aux évènements qui font irruption brutalement ou qui s'accumulent à bas bruit.

Pourtant, la recherche des causes permet d'en trouver qui reviennent en partie semblables. Il y a toutes sortes de religions différentes, de politiques différentes, d'économies différentes. Elles ont aussi des caractéristiques communes, tout en variant leurs expressions selon lieux et temps. Ainsi, on découvre « sous » l'histoire identitaire, événementielle, qu'il y une histoire fonctionnelle générale humaine et poursuivie. Nous la nommons destinale.

Nous y avons consacré déjà quelques articles dont le précédent. Nous le prolongeons ici. En étudiant pourquoi l'histoire humaine fonctionnelle est antagoniste (1, 2, 3, 4). Et surtout comment l'histoire humaine, vécue, éprouvée, pensée – dramatique, tragique, miraculeuse – à travers tous ses acteurs a inventé trois grandes figures complexes et antagonistes de l'humain en acte (5, 6, 7). Ces apports essentiels permettront d'aborder sur leurs bases éprouvées la question capitale suivante : comment pouvons-nous passer d'une telle histoire science rétrospective à une histoire prospective ? La réponse viendra de l'étude appliquée et renouvelée des figures de l'humain précédemment découvertes et comprises à travers leurs liens fonctionnels et génétiques. Or, les identités des pays, des peuples, des gouvernants et l'évolution des évènements qui les ont produites, constituent l'histoire comme antagoniste. Elle l'est comme violence mais en même temps comme processus normal à l'issue ouverte. L'histoire, ainsi vécue, est « différente, indifférente », « bénéfique et maléfique », perturbée entre « multiplicité et unité » (8, 9).

Cet ensemble de compréhensions nouvelles est la condition sine qua non d'une reconsidération pertinente de nos implications et de nos engagements pour intervenir plus lucidement et plus librement dans nos responsabilités concernant le destin humain. À partir de tant de changements fondamentaux, l'histoire devient science. Ses rétrospectives donnent déjà lieu à des prospectives sur documentations, analyses, interprétations fondées.

Ces changements bouleversants découragent l'homme d'aujourd'hui si violemment pris par son vécu en cours. Quoi qu'on en ait, il faut accepter que notre vécu personnel limité, perturbé, aliéné, ne puisse délivrer qu'un sens tronqué du destin humain. S'il devient un membre de l'humanité et veut contribuer à sa constitution comme ensemble réel, sentiment profond, expérience effective, esprit créateur, l'individu doit apprendre à se vivre et à se penser dans toute l'histoire humaine. Lorsqu'il veut mieux devenir lui-même, il remonte à, sa naissance, à sa famille, à sa généalogie. On avait été surpris jadis quand Jack Kérouac, grand aventurier de la route américaine, de la vie instantanée, de la politique et de la religion mal intégrées, était finalement venu dans les bibliothèques françaises rechercher des informations sur ses ascendances bretonnes. Les références familiales, groupales, associatives sont précieuses et naturellement indispensables. Celle à l'humanité, tout autant, voire plus à terme. C'est très loin d'être acquis et c'est même dénié. L'histoire humaine, certes vécue au présent mais immémoriale, reste l'un des incontournables chemins vers l'humanisation.

1./ Thucydide : Périclès et la guerre du Péloponnèse

Thucydide est celui des 3 premiers historiens grecs qui pose déjà l'histoire comme fonctionnelle antagoniste. Sa vocation d'historien vient du choc qu'il ressent quand s'annonce la Guerre du Péloponnèse. Les cités-États grecques rivalisent entre elles non sans tempérances diverses, dont celle du partage des Jeux Olympiques. Il y a une dynamique unitaire et plurielle stimulante du monde grec. De Marathon à Salamine, on a fait face aux troupes terrestres et maritimes d'un adversaire géant, la Perse. Athènes vit son « âge d'or ». La gloire qu'elle en retire la propulse et lui permet de rallier dans la ligue de Délos nombre de cités alliées. Quand cette hégémonie protectrice devient autoritariste, le mécontentement se répand. Cela conduit Sparte et ses alliées à penser pouvoir s'en prendre à Athènes avant qu'elle ne devienne trop puissante. Ces antagonismes identitaires atteignent le niveau radical du tout ou rien : « Athènes s'impose et nous n'existons plus ! Ou nous existons si Athènes est vaincue. À la tête d'Athènes, Périclès analyse les enjeux c'est-à-dire, selon Thucydide les antagonismes fonction-

nels à l'œuvre. Athènes est imbattable sur mer. Sur terre, si les deux adversaires s'opposent globalement, c'est Sparte qui gagne. Avec un bémol que souligne Périclès : attendons l'offensive de Sparte. Si elle survient, loin de ses bases, elle peut même gagner mais elle ne peut se maintenir. Périclès consolide les Longs-murs derrière lesquels les paysans des campagnes attaquées se réfugient temporairement. Tout à sa stratégie logique pondérée, Périclès oublie de penser à de possibles hasards contraires (antagonismes externes). Ceux-ci prennent la forme d'un navire égyptien apportant le typhus. Typhus d'autant plus meurtrier que les paysans réfugiés l'apportent en ville. Entre -430 et -425, près d'un tiers de la population d'Athènes est atteinte. Périclès meurt dès -429.

Ce bref récit recèle l'essentiel. Périclès abaisse le niveau général d'affrontement. Tout « va-t-en-guerre » le lui reproche. Périclès stratège et Thucydide analyste sont sur les traces du secret des antagonismes. Plus ils sont tempérés, plus ils peuvent durer. Plus ils durent plus leurs bénéfices politiques, économiques et informationnels sont importants pour l'ensemble humain « uni, divisé » dans lequel ils ont lieu. Et, par la suite, pour l'humanité entière. Cette stratégie antagoniste tempérée est peu connue, moins comprise, toujours débattue aujourd'hui. Hommage à Platias et Koliopoulos (2010) qui concluent : « Les Athéniens ont perdu la guerre quand ils ont radicalement inversé la stratégie de Périclès qui leur enjoignait explicitement de s'abstenir de nouvelles conquêtes ». La guerre du Péloponnèse entre Athènes et Sparte dure 27 ans (entre -431 et -404). Le récit fonctionnel antagoniste de Thucydide parvient jusqu'à l'année -411. Il s'arrête en plein milieu d'une phrase. Thucydide sera, semble-t-il, assassiné entre -400 et -395. Périclès et Thucydide voyaient la tempérance des antagonismes favorable au meilleur déroulement même d'une guerre.

2./ Deux millénaires et demi de Thucydide à Cosandey

Cosandey (1997, 2007) dans son travail exceptionnel d'histoire science planétaire plurimillénaire montre le chemin miraculeux des antagonismes tempérés à l'origine des progrès scientifiques et techniques. L'équilibre économico-politique informationnel exceptionnel, l'âge d'or des cités-États grecques, Cosandey le nomme la « méreuporie » hellène. Or, elle agonise pendant les trois décennies de la guerre du Péloponnèse. Le temps de la Macédoine vient à une autre échelle qui conduit même jusqu'à l'Empire d'Alexandre. Le hasard de sa mort engendre quatre ensembles politiques rivaux. Athènes et Sparte sont maintenant perdues dans l'un deux jusqu'à ce qu'il soit lui-même renversé par le rouleau compresseur impérial romain. Nous exposons en détail cette évolution dans notre prochaine contribution en définissant plus la « méreuporie » (division rivale avec bonne issue).

3./ Khaldûn (1332-1406) : tribus et empires antagonistes et complémentaires

Chez Thucydide, la fonctionnalité étudiée par l'histoire est celle d'une rivalité des sociétés en temps réel. Chez Ibn Khaldûn (2002, 2012) elle s'appuie sur une temporalité pluriséculaire. L'objet de l'histoire est aussi les sociétés mais au niveau de leurs formes reconduites. Il y a succession d'invasions tribales triomphant d'empires affaiblis. Mais les tribus ne peuvent pas consolider leur victoire au niveau d'un empire sans utiliser ses structures et ses fonctions. Elles dépendent de tout le cadre politique impérial. Elles apportent leur énergie au renouvellement des empires. On passe de l'antagonisme diachronique à la synchronie d'un antagonisme adaptatif fonctionnel entre les deux premières grandes formes de société : tribus et empires. L'antagonisme de violence se change en un antagonisme de composition. Le processus fonctionnel se reproduisant, on passe de l'histoire singulière, identitaire événementielle à une histoire généralisant ses observations. On met Ibn Khaldûn à l'origine de la sociologie historique.

4./ L'histoire antagoniste enchevêtrée : Tönnies, Dumont, Pirenne, Clastres

L'antagonisme génétique du passage des tribus aux empires est clairement présent au cœur de la médiation des chefferies. Pierre Clastres (1972) l'a bien montré. En temps de guerre, les membres de la tribu reconnaissent l'autorité nécessaire du chef. Lorsque le chef les a menés à la victoire, ils rejettent son encombrante autorité pour retrouver leur liberté du temps de paix. En réalité, on a un antagonisme entre les avantages et les inconvénients de l'État, vu du côté de la société tribale d'alors. Dans ce contexte les Grecs ont fait une invention politique exceptionnelle, le sport de compétition. Fondatrice des royaumes, l'alliance entre politique et religion joue aussi quand les sports de compétition s'instituent en Jeux voués aux dieux de l'Olympe. La violence qui accompagne la naissance de l'État se tempère de sa garantie religieuse. Un nouveau destin glorieux d'ordre sportif s'offre aux héros d'hier : triompher aux Jeux sous le regard des hommes et des dieux. L'étude de Clastres portait sur le moment historique précédent, celui où la tribu, chefferie en temps de guerre, répugnait à le rester en temps de paix. Le titre du livre « La société contre l'État » posait clairement un antagonisme qui n'a pas disparu mais s'est transformé. D'où le succès de l'ouvrage dans le contexte des évènements de 1968.

Louis Dumont (1911-1998) a opposé sociétés holistes, traditionnelles (1967) et sociétés individualistes, modernes (1977-1978). Il passe de cette suite de différences historiques à l'antagonisme fonctionnel synchronique. On a, dans toute société, une tentative de réguler pôle individuel et pôle collectif. Un autre ouvrage antérieur, Communauté et société, de Ferdinand Tönnies (1886), montrait que la succession historique diachro-

nique d'un primat du communautaire (tribal) avant le sociétal (royal, impérial) cachait aussi un antagonisme fonctionnel régulateur de tout ensemble humain. Communauté, communautaire communautarisme sont toujours en question dans nos sociétés modernes.

Ces antagonismes fonctionnels n'en ont pas moins à chaque époque leurs incarnations identitaires événementielles. Ainsi, l'antagonisme entre les différentes façons d'associer la religion et la politique dans la constitution des ensembles sociaux qui conduira aux croisades est à l'œuvre déjà au huitième siècle. Henri Pirenne (1862-1935) surprend quand, dans la 1ère moitié du 20e siècle, il présente un moment de l'histoire humaine comme caractérisée par une solidarité antagonisme enchevêtrée autour de deux grandes figures symboliques opposées. Celle d'un Charlemagne qui sépare et unit l'Église catholique et la monarchie capétienne, celle d'un Mahomet fondateur d'un islam pour qui religion et politique sont indissociables. Henri Pirenne diagnostique une évolution qui conjoint, oppose, déjoue et renoue les deux courants. Henri Pirenne, dans un article de 1922 (débouchant sur un livre posthume en 1937), use d'une formule saisissante : « Sans l'Islam, l'Empire franc n'aurait sans doute jamais existé et Charlemagne sans Mahomet serait inconcevable. »

5./ Les (dés) orientations des « actions, passions » humaines

L'histoire globale planétaire millénaire, grâce aux répétitions variables sur la longue durée, dépasse l'identitaire et l'évènementiel. Elle révèle de grandes fonctions à l'œuvre selon trois niveaux de complexité croissante. Le premier niveau élabore une multitude de conduites antagonistes : ouvert, fermé ; associé, dissocié ; autorité, liberté ; égalité, inégalité ; uni, divisé ; etc. Leurs fonctionnements et résultats sont repris au cœur des grandes activités organisées, instituées : religion, politique, économie, information. Ce sont ensuite les associations, dissociations de ces grandes activités qui, au cours de l'histoire des multiples acteurs vont conduire à l'invention des formes successives de société : tribus, empires, nations et mondialisation. Trois niveaux, une genèse à travers ces trois grandes figures de l'humain. Elles s'inventent en permanence de façon à la fois continue et discontinue. Elles constituent la matrice hypercomplexe de l'histoire humaine.

La première figure pose l'adaptation comme problématique d'orientation de toutes les « actions, passions » humaines. Choisit-on une attitude d'autorité ou de laissez-faire, ou tel mixte des deux ? Les orientations « données, construites » varient avec les cultures et leurs évolutions mais en relation avec des problèmes humains généraux analogues. Étonnant exemple de Lévi-Strauss. Notre culture sportive fait fond sur l'inégalité. Or, le match est d'autant plus attractif que les deux équipes sont de forces presque égales. Chez divers peuples premiers, la compétition part de l'inégalité naturelle. Or, il faut un score final d'égalité. Ici et là même vérité : le « jeu » relève d'une adaptation antagoniste et complémentaire entre l'égalité et l'inégalité.

6./ Religion, politique, économie, information

Les grandes activités : religion, politique, économie, information sont constituées avant même l'histoire (Testart, 2011) et devenues des institutions. Dumézil (1995) montre qu'à cette époque les grandes activités sont même incarnées par les dieux des panthéons indo-européens. Nous les pensons aujourd'hui sous cette forme profane des grandes activités. Elles sont influencées par les (dé) régulations innombrables des « actions, passions ». Ainsi, l'antagonisme « autorité, liberté » peut prendre en religion, en politique, en économie, dans la vie familiale, des orientations différentes et variables en temps et lieu. Chaque grande activité en comprend d'autres particulières. Elles sont aussi rivales comme matrice d'unification des ensembles humains. Chacune pense avoir les meilleurs atouts. Dans cette compétition à trois puis à quatre (l'information) elles se hiérarchisent plus qu'elles ne s'égalisent. Elles choisissent de s'opposer ou de composer, engendrant ainsi le mode d'organisation de chaque société et de son type d'État.

7./ Tribus, empires, nations et sociétés mondialisées

Nous venons de le dire ce sont les combinaisons des grandes activités qui sont à la source de l'évolution historique des formes de société, 3e figure de l'humain. Deux grandes périodes de l'histoire sont aisément repérables. La « dissociation, association » traditionnelle de la politique et de la religion est à la source des tribus, royaumes et empires. Cette forme traditionnelle de société plurimillénaire s'est vue contestée par celle, moderne, qui domine le religieux et le politique à travers l'association de l'économie et de l'information scientifique et technique. Ce qui a commencé quand la Ligue hanséatique s'impose au roi du Danemark ; quand Venise devient plus riche que son employeur principal, l'empire byzantin. La « dissociation, association » de l'économie et de l'information soutient les révolutions scientifiques, techniques, industrielles et politiques. Cette période pluriséculaire conduit aujourd'hui des nations aux sociétés mondialisées. Tribus, royaumes, empires n'ont pas disparu, d'où un vif imbroglio des formes de sociétés dans chaque société singulière. Impossible de garder la caricature « démocratie, dictature, démocrature ». La complémentarité antagoniste des formes de sociétés doit être plus inventive.

8./ Antagonismes des grandes activités et genèses évolutives des formes de société

Après tribus et chefferies, la politique et la religion se précisent et s'associent en constituant ces ensembles

humains plus importants, royaumes et empires, Cette alliance fut ainsi contractée avec ostentation par Constantin (« Par ce signe tu vaincras ! »). Puis, chez les Francs avec Clovis et Charlemagne. Après eux, c'est encore Wladimir inventeur de la « Sainte Russie ». Poutine, en ce moment même, rivalise avec l'Ukraine en élevant une statue plus grande à Wladimir. Pour mettre en difficulté ces alliances théologico-politiques ou politico-religieuses, les acteurs de l'information et de l'économie ont eu fort à faire et longtemps ont échoué. Ils ont dû construire une 3e forme de société, la nation moderne, marchande, en appui démocratique. Il a fallu quatre révolutions enchevêtrées. Une des mœurs religieuses (protestantismes) ; la 2e, des sciences ininterrompues « hypothèse, mathématisation, expérimentation » ; la 3e, des gouvernances jusqu'à la mort infligée à deux rois et à un empereur ; la 4e, des techniques industrielles renouvelées. Ces deux associations opposées, politique et religion d'un côté ; économie et information, de l'autre, sont toujours à l'œuvre et se mêlent. Les formes rivales de société qu'elles ont produites sont aussi à l'œuvre dans chaque société : royaumes et empires, d'un côté, sociétés nationales de l'autre. Cependant elles aussi se mêlent ; surtout dans la mondialisation. La question ouverte est celle de savoir si ces interférences peuvent tourner en régulations, compositions, articulations intelligentes ou non ! L'interférence supplémentaire avec l'information s'est puissamment renouvelée. Elle reste un enjeu ambigu : internet, nouvelles pratiques sportives (NPS), réseaux sociaux, téléphones portables multitâches, économie du partage (Schwerer, 2017).

8./ Religion, politique : l'entre-laïcisation réciproque impensée

Cette façon fonctionnelle antagoniste et globale de vivre et de penser l'histoire renouvelle tout problème. N'en prenons qu'un. Si la laïcité est confondue avec la législation française de 1905, le processus qui la permet, est à l'œuvre depuis longtemps. Loin de n'être qu'une régulation des religions par le politique, elle a produit, bien avant, des essais religieux de réguler des politiques guerrières inhumaines des empires. Au 2e siècle de l'ère commune, le grand historien chinois Sima Qian (2015, 2002) fait état de récits fondés relatant qu'en 262 avant l'ère commune, l'armée impériale victorieuse reçoit l'ordre d'enterrer vivants les 400 000 prisonniers de l'armée du royaume vaincu. Or, un grand nombre de sursauts philosophiques et religieux se sont produits dans l'espace-temps eurasiatique du premier millénaire AEC. Le philosophe allemand Karl Jaspers (1949) les a présentés comme un âge axial de l'humanité, en raison d'une incroyable émergence de religions de salut, soucieuses de la souffrance humaine liée aux misères et aux violences guerrières incessantes accomplies dans les guerres. De l'hindouisme au christianisme, en passant par les prophètes juifs, le zoroastrisme, le bouddhisme, le jaïnisme (Demorgon, 2016b : 33-70). Sur la laïcisation, on le voit, l'histoire longue repensée change totalement la donne. Si politique et religion montrent leur entre-laïcisation, celle-ci ne pourrait-elle englober l'économie et l'information ? Mais nous anticipons sur le passage de l'histoire à la prospective, thème de l'étude à venir.

Jacques DEMORGON

Bibliographie

Cohen D. 2013. *Homo Economicus : Prophète (égaré) des temps nouveaux*, A. Michel.

Clastres P. 1972 *La société contre l'État*, Éd. de Minuit.

Cosandey D. 2007. 1997. *Le secret de l'Occident*, Flammarion.

Demorgon J., Klein E. 2018. *La science est-elle née en Occident ? Une étude de l'œuvre de David Cosandey*. Alger : Editions El Borhane.

Demorgon J. 2017. *Histoire des sciences, histoire science, histoire entière*. Figures de l'humain et Carré culturel, Synergies Monde méditerranéen, 6. Sylvains lès Moulins : Gerflint

Demorgon J. 2016 b. *Le grand universalisant laïque (L'homme antagoniste)*, in Phaéton 2. Bordeaux

Demorgon J. 2016 a. *L'homme antagoniste*. Economica.

Dumézil G. 1995. *Mythes et Épopées*, I. II. III. Gallimard

Dumont L. 1967. *Homo hierarchicus*, Gallimard

Dumont L. 1977-1978. *Homo aequalis*, Gallimard

Goody J. 2010, 2006. *Le vol de l'histoire*, Gallimard.

Ibn Khaldûn, 2012, 2002. *Le Livre des exemples*. 2 T. Gallimard, Pléiade.

Jaspers K. 1949. *Vom Ursprung und Ziel der Geschichte*, München, Zurich, 1949, Plon, 1954.

Jullien, F. 2012. *L'écart et l'entr*e. Galilée.

Ibn Khaldûn, 2012, 2002. *Le Livre des exemple*s, 2 T. Gallimard.

Kérouac J. 1957. *Sur la route*, Gallimard.

Pirenne H. 1922, 1937. *Mahomet et Charlemagne*. NK Book.

Platias A.G., Koliopoulos K., 2010, *Thucydide on Strategy : Grand stratégies in the Peloponnesian War and their Relevance Today*, Columbia University Press.

Romilly J. de, 1964, *Hérodote et Thucydide*, in Hérodote, Thucydide, Gallimard, Pléiade.

Schwerer C.A. 2017. *Partage. Le nouveau stade du capitalisme*, Le bord de l'eau.

Sima Quian. 2015, 2002. *Mémoires historiques*, Picquier.

Testart A. 2012. *Avant l'histoire*, Gallimard.

Toynbee A. 1994. *La grande aventure de l'humanité*. Payot.

Rappels et souscription permanente

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Certains ont même plusieurs mois de retard. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour. Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, *La RP* ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes…

C'est grâce à vous toutes et vous tous que *La RP* peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

Les Amis de *La R.P.*

« Mai 1937 Barcelone »

(Amado Marcellán)

Le Centre Toulousain de Documentation sur l'Exil Espagnol (CTDEE) a consacré, en juillet dernier, un excellent numéro de sa revue, *Les Cahiers du CTDEE*, aux événements de mai 1937 à Barcelone. Amado Marcellán, l'un des animateurs de la revue, a accepté de présenter ce numéro 7 intitulé « Mai 1937, Barcelone » pour le numéro 2 de la revue du Centre Ascaso-Durruti, *Le Grain du CAD*. Nous reproduisons ici cet entretien réalisé par Odette Martinez-Maler[1].

CAD - Pourrais-tu rappeler, tout d'abord, ce qu'est le CTDEE, son projet et quelles sont ses activités ?

Amado - Ce Centre de documentation sur l'exil espagnol est né à Toulouse, en 2007 comme une suite des rencontres qui avaient lieu annuellement à Toulouse, le 19 juillet, à partir du milieu des années 40 et cela jusqu'à la fin de la dictature franquiste. En effet, le 19 juillet, tous les ans, les exilés libertaires se réunissaient pour commémorer la date de la Révolution espagnole avec un meeting, des prises de parole, des spectacles de musique, de chant ou de théâtre. Si la date du 19 juillet tombait un dimanche, c'était tant mieux, sinon on choisissait le dimanche le plus proche du 19 juillet. Seule la date du 18 juillet était strictement bannie puisque c'était la date du coup d'État franquiste.

Avec la fin de l'exil, des enfants de militant-e-s libertaires – j'en suis – ont constitué ce centre de documentation afin de continuer à organiser cette commémoration du 19 juillet. Ils y ont réuni des archives, des journaux et des publications militantes liés à l'histoire de l'exil libertaire de leurs parents. C'est ainsi que le CTDEE a aujourd'hui un local situé à côté de la gare Matabiau, non seulement pour fêter le 19 juillet, mais aussi pour développer d'autres projets mémoriels et culturels.

Puis il est apparu que ce centre devait aussi être un lieu de création ou de production de textes, d'analyses. Voilà comment sont nés les *Cahiers du CTDEE*, revue semestrielle qui compte entre 80 et 120 pages et qui essaie d'apporter des témoignages et des regards susceptibles d'éclairer les mémoires de l'exil en référence à l'histoire de la guerre et la Révolution espagnoles.

Nous avons donc publié, en quelques années, un numéro sur la révolution des Asturies d'octobre 1934, un autre sur le 19 juillet 1936, et pour tenir le fil de ce travail sur ce tracé des luttes d'émancipation possibles, ce dernier numéro sur les événements de mai 1937 à Barcelone. Auparavant, nous avions consacré un numéro à l'histoire des prisonniers républicains espagnols retenus prisonniers de 1939 jusqu'à la mort de Staline au goulag de Karaganda, en URSS : l'un des grands conflits ayant traversé l'exil espagnol.

D'une manière générale, nous voulons éviter d'entrer dans une logique mémorielle qui se contente de faire appel à la mémoire affective, en procédant à la victimisation des acteurs de l'histoire. Nous voulons aussi travailler sur les faits historiques, sur l'écriture des événements et réfléchir à la mémoire qu'on en a plus ou moins conservée.

CAD - C'est donc une démarche qui part de la mémoire individuelle et familiale de cette expérience d'exil des libertaires à Toulouse mais qui développe aussi un travail critique de confrontations, de débats, sur l'interprétation de cette histoire : c'est cela ?

Amado - Oui. En histoire comme en toute chose, il y a des hégémonies. Or ce que nous souhaitons faire au CTDEE, c'est précisément de contester ces hégémonies pour montrer qu'il y a eu d'autres regards, d'autres possibles, qui ont perduré dans l'exil et qui ont une actualité. Autrement dit, nous cherchons à rendre compte des conceptions du monde qui se sont affrontées. On pourrait croire que les conflits de représentations qui ont agité les Espagnols durant les années 30, et les années 40-50-60 en exil, font partie du passé. Or nous pensons au contraire que les enjeux de ces conflits sont restés actuels durant la Transition espagnole à la démocratie et le sont encore dans notre réalité contemporaine. Nous pensons qu'il est important de croiser les regards. Aussi, au delà de ce premier groupe toulousain qui était à l'origine du projet, *Les Cahiers du CTDEE* ont-ils fédéré des personnes soucieuses de dépasser les représentations officielles de l'histoire contemporaine de l'Espagne, du coup pas seulement toulousaines. C'est le cas des membres de Recherche et Documentation d'Histoire Contemporaine (ReDHiC), association qui, en région parisienne, travaille sur ces sujets et qui, en particulier, a œuvré au film documentaire *Un autre futur*, réalisé par Richard Prost.

Je dois préciser que les membres du CTDEE ne sont pas tous des libertaires. Ainsi, Francis Paillarès, le coordinateur du comité de rédaction, s'inscrit dans une ascendance socialiste (ce que l'on entendait par ce mot autrefois). Il apporte un autre regard sur les mouvements sociaux, ce qui est un atout considérable. C'est lui qui a récemment mis en place, pour le numéro 6 des *Cahiers du CTDEE*, un dossier sur l'anticléricalisme,

1 *Le Grain du CAD*, n° 2, décembre 2017, en ligne sur le site : https://ascaso-durruti.info/). Merci au CAD de nous en autoriser la reproduction. (NDLR)

un travail énorme, et qui, dans ce numéro 7, a rédigé le dernier article sur les clivages à l'intérieur du PSOE et du POUM.

CAD - Comment avez-vous conçu ce numéro sur les journées de mai 1937 ?

Amado - Nous avons considéré qu'il était absolument nécessaire de rendre compte de cet événement car Mai 1937 marque une date incontournable de la révolution sociale, tout comme octobre 1934, date de la révolution des Asturies, ou le 19 juillet 1936.

La révolution des Asturies est un événement capital qui fonde une perspective révolutionnaire possible en Espagne dans laquelle toutes les forces de gauche sont impliquées à des degrés divers, avec leurs moyens mais aussi leurs lacunes.

Le 19 juillet 1936, est un autre moment-clef parce qu'il correspond au début d'un processus révolutionnaire. Or il nous semble important d'analyser, dans le même temps, les coups d'arrêt à ce processus. Nous avons tenté d'éclairer, dans ce numéro, comment s'affrontent, d'une part, la voie révolutionnaire qui est celle des libertaires, des « poumistes », de l'aile gauche du parti socialiste et, d'autre part, la voie de la conservation de la République bourgeoise, dans laquelle sont impliqués les partis républicains, les partis régionalistes – aussi bien basques que catalans – et le parti communiste d'Espagne (PCE).

Le PCE a fait, à cette époque, le choix radical de bloquer la révolution, à la fois pour des raisons internes qui lui ont peut-être même un peu échappé dans la mesure où, pesant très peu au début de la guerre civile, ce parti va beaucoup grossir grâce au soutien des petits commerçants, des commerçants moyens, des industriels petits et moyens. Toutes ces couches sociales ont trouvé dans le PCE un abri et un défenseur de leurs intérêts et du fait de cette base sociale, le parti lui-même va changer. Ensuite, le PCE se transforme d'autant plus que cette orientation politique coïncide exactement avec la ligne tracée depuis Moscou à savoir : « l'essentiel est de défendre l'URSS comme État et non pas de défendre le communisme ou quelque autre idée révolutionnaire que ce soit ; il faut défendre l'URSS stratégiquement ». L'histoire a montré que l'URSS voulait surtout des pactes soit avec les démocraties occidentales soit avec l'Allemagne nazie. Les unes ne lui ont pas fourni la possibilité d'alliances fortes, l'autre oui. Aussi, du point de vue des dirigeants soviétiques, il ne fallait pas qu'en Espagne, se produise une situation qui rende impossible cette politique d'État. De surcroît, 1936, c'est l'époque des grandes purges staliniennes. La ligne du Komintern préconisait la révolution dans un seul pays. On le voit, beaucoup de faits convergent, qui font du PCE un parti dont Orwell a pu dire que c'était « un parti de droite, conservateur ».

CAD - Pour éclairer la compréhension des journées de mai 1937, vous avez adopté une perspective diachronique : vous avez fait un travail de montage de témoignages contemporains de l'événement et de témoignages rétrospectifs comme celui de Manuel Cruells que vous avez situés par de petites introductions. Vous appréhendez ici l'événement à partir de différentes échelles, allant du très local à l'international. Enfin, vous proposez une approche « par le bas », en nous donnant accès à la parole des acteurs et des actrices direct-e-s de ces mouvements sociaux. Comment s'est fait le travail sur ces sources : est-ce que vous avez utilisé des archives privées conservées au sein des collections du CTDEE ?

Amado - Pa seulement, les sources que nous avons utilisées sont dispersées au plus haut point.

Par exemple, en ce qui concerne les écrits de Georges Orwell. D'Orwell, on connaît *Hommage à la Catalogne*. Mais dans un petit bouquin de Normand Baillargeon nous avons trouvé un superbe extrait de *Looking Back on the Spanish War*. Du coup nous nous sommes procuré le texte complet et avons même commencé à le traduire avant de découvrir qu'un grand nombre d'articles et de lettres d'Orwell, absolument magnifiques, avaient été publiés par les éditions Ivrea & les éditions de l'Encyclopédie des nuisances entre 1995 et 2001.

Par ailleurs, nous avons consulté la presse de l'époque. Entre autres journaux : *L'Humanité*. On peut y lire, au début du mois de mai 1937 un texte de Gabriel Péri absolument glaçant puis, à l'automne 1938, au moment du procès du POUM, des textes de Georges Soria qui sont à vomir. Il faut rappeler que le PCE est, à l'automne 1938, complètement isolé. Les républicains se sont retournés contre lui alors qu'il était leur principal allié. Et au procès du POUM, contre le PCE et en défense du POUM, vont témoigner les plus grandes personnalités du camp républicain.

Nous avons aussi travaillé sur les archives du journal *Le Populaire*, dans lequel les articles de Marceau Pivert et Daniel Guérin sont en tribunes libres, donc non assumés par la direction de la SFIO. C'est particulièrement intéressant car, à l'époque, Marceau Pivert est un personnage d'un poids considérable. *L'Humanité* essaye de l'écorcher mais il faut vite rectifier dès le lendemain, parce que sans cela ce serait une catastrophe. On ne peut pas attaquer Marceau Pivert comme on attaque à l'époque les trotskystes ou les prétendus trotskystes.

Nous essayons donc d'aller aux sources primaires, car analyser les archives internes aux organisations, c'est bien, mais la parole publique des partis politiques, qui façonne la construction médiatique de l'événement, est également très importante.

CAD - En somme, votre travail permet de retracer une double histoire : à la fois la voix des acteurs de l'événement mais aussi l'histoire internationale des regards sur ce dernier. Et aussi l'histoire des solidarités avec les révolutionnaires, parce les textes de Marceau Pivert et de Daniel Guérin que vous citez sont des actes qui font aussi partie de l'histoire, n'est-ce pas ?

Amado - Il me paraît intéressant de me mettre à la place de l'ouvrier français qui achetait *L'Humanité* ou *Le Populaire*. Qu'est-ce qu'il comprenait quand il entendait Marceau Pivert et Daniel Guérin défendre la révolution espagnole (ce sont les termes qu'ils employaient) ? Et quand le lecteur de *L'Humanité* lisait, dans son journal, qu'il fallait dénoncer « les hyènes fascistes du POUM, les hitléro-trostskystes », que ressentait-il ? Les intentions cachées des partis sont peut-être moins importantes que ce vécu direct.

Nous avons ensuite repris des documents un peu plus tardifs, publiés dans les années 1960-1970 : en particulier ceux d'Arthur London. Cela démolit bien des mythes, en l'occurrence la figure d'Arthur London construite comme « victime du stalinisme ». Quant à Lise Ricol (Lise London de son nom de plume) il est consternant de voir que sur les événements de mai 1937, elle reprend sans variation, en 2000, le discours du Komintern de l'époque.

CAD - Vous montrez bien qu'il n'y a pas un progrès linéaire de la compréhension des événements proportionnel aux avancées des œuvres d'historiens qui sont publiées (sur cette question, je pense aux travaux remarquables de François Godicheau).

Amado - Oui, l'exemple caricatural, c'est celui de Georges Soria. Dans son énorme bouquin – qui était dans tous les comités d'entreprise de France et de Navarre, dans toutes les bibliothèques municipales – il dit en substance : « oui l'affaire de l'assassinat d'Andrès Nin, c'était de la faute du Komintern »... Alors qu'il a été un des principaux artisans de cette horreur au sein du Komintern !

CAD – L'approche sociale que vous développez, à partir de la parole des militant-e-s, de leurs archives privées, est très intéressante, par exemple la façon dont vous « montez » en quelque sorte les extraits du témoignage de Francisco Giné que Véronique Salou avait recueilli et autrefois publié. Je trouve très éclairante aussi la manière dont vous reliez ces récits personnels avec le texte de Buenaventura Durruti sur le refus de la militarisation. A propos aussi des « comités de defense » qui existaient déjà dans les années 30 : autrement dit, la façon dont vous mettez en perspective dans le temps long les événements de mai 37. Enfin vous reposez, dans des termes politiquement et intellectuellement très stimulants, des questions qui restent ouvertes, en particulier celle-ci : la révolution est-elle soluble dans la guerre ?

Amado - Nous avons voulu montrer comment les réponses à ces questions ont clivé les organisations en particulier la CNT et l'UGT. Dans la CNT, certains vont jouer le jeu du compromis essentiellement autour de Largo Caballero. Il faut rappeler que le Front populaire commence véritablement avec le gouvernement de Largo Caballero. Auparavant, on a affaire à un cartel électoral qui, sur le plan social, a une orientation politique très timorée. D'ailleurs il suffit de lire le programme du Front populaire espagnol : c'est à pleurer, en dehors de l'article 1 sur l'amnistie des prisonniers de la révolution de 1934. Pour le reste, les divergences sont profondes entre les partis républicains conservateurs, d'une part et les partis ouvriers, d'autre part.

Les partis ouvriers, le PSOE (l'UGT étant organiquement liée à ce dernier), le PCE et le Parti syndicaliste de Pestaña demandaient un salaire minimum et la nationalisation du secteur bancaire. Ce que refusent les partis républicains. En revanche, ces derniers proposaient des allègements d'impôts pour les entreprises... Le programme du Front populaire des mois de février-mars-avril 1936 (alors que seuls les partis républicains sont au gouvernement) tourne le dos aux revendications des partis ouvriers. Et ce n'est qu'avec le gouvernement de Largo Caballero, quand la guerre est déjà bien entamée, que se forme véritablement un gouvernement de Front populaire. Et c'est à ce moment-là que les libertaires de la CNT vont jouer le jeu de la participation institutionnelle, de même que les dirigeants du POUM décident de participer au gouvernement de la Généralité de Catalogne. Mais ces choix politiques vont déclencher très vite des conflits à l'intérieur de ces organisations.

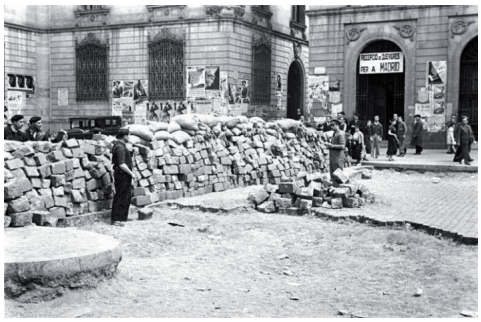
CAD - Dans ce numéro, vous n'utilisez pas des catégories monolithiques pour désigner des identités politiques supposément homogènes. Vous montrez, au contraire, qu'existent, à l'intérieur du mouvement libertaire, des résistances à cette logique de domestication de la révolution. L'article d'Angel Carballeira, en particulier, met très clairement en lumière les différents acteurs de ces résistances : « los Amigos de Durruti », et la presse clandestine qui contestent la politique de la direction de la CNT. Loin des lectures simplificatrices et manichéennes, vous mettez en évidence la complexité de la situation et des questions posées.

Amado - Ce qui est frappant, quand on lit les documents de l'époque, c'est que personne n'a de solution. L'opposition interne à cette logique d'intégration étatique est peu voyante dans un premier temps, c'est une opposition sourde en quelque sorte. Certes, il y a bien

eu des signes avant-coureurs : la militarisation de la Colonne de fer a été très conflictuelle. On sait aussi qu'une brigade entière de la colonne Durruti a quitté le front. D'ailleurs, c'est en opposition à la militarisation que se constitue le groupement « Amigos de Durruti ».

Il faut rappeler que les miliciens de ces colonnes ne sont pas des conscrits ; ce sont des personnes qui ont été volontaires pour défendre un idéal et ils préfèrent partir plutôt que d'accepter cette militarisation. Celui qui allait devenir le commandant de la brigade, Pablo Ruiz, quitte ainsi le front et il arrive à Barcelone où il participe à la création de « Los Amigos de Durruti », sur la base de ce refus d'une guerre classique dans une structure militaire classique, c'est à dire avec une conscription, une hiérarchie, des consignes imposées par des petits chefs qui paraissent stupides aux hommes qui se battent sur le terrain, comme l'explique Francisco Giné, dans une démarche similaire à celle des mutins du Chemin des Dames... Les miliciens rebelles qui refusent la militarisation passent en conseil de guerre, certes, mais ils n'obéissent pas. Et cette opposition encore larvée va devenir très brutale dans les jours qui précèdent les événements de mai 1937. Les mouvements révolutionnaires s'opposent à la réquisition de la Telefonica dans le centre de Barcelone et ils seront réprimés par les gardes d'assaut et la Garde civile [qu'on appelle alors officiellement Garde nationale républicaine]. Les faubourgs, eux, restent aux mains des révolutionnaires. Ils tiennent des barricades dans toute la ville. Mais que font-ils de cette victoire ? S'ils poursuivent la lutte, les unités vont devoir descendre du front parce qu'il y a des dizaines de milliers de militants de ces organisations révolutionnaires qui sont sur le front. Et quelles perspectives ont-ils ? Pas beaucoup et c'est pourquoi ils ont restés dans cet espèce de statu quo impensable mais avec des oppositions très marquées et, désormais, une défiance publique vis à vis des comités et des représentants. On assiste alors à une gradation entre les différentes formes de refus de cette orientation institutionnelle : la première victime de cette histoire, c'est Juan García Oliver qui, à partir de ce moment-là, aura une image très dégradée à l'intérieur de la CNT.

CAD - Dans ce numéro, vous mettez bien en lumière ces tensions internes autour de la question de la démocratie directe. Mais vous montrez aussi comment les événements de mai sont le révélateur de processus contradictoires qui remontent à une période qui précède juillet 1936. Vous expliquez comment le tissu des « comités de barriadas » se remobilise en mai 1937 pour s'opposer à cette logique verticale d'intégration aux organes de pouvoir dans lesquelles ont été amenés, dès septembre 1936, les dirigeants de la CNT. Certes le contexte de la guerre impose des contraintes extrêmes mais les différences de positions sur cette question de la démocratie s'expliquent-elles seulement par la situation militaire ?



Amado - Effectivement, dès juillet 1936, deux logiques s'affrontent : des logiques pyramidales et des logiques horizontales. Et aussi libertaire que soit une organisation, elle a quand même une composante pyramidale. En revanche, les comités de quartiers, les comités révolutionnaires, les comités de défense, ce tramage de la société, constitue, lui, une force sociale qui travaille dans le temps long. D'abord, c'est la force qui permet de résister dans les périodes de répression, même si elle ne prend pas nécessairement le nom de comité de défense. Sous la dictature de Primo de Rivera, même si la CNT a été interdite, si nombre de ses militants ont été incarcérés, il reste un tissu, un réseau souterrain. Dans les périodes suivantes, ce sont les « comités de défense » qui, dans les quartiers et avec une coordination minimale, assurent la victoire de la révolution du 19 juillet 1936. Il faut rappeler que le mot d'ordre de la CNT de Catalogne pour le 20 juillet était : « grève générale ». Et les gens ne se sont pas contentés de faire grève : ils se sont emparés des entreprises ! Cela a déclenché un mouvement de collectivisation qu'évidemment aucun comité de la CNT n'avait impulsé. Ensuite, ce mouvement offensif a semblé se diluer : on est entré dans une logique de gestion, celle de l'antifascisme, de la défense de la République. Au prétexte de ces logiques gestionnaires, s'est mis en marche un processus de contre-révolution. Ce sont ces groupes sociaux de base, les hommes et les femmes du 19 juillet qui, en mai 1937, se remobilisent et créent l'affrontement. Ces contradictions qui traversent le mouvement libertaire, travaillent aussi l'UGT et le Parti socialiste qui, au même moment, sont secoués par une violence politique très forte. Racontée par Francis Pallares, elle est effrayante...

CAD - Votre analyse des événements de mai 37 tranche avec une grille de lecture « par le haut » en termes qui réduisent l'affrontement à celui des partis politiques ; et elle tranche aussi avec une lecture sensationnaliste qui met l'accent sur les morts, les barricades, avec le discours convenu sur « la guerre civile dans la guerre civile », « les frères s'entretuent »... Le texte de Manuel Cruells que vous citez met en lumière la façon dont s'actualise, de façon euphorique le 19 juillet 36 et de façon dramatique dans les journées de mai 37, la mémoire d'une expérience sociale forgée en amont. Vous montrez bien comment ce sont les mêmes acteurs qui forment des réseaux sociaux mobilisés pour

les conquêtes révolutionnaires et pour leur défense. Et, cet exemple de résistance sociale est essentiel pour ce que nous avons à inventer aujourd'hui.

Amado - Nous avons trouvé des témoignages très intéressants sur cette auto-organisation à la base. En particulier celui d'un militant de Badalona qui raconte ce qui se passait dans les usines d'armement, alors que tout était bloqué, début mai 1937. Il évoque des ouvriers qui veulent continuer à fournir des munitions aux combattants des milices : ils décident de prendre un camion et d'aller à la caserne de Pedralbes en passant par les faubourgs de Barcelone. Ils sont arrêtés au moins vingt fois : à chaque fois par des barrages de la CNT, qui tenaient tout le territoire périphérique de Barcelone. Et, a contrario, on voit bien, avec ce témoignage, la fragilité que suppose pour une révolution le fait de dépendre d'une structure pyramidale. À cette époque, la CNT a des ministres au gouvernement qui sont en quelque sorte des otages. En effet, ils vont adopter une logique de compromis qui était peut-être la seule possible (là, il ne s'agit pas de juger des hommes) mais qui s'est appliquée au détriment de la révolution et au détriment de tous ces hommes et ces femmes qui se sont auto-organisés, qui ont édifié des barrages, des barricades sans obéir à aucune consigne. Pour illustrer ces tensions internes au mouvement libertaire, on peut citer l'exemple de Francisco Isgleas « Panxo », qui a été ministre de la défense de la Généralité : il va démissionner quand la Généralité décide de dissoudre les patrouilles de contrôle et il publie alors un texte où il explique qu'il ne peut pas cautionner la contre-révolution en marche. À propos des journées de mai 37, il évoquait d'ailleurs la campagne organisée par la Généralité afin de ramasser des armes pour le front à la veille des événements de mai, au mois d'avril : pas pour rien ! Les partis bourgeois étaient bien d'accord avec le mécanisme, ce qui a permis aux uns et aux autres de dire que c'était un gouvernement socialiste qui avait mené la répression. Les communistes n'étaient au pouvoir nulle part à ce moment-là, mais ils étaient bien évidemment à la manœuvre.

CAD - Votre revue montre les divisions au sein de la CNT, au sein du POUM. Qu'en est-t-il du parti ouvrier internationaliste (POI) qui rejette l'intégration aux organes du pouvoir, récuse le discours du « front antifasciste » et la politique de Front populaire?

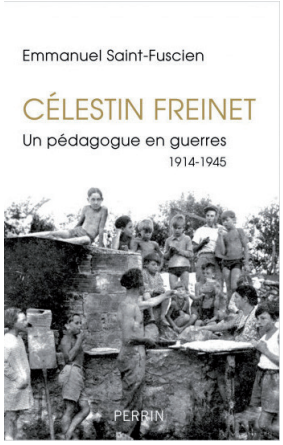
Amado - Les militants du P.O.I. avaient une vision très lucide mais ils étaient très minoritaires. Leur voix se fait entendre mais ils ne représentent pas une force suffisante pour peser sur les événements. D'ailleurs, leur position sera défendue par d'autres acteurs. Ainsi, au moment de l'entrée des ministres de la CNT au gouvernement, en particulier celle de Federica Montseny, le père de cette dernière condamne cette ligne politique. En Espagne, il y avait bien un courant trotskyste mais qui a été très largement absorbé par le POUM. Au sujet du POUM, Armand Gatti a cette phrase formidable : « poursuivi sur toutes les mers du globe pour trotskysme et coulé à bon port par Trotsky lui-même ». Si on est marxiste révolutionnaire, à cette époque, on est au POUM. C'est toute l'ambiguïté d'Andrés Nin. Il entre au gouvernement de la Généralité et en même temps il critique la participation au gouvernement sauf pendant la période où lui, Nin, est ministre de la justice. Mais à ce moment-là, l'ambiguïté est amplement partagée parce que personne n'a les recettes. Les acteurs révolutionnaires sont pris dans un véritable étau. L'exemple allemand a pesé terriblement sur la perception de la situation : la politique suivie par le PC allemand de refus de l'alliance avec la social-démocratie a abouti à l'arrivée d'Hitler au pouvoir, que les communistes allemands considéraient comme un épiphénomène. En Espagne, pour certains et par comparaison, un minimum d'unité semblait nécessaire pour faire face au fascisme. Mais la situation était très différente, en fait, parce qu'en Espagne, il n'y avait pas de mouvement de masse fasciste. On comprend cette idée de Front populaire, mais il est clair qu'elle s'applique au prix du sacrifice de la révolution.

CAD - Votre travail évite de construire des identités politiques monolithiques, il a le mérite de poser clairement les questions face auxquelles les militants anarchistes se sont divisés.

Amado - Oui, il est important de rendre compte de ces questions difficiles et de la façon dont elles ont diversement travaillé le mouvement libertaire. Lors du meeting de l'Olympia du 23 juillet 1937, Federica Montseny fait un discours remarquable, où elle dénonce l'URSS, la dictature stalinienne, etc. Or elle s'est fait chahuter par des militants qui scandent « *Los presos, los presos* » : des militants qui n'ont pas accepté la présence de la CNT au gouvernement, le fait d'avoir déposé les armes en mai 1937. Que fallait-il faire ? En tous cas, ce que disaient certains c'était : « Il faut foutre la pâtée aux staliniens ». Mais enfin… Quoi qu'il en soit, si on veut retracer l'histoire de Federica Montseny on ne peut le faire sans parler de ces épisodes qui ont été très complexes, où la ligne qu'elle a incarnée a été mise en cause. Le cas de Juan García Oliver est un peu différent car le dissentiment a jeté le discrédit sur sa personne. Lui, d'ailleurs, n'a pas participé au meeting de l'Olympia. En revanche, celui qui y a participé, c'est Francisco Isgleas, « Panxo ». Les textes des discours ont immédiatement été publiés, sous le contrôle sourcilleux de la presse clandestine d'opposition à la ligne de la CNT. Pour illustrer la force des réseaux de base dont nous parlions, il suffit de dire qu'*Alerta !* était tiré clandestinement au comité régional de la CNT, au nez et à la barbe de ceux qui cherchaient à savoir d'où sortait cette publication !

Livres

Emmanuel Saint-Fuscien, *Célestin Freinet. Un pédagogue en guerres. 1914-1945* (Perrin, 2017, 242 p.)



Maître de conférences à l'E.H.E.S.S., Emmanuel Saint-Fuscien a consacré nombre de travaux à l'Armée ou à l'École. Sujets souvent traités dans les années 1960.

Il est deux façons d'envisager des sujets qui fâchent : la première, prendre la posture du condottière accusateur ; la seconde, plus nuancée, est celle qui soulève les montagnes. Ainsi Emmanuel Saint-Fuscien présente son *Célestin Freinet* : « Si l'Armée et la caserne représentent bien le contre-modèle de l'École » – le grand pédagogue fut contraint de quitter l'École publique pour poursuivre son œuvre, notamment l'imprimerie à l'école, à cause de l'obstination du maire de Nice, des autorités administratives des Alpes-Maritimes et des petits notables de Vence – la guerre ne compte pas moins sur les pratiques pédagogiques.

Réalité souvent occultée.

Freinet ne part pas « la fleur au fusil » pour revenir de Berlin dans quinze jours. Il connaît le patriotisme républicain. Et ne pense pas, comme Jaurès, que la Triple Entente et la Triple Alliance ainsi que le Congrès de Berlin allaient mettre le monde en feu et l'Afrique à l'encan.

Freinet ne s'intéressa pas non plus aux « Zimmerwaldiens » ces socialistes dissidents et clandestins qui, de Suisse, « déclarent la guerre à la guerre ».

Aspirant à Saint-Cyr, il rêve de devenir officier et n'y parviendra jamais. En revanche, il sera blessé grièvement par balle au poumon au Chemin des Dames.

Le retour sera pénible. Freinet est épuisé : séjours à l'hôpital, arrêts maladie se succèdent.

La Grande Guerre, à ses débuts, commet un véritable carnage du côté français avec les charges à la baïonnette des « pantalons garance ».

Elle exige désormais une certaine façon d'agir en petits groupes isolés. Les structures de la guerre et de l'École républicaine étaient *verticales*.

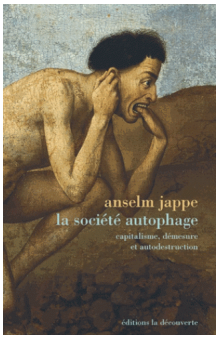
1936. Avec le Front Populaire et la guerre d'Espagne, Freinet connaît sa troisième guerre : d'abord 14/18 ; puis contre le fascisme ; enfin, contre le franquisme. De son école alternative du Pioulier, où il s'est réfugié après son expulsion de l'Education Nationale, il envoie des colis aux gosses du *Frente Popular*… et il en accueille.

1940-1945 est sa quatrième guerre. Comme certains militants pacifistes avant 1939, cède-t-il un moment aux sirènes de Vichy ? Progressivement, après la Libération, il devient comme une des icônes de l'Éducation Nouvelle.

Jean MOREAU

♦

Anselm Jappe, *La société autophage (Capitalisme, démesure et autodestruction)* (La Découverte, 2017, 248 p.).



Sur le constat, les effets, et sur les causes, le développement du capitalisme devenu un « fait social » total, on ne peut qu'être en accord avec l'auteur. Toutefois, comme il semble considérer la théorie comme une force révolutionnaire, la seule possible, il y a d'une part comme un malaise face à ce fétichisme de la théorie qui en rappelle quelques autres fort peu avenants, comme si un vieux réflexe marxiste continuait à entretenir une inclination dont on aurait aimé, à l'heure du centenaire de la contre-révolution bolchevique, qu'elle ne fût qu'un lointain souvenir[1] . D'autre part, si l'on considère, en mettant nos pas dans les siens, que « la théorie » puisse être une force d'action capable de transformer la société, la lutte de classe se trouve réduite à une illusion idéologique. Elle serait, nous dit l'auteur dans de nombreux textes[2] , en tout point complice du processus de création de la valeur et de la nécessaire adaptation de son évolution historique. Il conviendrait alors de juger sévèrement ses partisans et, comme disaient les marxistes-léninistes de jadis, de les soumettre « au feu de la critique ».

Les perspectives d'émancipation, révolutionnaires ou pas, du social font ici défaut, quoi qu'ils en disent. Ce qui s'accompagne d'une forme de dédain vis-à-vis du mouvement ouvrier dans son ensemble. Il fige toutes ses composantes dans une sorte de purgatoire dont les tenants de la théorie critique pensent qu'il serait mérité qu'elles y demeurent de toute éternité.

L'ambition est double. Dans un premier temps, re-

1 Sur ce livre, on lira aussi la longue chronique de Basile Rosenzweig, « Bien aimable à vous, monsieur le professeur » sur le site *A contretemps* : http://acontretemps.org/spip.php?article648

2 Consulter le site Palim-Psao : http://www.palim-psao.fr/

fonder le champ de la théorie marxiste, requalifiée en la circonstance de marxienne, en proposant une lecture renouvelée à l'aune des apports de la « critique de la valeur », puis dans un deuxième temps, l'établir comme vérité universelle. Il s'agit d'une forme d'eschatologie, en somme. La force de son évidence, la puissance de sa structure intellectuelle, permettent à la mer Rouge de l'obscurantisme portée par des ouvriers aveuglés par leur espérance, de s'ouvrir pour laisser advenir une perspective d'émancipation, radicale car fondée sur une conscience aiguë des logiques à l'œuvre dans la domination du « sujet automate ».

Finalement, nous sommes conviés à être les spectateurs de l'interminable agonie de la société autophage. Et, puisqu'il n'y a, semble-t-il, si l'on s'en tient à ce qu'en disent les tenants de la critique de la valeur, aucune autre perspective, nous voici devenus, non les agents de sa transformation mais les spectateurs de son implosion provoquée par ses propres impasses. « Ce serait une réification grossière du concept marxien que d'absolutiser la tendance à l'effondrement [du capitalisme]. C'est aussi en tant que tendance fondamentale qu'elle contient le facteur subjectif, c'est-à-dire la pratique. Dont la force révolutionnaire peut être brisée. À l'effondrement du capitalisme succèderait alors un monde de la barbarie où la maîtrise technique des forces productives rendrait possible un esclavage repu dans l'ombre d'un contrôle total — sur le dos de populations étrangères réduites à la famine.[3] »

On peut contester qu'une hypothétique et interminable attente puisse se muer en une fatale destruction de l'homme – au sens anthropologique du terme – sans que celui-ci puisse influer le cours de son histoire, car toute intervention extérieure à sa conscience théorique serait vouée à renforcer « le sujet automate ». Une telle réflexion nous rappelle ce que le jeune hégélien de gauche que fut Marx reprochait à Hegel, son maître : vouloir remplacer la religion par la philosophie.

Jean Luc DEBRY

♦

Jean Grave, ***Les aventures de Nono*** (Noir & Rouge, coll. « Libertés enfantines », 2017, 200 p.)

Dédiée aux livres jeunesse, la collection « Libertés enfantines » se propose de « faire redécouvrir des textes qui, lors de leur première parution, il y a plus d'un siècle, ont marqué leur temps » ; ils refusaient « l'infantilisation de la jeunesse », « tous les dogmatismes » ainsi que « la moralisation bien-pensante ». Leurs auteurs, tous militants, souhaitaient ainsi contribuer à « l'avènement d'une société libre et ouverte » et partageaient, selon Sylvain Wagnon, le responsable de cette collection, des « engagements progressistes, libertaires, féministes ».

La collection a déjà publié *Contes et légendes* de Louise Michel et *Terre libre (Les Pionniers)* de Jean Grave (1854-1939). Le présent livre, également de Jean Grave, était paru chez Stock en 1901. Son nom est bien sûr connu comme celui d'un militant de premier plan du mouvement anarchiste français de son temps lié à Pierre Kropotkine et Elisée Reclus. On sait aussi qu'il fut l'infatigable animateur trente années durant des journaux *Le Révolté*, *La Révolte* et les *Temps Nouveaux*. Grâce à ces rééditions, on saura désormais qu'il mit aussi sa plume prolifique au service de projets pédagogiques innovants, en particulier ceux de Francisco Ferrer.

D'une lecture simple mais jamais infantilisante, le présent livre narre les « aventures » imaginées d'un jeune garçon qui s'échappe de son quotidien pour explorer deux projets antinomiques de société : le pays d'Autonomie où règnent le bien-être, l'entraide et la solidarité, et celui de l'Argyrocratie – du grec ancien « arguros », l'argent, donc le gouvernement de l'argent – dont le seul nom résume le principe et le fonctionnement. Au fil des pages, le récit permet à Jean Grave d'évoquer sa conception de l'éducation : « En l'école telle que nous la comprenons, les enfants apprendront à envisager la vie telle qu'elle est, à ouvrir les yeux sans crainte ; ils apprendront à chercher, examiner, peser, discuter, critiquer, n'acceptant une solution que lorsque leur raisonnement la leur indique comme la plus logique, et non parce qu'on la leur aura enseignée telle. »

Un regret, toutefois : la présentation du livre indique que Jean Grave fit appel pour ce livre à des peintres proches de la mouvance anarchiste, mais ne reproduit, sauf en couverture, aucune de ces illustrations.

Ajoutons pour conclure qu'il serait intéressant de savoir comment, aujourd'hui, sont représentées et diffusées les idées libertaires et progressistes dans la littérature jeunesse. Et précisons que les éditions Libertalia ont publié à ce jour un sympathique ouvrage pour les tout-petits (3-5 ans), *Jojo le pirate partage le butin*, présenté ainsi : « À bord de leur bateau, il n'y a pas de chef, ils partagent le trésor en parts égales et prennent les décisions en commun. » Une preuve, s'il en était besoin, que le projet porté, entre autres, par Jean Grave, n'a pas totalement disparu…

L.S.

3 Herbert Marcuse, « Théorie et pratique », in *Actuels*, Galilée, 1976, p. 63.

Rubén Uceda, *Au cœur du rêve – Été et automne 1936* (Les Éditions libertaires/Éditions Noir & Rouge, 2017, 224 p.)

Publiée pour la première fois en Espagne en 2014 par la Confédération syndicale Solidarité ouvrière, cette bande dessinée revient d'une manière originale sur l'histoire de la révolution espagnole. Après un prologue sur la période 1932-1936 et l'école de liberté que furent la CNT et ses athénées libertaires, elle se consacre au « bref été de l'anarchie », commencé le 19 juillet 1936, et aux débuts de la saison suivante. Elle se termine par la mort de Durruti, le 20 novembre, évoquée sous plusieurs angles, notamment celui d'un Voline apprenant par télégramme la nouvelle dans les bureaux de *L'Espagne antifasciste* à Paris, tandis qu'un second câble demande d'en omettre l'origine afin de « sauvegarder l'unité d'action ». Trois jours plus tard, l'enterrement de Durruti dans les rues de Barcelone, suivi par des centaines de milliers de personnes qui l'accompagnent jusqu'au cimetière de Montjuic, symbolise la fin de la période héroïque de la révolution. Désormais, c'était le « grand camouflage » (Burnet Bolloten) et la contre-révolution stalinienne qui allaient prendre le dessus dans le camp républicain et culminer avec les journées de mai 1937 à Barcelone…

Présenté, bien sûr, dans l'ordre chronologique, divisé en séquences indépendantes vues à travers le regard d'un protagoniste (par exemple Juan García Oliver pour le 19 juillet ou Cipriano Mera pour les événements à Madrid), l'ouvrage laisse aussi une large place aux femmes, de Soledad Estorach à Concha Liaño en passant par Pepita Carpena ou Simone Weil. Il s'appuie sur les témoignages de grandes figures de la CNT (Durruti, Garcia Oliver, Cipriano Mera, etc.), de militantes des *Mujeres Libres*, mais aussi de combattants internationalistes comme Antoine Gimenez ou Simone Weil, ou encore d'historiens critiques comme Miguel Amoros. Il s'accompagne de la reproduction de « unes » de la presse de la CNT (*Solidarid Obrera*, *CNT*), de chansons, d'affiches ou de dessins ainsi que d'un discours de Durruti et d'une proclamation des *Mujeres Libres*.

Appuyé sur une large documentation détaillée en fin d'ouvrage, l'auteur s'est occupé des illustrations, du texte et du dessin. On jugera sur pièces de la qualité de ce dernier. Personnellement, il me semble que celui-ci est plus convaincant dans les plans larges et les mouvements de foule que dans les portraits, mais cela n'enlève rien à la qualité d'un ouvrage qui peut constituer une introduction utile au « bref été de l'anarchie » de juillet 1936 et aux raisons de son échec, pour un public qui n'irait pas nécessairement voir dans l'abondante production historique et mémorielle sur le sujet.

L.S.

♦

Louise Bryant, ***Six mois rouges en Russie*** (Libertalia, 2017, 372 pages).

En 1917 et début 1918, Louise Bryant, épouse de John Reed, est correspondante en Russie pour *Metropolitan* et *Seven Arts*. Son récit, publié aux États-Unis dès 1918, fait des va-et-vient chronologiques car il est constitué de chapitres thématiques. Une bonne partie de l'un d'entre eux est consacré à Alexandra Kollontaï, ministre de l'assistance sociale.

Louise Bryant est totalement acritique dans son soutien aux bolcheviks. Certes nous sommes à la veille et aux lendemains immédiats de la Révolution d'Octobre, l'orientation prise dans les années suivantes ne peut pas être perçue, anticipée, au prétexte que nous lisons son texte un siècle plus tard, et l'enthousiasme de Louise Bryant pour cette soif

de liberté et de dignité du peuple russe est sincère et exprimé de façon parfois presque naïve, de façon parfois plus cynique en utilisant des arguments très ciblés pour le public américain de l'époque.

Louise Bryant est parfois, pas toujours mais bien parfois, d'une écriture assez poétique, en tout cas imagée, comme dans le chapitre Les funérailles rouges racontant l'enterrement des martyrs de la bataille de Moscou qui « marqua la fin de la résistance armée des classes supérieures, (…) le dernier combat des junkers » :

« De jeunes soldats, beaux et de grande taille, avec de hautes chapkas grises, portaient des cercueils en bois brut, de couleur rouge sang. Derrière eux venaient des jeunes filles au visage rond de paysannes, avec des châles sur la tête, portant des couronnes de fleurs artificielles qui faisaient un bruit métallique quand elles marchaient. »

Un des aspects les plus sympathiques de Louise Bryant est sa préoccupation du sort des membres de ce bataillon féminin qui fut le dernier à défendre le Palais d'hiver contre les bolcheviks.

« *La petite maison où elles résidaient se trouvait au milieu d'un jardin désert, couverte de neige et désolée. Je franchis une porte ouverte qui pendait sur sa charnière cassée. Je cherchais mon chemin dans le hall lorsque je vis un rai de lumière (...) A la porte suivante, j'eus plus de succès. Je me trouvais à présent dans une grande pièce avec une dizaine de filles et dix lits, une longue banquette et un poële russe. Elle furent enchantées d'avoir de la compagnie, surtout venant de « si loin ».* »

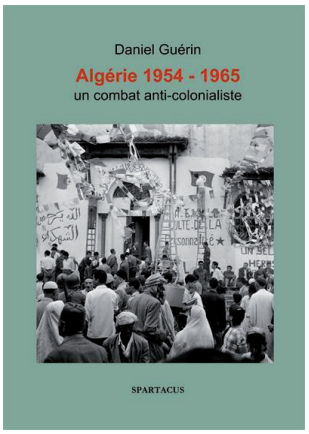
Traduire Louise Bryant un siècle après était une bonne idée. Car si son livre n'apporte pas vraiment de neuf à l'histoire de la Révolution russe et à sa compréhension, il est un témoignage assez significatif d'un certain soutien (une Américaine mariée à un militant communiste, mais manifestement moins militante que lui), d'un certain regard sur une Révolution qui allait transformer d'abord l'issue de la grande boucherie de 14-18, puis surtout la configuration internationale du mouvement ouvrier pour ce qui allait être d'abord considéré comme le meilleur (une perspective révolutionnaire concrète réconciliant socialistes et anarchistes) et s'avérer dans les années 30 le pire (les procès de Moscou, les famines, les réglementations anti-ouvrières, la contrerévolution en Espagne…).

D'habitude on n'aime pas trop parler du prix des livres, mais ici, au format de poche, le livre est vraiment accessible (10 euros).

S.J.

♦

Daniel Guérin, ***Algérie 1954-1965. Un combat anticolonialiste*** (Spartacus, 2017, 250 p.)



Les éditions Spartacus ont pris l'excellente initiative de rééditer les écrits algériens de Daniel Guérin (1904-1988) dans un livre qui rassemble son témoignage *Quand l'Algérie s'insurgeait. 1954-1962* (La Pensée sauvage, 1979) ainsi que des textes tirés de la somme *Ci-gît le colonialisme* (Mouton, 1973) et de la brochure *L'Algérie qui se cherche* (Présence africaine, 1964). Au cours de la dernière période, divers éditeurs, souvent engagés (La Fabrique, Libertalia, Agone, La Découverte, etc.), ont su faire découvrir ou redécouvrir à de nouvelles générations de lecteurs les œuvres du militant révolutionnaire relatives à l'homosexualité, au fascisme, à la révolution française, au Front populaire ou à l'anarchisme. Dans cette dynamique éditoriale, le combat anticolonialiste de Guérin, pourtant central chez lui, semble disparaître malgré la vague postcoloniale et la vogue décoloniale, refoulant davantage la question algérienne autrefois omniprésente dans l'espace politico-intellectuel français. Dès 1979, Guérin note d'ailleurs avec lucidité que « *le souvenir de l'insurrection algérienne a, plus ou moins, été estompé à travers une période de latence et d'occultation*. » Et il n'est pas sûr que la profusion de publications sur cette thématique, en particulier celles issues du champ universitaire, ait contribué à inverser significativement cette tendance.

Algérie 1954-1965 est accompagné d'un avant-propos de Mohammed Harbi qui a rencontré Guérin lors d'une conférence donnée en février 1952 au Cercle Lénine de Paris par l'étudiant et militant du Parti du peuple algérien (PPA). Harbi précise que Guérin a contribué à sa formation théorique, commencée au contact de Pierre Souyri, son professeur d'histoire au lycée de Philippeville (aujourd'hui Skikda) et membre du groupe Socialisme ou Barbarie. Dans sa préface, Daniel Guerrier revient sur la trajectoire de Guérin, cet « *anticolonialiste indocile* » qui a connu l'émir Khaled, petit-fils de l'émir Abd-el-Kader et leader du mouvement Jeunes Algériens, dans son voyage pour Beyrouth en 1927. Guerrier rappelle une autre rencontre décisive, celle de Messali Hadj, alors dirigeant de l'Etoile nord-africaine (ENA), après les émeutes fascistes de février 1934 à Paris. Il semblerait pourtant, d'après une lettre de Messali adressée à Guérin en novembre 1961, que la première rencontre entre les deux militants remonte

au printemps 1932, dans un bureau parisien de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), et qu'elle a été facilitée par leur ami commun, l'indépendantiste marocain Ahmed Balafrej.

Malgré quelques aléas, ce compagnonnage s'est poursuivi durant près de quatre décennies. En effet, Guérin a fait partie de cette poignée de militants français, dont Yves Dechézelles, Pierre Lambert, Jean Rous et Daniel Martinet, venue se recueillir à l'annonce de la disparition du pionnier du nationalisme révolutionnaire, en juin 1974, comme le mentionne Djanina Messali-Benkelfat dans *Une vie partagée avec Messali Hadj, mon père* (Riveneuve, 2013). Les archives de Messali, déposées au Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI), tout comme celles de Guérin, consultables à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), fournissent de nombreuses traces de cette amitié. Le recueil de Guérin a ceci de précieux qu'il ne cache rien des divergences survenues au sein du microcosme anticolonialiste français, partagé, après le 1er novembre 1954, entre les soutiens du Mouvement national algérien (MNA) de Messali et le Front de libération nationale (FLN), devenu hégémonique au cours de la lutte armée contre le colonialisme français. Un chapitre est d'ailleurs consacré à ces dissensions entre militants et intellectuels français qui, comme Colette et Francis Jeanson, proches de Jean-Paul Sartre, n'ont pas hésité à calomnier les messalistes dans *L'Algérie hors-la-loi* (Le Seuil, 1955) en attribuant à Jacques Soustelle, gouverneur général de l'Algérie, des propos mensongers (« *Messali est ma dernière carte* »), plusieurs fois réfutés par l'islamologue Louis Massignon, mais sans cesse repris en France comme en Algérie.

Guérin relate également sa dernière rencontre avec Frantz Fanon, de passage à Paris en janvier 1957, dévoué « *corps et âme* » voire « *fanatiquement* » à la cause du FLN. Il fait part de sa désapprobation quand le psychiatre martiniquais voue « *Messali aux flammes de l'enfer* ». On retrouve encore Fanon dans la série d'articles publiée dans le quotidien *Combat* au début de l'année 1964. S'il salue l'auteur de *L'An V de la Révolution algérienne* (Maspero, 1959), qui décrit « *l'émancipation des femmes militantes et combattantes* », Guérin affirme cependant que « *la guerre a plutôt aggravé la claustration du commun des femmes* ». En toute franchise, il écrit que la condition féminine constitue un véritable « *boulet* » traîné par une société indépendante qui voile, cloître et analphabétise la moitié de sa population. Le militant s'interroge aussi sur les « *formes théocratiques* » prises par la révolution algérienne, par contraste avec « *le laïcisme du Néo-Destour tunisien* ». Avec une certaine diplomatie, il déplore les nombreuses « *concessions* » faites aux religieux par le nouveau régime, officiellement socialiste, mais qui a proclamé l'islam religion d'État. Il rappelle au passage les tergiversations de certains « pablistes »[4] qui ont d'abord soutenu que les changements dans les superstructures suivraient le développement économique avant de se raviser pour mieux rejeter le confusionnisme de ce « *socialisme musulman* » et prôner un parti laïc.

Dans sa conclusion de 1973, date à laquelle le tiers-mondisme n'est pas encore tout à fait discrédité, Guérin estime que « *la décolonisation est loin d'être parachevée*. » Avec un lyrisme et un optimisme autorisés par le contexte des années post-1968, l'auteur appelle à « *la renaissance d'un internationalisme révolutionnaire* », perspective à laquelle nous ne pouvons que souscrire. Toutefois, les contours de cette solidarité internationale semblent limités aux territoires dominés par l'impérialisme occidental (Maghreb, Afrique, Caraïbes, etc.), sans oublier la question de la « *décolonisation intérieure* » qui concerne les « *minorités opprimées* » dans les pays occidentaux (Noirs américains, Irlandais du Nord catholiques, travailleurs arabes, etc.) ainsi que les « *pays vassalisés* » par l'Union soviétique. D'une manière paradoxale, l'énumération de Guérin ne semble guère prendre en considération les exploités des pays impérialistes, en Europe, en Amérique ou en Asie, et qui ne seraient pas membres de ces « *minorités opprimées* » en raison de leur nationalité ou de leur statut. C'est de cet internationalisme borné, associé à une conception particulière de l'anti-impérialisme, qu'il faudra faire un bilan critique afin d'éviter d'en reproduire les errements qui ont conduit à tant d'impasses dramatiques, au Nord comme au Sud. Les écrits algériens du militant révolutionnaire, dont la sincérité n'a jamais été mise en doute, y contribueront certainement.

Nedjib SIDI MOUSSA

4 Daniel Guérin désigne de la sorte les militants proches de Michel Raptis dit Pablo, dirigeant trotskiste impliqué dans le soutien au FLN durant la révolution algérienne et conseiller du président Ahmed Ben Bella à l'indépendance.

D'où vient l'argent ?

Abonnements, réabonnements, souscription :

Maurice BRAUD (94), Alain BUJARD (69), Thierry DENAUNAY (49), Cyrille FERRO-STEYAERT (59), Charles JACQUIER (13), Gérard JANIN (05), René KALFON (44), Benoît KERMOAL (78), Jean-Pierre LARDIN (54), Gaëtan LE PORHO (93), Jean-Marc MOSSÉ (31), Pierre ROUBIN (75), Gilles VASNIER (92), Cali VEGA (52).

Un centenaire pour rien ?

Depuis la fin de l'année dernière, il est possible de tenter un bilan des livres parus à l'occasion du centenaire de la révolution russe de 1917 – bilan, disons-le toute de suite, qui ne prétendra ni à l'exhaustivité ni à l'objectivité. Surtout que, dans ce domaine, les prétendus spécialistes universitaires de la question ne se privent pas de faire de leurs présupposés politiques des vérités scientifiques sans craindre des amalgames que l'on aurait espérés révolus[1].

Si l'on s'en tient à la sélection du catalogue annuel d'une excellente librairie, on trouve 14 titres à la page « octobre 17, URSS » publiés par 12 éditeurs différents[2]. Seules deux maisons, Libertalia et les nuits rouges, proposent deux ouvrages à ce sujet : *La Révolution russe* de Voline et *Six mois rouges en Russie* de Louise Bryant, pour l'un, *L'Agonie de la Révolution* d'Emma Goldman et *Petrograd rouge – la révolution dans les usines* de Steven A. Smith pour l'autre. Il faut aussi remarquer que les rééditions dominent largement les ouvrages inédits, de même que les éditeurs indépendants (Agone, L'Échappée, La Lenteur, les nuits rouges, Libertalia, Nada, etc.) sur les grands groupes d'édition (La Découverte, Le Seuil, etc.). La surprise de la production de ces éditeurs indépendants vient de la réédition du célébrissime *Dix jours qui ébranlèrent le monde* de John Reed (1887-1920) par Nada, une maison explicitement libertaire. En effet, ce témoignage engagé, voire de parti pris, écrit à chaud, a été tiré à des millions d'exemplaires et traduit dans le monde entier, façonnant sur le long terme, et à divers moments clés, ce que l'on peut appeler le « mythe d'Octobre » pour la plus grande gloire de Lénine et des coryphées du bolchevisme. D'autres éditeurs en proposent d'ailleurs une édition de poche dans diverses traductions. Mais celle proposée par Nada est de loin la meilleure et toute lecture de John Reed sur 1917 devra en passer par là tant elle enrichit le texte par l'ajout d'inédits, d'une intéressante préface, d'une iconographie remarquable et d'un précieux appareil critique. Seule ombre au tableau de ce remarquable travail éditorial : l'absence d'un index des lieux et des noms propres qui aurait été d'une grande utilité pour une somme de plus de 700 pages. Sur le fond, par contre, nulle surprise : on y retrouvera l'efficacité de la plume du journaliste américain et un engagement sans faille en faveur du bolchevisme perçu par l'auteur comme le seul à même de conduire une révolution victorieuse. C'est d'ailleurs cet exclusivisme qui frappe à la lecture : en dehors des bolcheviks, il n'y a point de salut, pourrait-on dire ! Sur la question de la liberté d'expression, l'auteur, tant idéologiquement comme représentant de la gauche américaine que professionnellement comme journaliste en est, bien entendu, un chaud partisan. Mais, dès le « coup d'État », dixit Rosa Luxemburg, d'octobre 17, les revendications des opposants aux bolcheviks sur ce thème sont déconsidérées comme « bourgeoises » et faisant le jeu de la « réaction » – quels que soient ceux qui s'en réclament. On note aussi l'absence quasi-totale des anarchistes dans son récit. Pourtant Reed connaissait des libertaires aux États-Unis et avait côtoyé Emma Goldman, mais en Russie il ne manifeste nul intérêt pour ce courant. Quant à savoir ce que Reed aurait pensé de l'évolution du régime, il est bien sûr impossible d'en préjuger. Un siècle après, le livre reste comme un modèle de journalisme engagé, plus apte à dénoncer les fausses nouvelles de la presse bourgeoise que de s'interroger sur le modèle de société mis en œuvre par les bolcheviks. Le témoignage de son ex-compagne Louise Bryant (1885-1936), paru en 1918 aux États-Unis et traduit en français l'an dernier, n'a bien sûr pas le même statut dans l'élaboration du mythe, mais possède, peu ou prou, les mêmes caractéristiques que le livre de Reed : empathie pour la révolution russe limitée aux seuls bolcheviks (et leurs alliés de la période considérée), sens du récit et qualités d'écriture. Il s'y ajoute une grande attention et de beaux portraits de grandes figures révolutionnaires féminines comme Alexandra Kollontaï, Maria Spiridonova ou Catherine Breshkovski ou d'anonymes comme les femmes du Bataillon de la mort précipités dans le maelstrom de la révolution.

Autre découverte aussi tardive que passionnante, celle du témoignage d'Emma Goldmann (1869-1940) paru à New York en 1924, *My Further Disillusionment in Russia*, traduit sous le titre de *L'Agonie de la Révolution*. On y suit le parcours de l'anarchiste américaine d'origine russe de son expulsion des États-Unis en janvier 1920 à destination de la jeune Union soviétique jusqu'à son départ pour la Finlande en décembre 1921, toujours avec son ex-compagnon Alexandre Berkman. D'abord inconditionnelle d'un régime qu'elle a ardemment défendu aux États-Unis, elle est reçue comme une hôte de marque qui a ses entrées auprès des dirigeants bolcheviks. On lui confie même, avec Berkman, la mission de constituer un fond pour le futur musée de la Révolution. Mais, rapidement, des doutes, puis des interrogations fondamentales la taraudent qui prennent définitivement corps avec la répression de l'insurrection de Cronstadt et l'amènent à un rejet sans appel du régime.

1 Lire, par exemple, l'entretien avec Eric Aunoble, « Que lire ? » dans *CQFD*, n° 158, octobre 1917. Ce dernier considère qu'« un certain discours anti-bolchevik a triomphé, y compris à gauche et à l'extrême gauche, ce qui est le signe d'un recul de la conscience non seulement politique, mais aussi historique » (*sic*), car, « des éléments de la critique de gauche […] (vont) irriguer une critique fondamentalement réactionnaire » (*resic*).

2 *Quilombo 15 ans 2002-2017*, p. 15.

Désormais, comme elle l'écrit, elle se refuse à contribuer « à la perpétuation du mythe selon lequel bolchéviques et révolution seraient synonymes », considérant que « rien n'est plus éloigné de la vérité ». Et c'est parce qu'elle est « une révolutionnaire » qu'elle « refuse de [se] ranger aux côtés de la classe dirigeante, qui, en Russie, s'appelle Parti communiste ». Cela avait le mérite d'être clair !

Dans la veine de la critique anarchiste précoce du régime bolchevik, Libertalia a aussi repris le livre de Voline (1882-1945), déjà mentionné plus haut. Il s'agit de la contribution de l'auteur de *La Révolution inconnue* à l'*Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure publiée en 1934 dans un livre collectif, *La véritable révolution sociale*, jamais réédité depuis. On peut la considérer comme la première ébauche de son œuvre majeure qui a le double mérite de poser la révolution russe comme un processus historique de long terme tout en en proposant une vision libertaire, par en bas, aux antipodes d'une conception avant-gardiste, centraliste, partidaire. Elle ne remplace pas la lecture de *La Révolution inconnue*, mais pourrait servir de première approche à des lecteurs intimidés par son imposant volume tout en contribuant à populariser ses thèses auprès d'un public plus nombreux. Il faut noter que, dans sa courte bibliographie, Voline mentionnait le livre de Victor Serge, *L'an I de la révolution russe*, écrit entre 1925 et 1928 et paru à Paris en 1930. Ce dernier a fait aussi l'objet d'une réédition (Agone, 2017), complétée par *La ville en danger* et du dernier article de Serge dans *La Révolution prolétarienne* en 1947, « Trente ans après ». Voici ce qu'en disait Voline peu de temps après sa première édition : « Séjournant depuis longtemps en Russie, connaissant la langue, ayant été en relation non seulement avec presque tous les bolcheviks éminents, mais aussi avec des anarchistes, lui-même ancien anarchiste (aujourd'hui trotskiste en disgrâce et déporté), l'auteur puise, néanmoins, sa documentation uniquement aux sources bolchevistes. […] Naturellement, ceci diminue de beaucoup sa valeur. » On gardera à l'esprit ces remarques en lisant ou relisant ce gros livre qui n'est malheureusement pas le meilleur d'un auteur dont la grandeur et l'importance sont pourtant incontestables.

Autre réédition dans un tout autre genre : celle du livre de Malcolm Menzies, *Makhno une épopée*. Publié en 1972 chez Belfond, alors que l'on ne disposait que de fort peu de publications sur le mouvement makhnoviste, le livre prend un tout autre sens dans le contexte actuel où il est repris dans une collection littéraire. En effet, d'un point de vue historique et documentaire, le lecteur peut se reporter aux travaux d'Alexandre Skirda à qui l'on doit une biographie de Nestor Makhno (1889-1934) traduite en plusieurs langues comme l'édition et la traduction de ses écrits[3] . Ceux-ci s'ajoutent aux autres études et traductions du même auteur, indispensables à toute histoire de la révolution russe et rééditées récemment[4]. Le livre de Malcolm Menzies est plutôt l'évocation du personnage de Makhno par un jeune écrivain anglais à une époque où tout, ou presque, restait à découvrir mais où subsistaient encore quelques témoins (Ida Mett, Nicolas Lazarevitch, les fils de Voline, Louis Lecoin, etc.). En écrivant ce livre, il fit, comme il le dit lui-même, son « initiation à l'anarchisme », révélant dans ces pages « l'ardeur de [s]a jeunesse » et sa « passion pour un homme plutôt qu'un épisode de l'Histoire » ainsi qu'un « manque d'orthodoxie » qui en fait, avec son style, un véritable écrivain[5] .

Last but not least, il faut ajouter à cette sélection, la réédition d'un ouvrage important sur Lénine et la politique de son parti vis-à-vis des paysans, *Lénine face aux moujiks* de Chantal de Crisenoy. Issue d'un travail universitaire, cette étude en a conservé le sérieux sans s'encombrer des scories et travers académiques habituels. Elle examine les analyses de Lénine sur le développement du capitalisme en Russie et la place de la paysannerie, avant de livrer une étude précise de la politique paysanne des bolcheviks au pouvoir qui aboutit à faire de la lutte contre les paysans « la question capitale de la révolution ». Sa conclusion, imparable, définit le léninisme comme « un jacobinisme radical » et fait un sort à la « fausse excuse » de la « conjoncture » pour expliquer « les pratiques dictatoriales du parti ». In fine, s'interrogeant sur les tentatives de « sauver Lénine », elle s'interroge : « n'est-ce pas alors avant toute chose préserver le rôle dominant des intellectuels, leur droit, leur devoir même, à diriger ouvriers et paysans ? » En l'occurrence, poser la question, c'est y répondre !

Quelques-uns de ces livres permettraient d'en finir avec le mythe d'Octobre et l'identification de la révolution avec le léninisme-bolchevisme à condition qu'ils puissent toucher un public significatif dans les milieux dits de la gauche radicale. C'est à ce prix que ce centenaire aurait pu avoir son utilité. Malheureusement, globalement, le sujet n'intéresse que fort modestement les nouvelles générations militantes alors même que la question russe et celle du stalinisme avaient paru à juste titre incontournables aux précédentes. Faute de prendre le problème à bras-le-corps, on assiste plutôt à une lente décomposition des esprits, entre thèses déconstructionnistes délirantes et réhabilitation par la bande des théories étatistes et centralistes du changement social. Bref, un centenaire pour rien ?

L.S

Principaux livres évoqués :

Louise Bryant, *Six mois en Russie rouge*, Libertalia, 2017, 370 p.
Chantal de Crisenoy, *Lénine face aux moujiks*, La Lenteur, 2017, 332 p.
Emma Goldman, *L'Agonie de la révolution – Mes deux années en Russie 1920-1921*, les nuits rouges, 2017, 336 p.
Malcolm Menzies, *Makhno une épopée*, L'échappée, 2017, 250 p.
John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le mond*e, Nada, 2017, 704 p.
Voline, *La Révolution russe*, Libertalia, 2017, 220 p.

3 Alexandre Skirda, *Nestor Makhno – Le cosaque libertaire (1888-1934)*, Éditions de Paris/Max Chaleil, 1999 ; Nestor Makhno, *Mémoires et écrits 1917-1932*, Ivrea, 2009.

4 Alexandre Skirda, *Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*, Spartacus, 2016 ; *Kronstadt 1921 - Soviets libres contre dictature de parti*, Spartacus, 2017

5 De Malcolm Menzies, on lira aussi sa tragique évocation de la bande à Bonnot, *En exil chez les hommes* (Rue des Cascades, 2007) et celle d'une colonie anarchiste individualiste oubliée au Costa Rica, *Mastatal* (Plein Chant, 2009). Sur *Makhno une épopée*, on se reportera pour en savoir plus au bel article que lui a consacré le site de critique bibliographique *À contretemps*, « Makhno, un homme parmi les hommes » : http://acontretemps.org/spip.php?article645.

Prendre en compte la vie effective des travailleurs

Ce texte, extrait du livre de Philippe Caumières et Arnaud Tomès, *Pour l'autonomie – La pensée politique de Castoriadis* (l'échappée, coll. « Versus », 2017, 166 p.), est reproduit avec la gracieuse autorisation de son éditeur. Qu'il en soit remercié. (NDLR)

Reprenant une thèse défendue par Lukács dans *Histoire et conscience de classe*, Castoriadis assure que « l'analyse des contradictions de l'entreprise capitaliste » permet de généraliser les « concepts » et « méthodes » acquis dans ce « domaine primordial » qu'est « le domaine de la production » aux « différentes sphères sociales » et « finalement [au] tout social lui-même[1] ». Soulignons au passage l'originalité d'une telle démarche qui conduit à prendre en compte la vie *effective* des travailleurs, là où généralement on s'en tient à l'étude de l'économie globale pour appréhender les dysfonctionnements de l'économie capitaliste. Les marxistes eux-mêmes ne remettent guère en cause l'organisation du travail dans l'entreprise, la jugeant très souvent rationnelle puisque relevant de la logique du système concurrentiel qui pousse sans cesse à améliorer le rendement, mettant « la science au service de la production ». Castoriadis n'a pas tort de dire que, pour eux, « si l'on fait abstraction des servitudes que lui impose son intégration à un marché irrationnel et anarchique, l'entreprise est le lieu où l'efficacité et la rationalisation capitaliste règnent sans partage[2] ». Et s'ils dénoncent parfois l'absurdité des objectifs de la production ou les effets des crises périodiques, ils ne trouvent le plus souvent rien à redire à « l'organisation scientifique du travail » (OST), qu'ils envisagent même de continuer à appliquer afin d'édifier le socialisme.

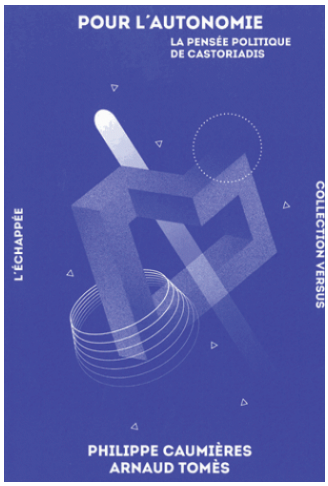
L'analyse du capitalisme suppose donc la plus grande attention aux témoignages directs. La traduction du journal d'un travailleur intitulé *L'Ouvrier américain*, publiée tout au long des six premiers numéros de *Socialisme ou Barbarie*, est fort révélatrice de la démarche des militants du groupe : en effet, c'est là faire écho à la prise de parole de quelqu'un « d'en bas » témoignant de ses conditions de travail. Dans le même registre, Daniel Mothé, qui rejoint le groupe en 1952, fera paraître ses réflexions tirées de son expérience aux usines Renault[3].

Que révèle la vie réelle d'un atelier de production ? Que si le taylorisme et « l'organisation scientifique du travail », caractéristiques de ce que l'on nomme la deuxième révolution industrielle, ont résolu bien des problèmes, leur incohérence se manifeste dans leur prétention à organiser l'activité des individus sans leur avis. Les principes mis en avant par Taylor sont au nombre de trois : la division verticale du travail réserve à un « bureau des méthodes » la charge de déterminer, pour chaque poste, la tâche à accomplir et son mode d'effectuation (*the one best way*) ; la division horizontale du travail conduit à la parcellisation des tâches, dont l'aboutissement est le travail à la chaîne conçu et mis en place par Henry Ford dès 1913 ; le salaire au rendement et le chronométrage, enfin, visent à lutter contre les temps morts, que ceux-ci découlent d'une mauvaise organisation ou de la tendance spontanée des travailleurs à la « flânerie ». Conçus pour « forcer les ouvriers à donner à l'usine le maximum de leur capacité de travail[4] », ils conduisent en effet à « briser l'ouvrier de métier, [et à] "libérer" le procès de travail du pouvoir qu'il y exerce, pour y instaurer la loi et la norme patronales[5] ». On peut ainsi parler d'*hétérogestion*, autrement dit, comme l'étymologie l'indique, de la « *gestion* (de mes affaires) *par un autre que moi*[6] ». Cette hétérogestion est due à la perte de la maîtrise non seulement pour ce qui est de l'objectif de la production, mais encore en ce qui concerne l'organisation de cette dernière, la *manière* de la réaliser. Parler de « manière » est impropre au demeurant, puisque ce terme, dérivé de *main*, peut s'entendre comme l'expression caractéristique d'un individu ayant un *tour de main* particulier. Si la « manière » permet l'expression d'une singularité, la fragmentation du travail imposée par le taylorisme le réduit à n'être plus qu'une simple tâche, toujours la même, relevant d'une procédure qui se veut scientifique.

Au-delà du fait que « sa définition présuppose des conditions idéales, extrêmement éloignées des conditions de fait qu'affronte l'ouvrier », Castoriadis voit dans ce déni de la singularité de chacun le vice essentiel de l'hétérogestion : « L'idée qu'il y a une "seule bonne méthode" pour chaque opération ignore le fait fondamental que chaque individu au travail peut avoir et a sa manière de s'adapter à la tâche et de l'adapter à soi-même[7]. » Il est donc tout à fait illusoire de prétendre définir une seule procédure, applicable par tous, en pensant ainsi parvenir à un rendement optimum. Il souligne ainsi qu'« un geste apparemment "plus rationnel" et "plus économique" peut être, pour tel ouvrier, beaucoup plus pénible que la manière de faire qu'il s'est inventée lui-même et qui de ce fait exprime son adaptation organique à ce corps avec la machine et la matière que constitue le

procès de travail[8] ».

Ce qui est donc fondamentalement en cause ici, c'est le postulat même à la base de toute méthode d'organisation scientifique du travail, qui ne peut envisager ce dernier « que comme une succession de mouvements élémentaires de durée mesurable », et qui perçoit cette durée comme « leur seul aspect significatif » : « que l'ouvrier dans l'usine capitaliste doit être transformé intégralement en un appendice de machine[9] » – ce que Lukács nomme *réification*[10]. Si Castoriadis peut légitimement parler de la contradiction du système de production capitaliste, c'est justement parce que cette réification « ne peut jamais se réaliser intégralement » : « Le capitalisme ne peut fonctionner qu'en mettant constamment à contribution l'activité proprement *humaine* de ses assujettis qu'il essaie en même temps de réduire et de déshumaniser le plus possible », assure Castoriadis[11], qui aimait à rappeler l'efficacité des « grèves du zèle » consistant, pour les ouvriers, à se conformer strictement aux directives reçues. Castoriadis saisit ainsi *correctement* une réalité que des sociologues avaient déjà manifestée, comme ce fut le cas pour la célèbre enquête menée par Elton Mayo et son équipe dans les ateliers d'une usine de la Western Electric Company[12]. Ce n'est pas le moindre mérite de cette enquête que d'avoir mis en évidence le rôle essentiel des associations spontanées d'ouvriers que l'organisation capitaliste s'évertue à interdire ; elle manifestait ainsi que « le véritable sujet de la production moderne n'est pas l'individu, [mais], à divers échelons, une collectivité d'ouvriers[13] ». Si Castoriadis reconnaît là une contribution « incontestablement décisive », il s'empresse de souligner qu'elle « est viciée à la base par l'optique d'ensemble de ses auteurs[14] » – l'approche psychologisante de ces derniers ne leur ayant pas permis de saisir le sens véritable du phénomène qu'ils étudiaient. Si Mayo et ses collaborateurs ne pouvaient comprendre la formation d'associations informelles de travailleurs qu'en faisant appel à un besoin de lien social – besoin que les directions devraient finir par reconnaître pour espérer voir cesser les conflits au sein des entreprises –, Castoriadis assure que ces associations tiennent à l'irrationalité de l'organisation de la production, qui oblige les ouvriers à résoudre en commun des problèmes non prévus par la maîtrise ou la direction et à résister collectivement aux normes que ces dernières tentent d'imposer. Loin de penser qu'elles relèvent de tendances humaines spontanées, il les perçoit donc comme des regroupements pour la *production* et la *lutte*[15].



La cécité de la sociologie industrielle ne percevant pas que les groupes élémentaires « se constituent d'emblée *contre* la direction » ne doit pas étonner ; elle résulte d'une inféodation à l'idéologie dominante pour laquelle le refus de la distinction entre dirigeants et exécutants, caractéristique de l'organisation taylorienne, ainsi que l'aspiration à la gestion ouvrière, sont proprement impensables[16]. Il est plus surprenant de constater que la pensée marxiste se trouve également dominée par la même idéologie.

Philippe CAUMIÈRES et Arnaud TOMÈS

1. C. Castoriadis, *L'Expérience du mouvement ouvrier*, t. 2, 10/18, 1974, p. 14-15 (désormais EMO 2). Cf. G. Lukács, *Histoire et conscience de classe*, trad. K. Axelos et J. Bois, Minuit, 1960, p. 118.
2. EMO 2, p. 15.
3. Pour mesurer le caractère précurseur d'un tel geste, il suffit de souligner qu'une telle attention portée aux travailleurs (et plus généralement à ceux qui n'ont guère la possibilité de s'exprimer) ne se retrouvera que dans l'après-68.
4 . Simone Weil, *La Condition ouvrière*, Gallimard, collection « Folio », 2002, p. 314.
5. Benjamin Coriat, *L'Atelier et le chronomètre*, Christian Bourgois, 1994, p. 46.
6 . Yvon Bourdet, *La Délivrance de Prométhée*, Anthropos, 1970, p. 137-38.
7. EMO 2, p. 24.
8. EMO 2, p. 24-25.
9. EMO 2, p. 26.
10. G. Lukács, « La réification et la conscience du prolétariat », Histoire et conscience de classe, op. cit., p. 115-116.
11. C. Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Seuil, 1975, p. 24.
12. Cf. Georges Friedmann, *Problèmes humains du machinisme industriel*, Gallimard, 1946 ; J. A. C. Brown, *Psychologie sociale de l'industrie*, trad. M. et Y. Bres, Éd. de l'Épi, 1961, p. 85-112. Castoriadis semble avoir lu de près cette étude publiée en Angleterre en 1954.
13. EMO 2, p. 37.
14. EMO 2, p. 41.
15. Voir EMO 2, p. 42-43.
16. EMO 2, p. 44.

Sur internet

♦ Un nouveau blog propose plusieurs brochures numérisées de F. Pelloutier, E. Pouget ou P. Monatte : la Bibliothèque du syndicalisme révolutionnaire, à l'adresse suivante : https://bibliothequedusyndicalismerevolutionnaire.wordpress.com/

♦ L'avancement en photos des travaux du local du C.R.A.S. de Toulouse, dont nous avions relayé la souscription : https://cras31.info/spip.php?article763. Rappelons que ce *Centre de Recherche pour l'Alternative Sociale* est l'organisme qui a le plus numérisé et mis en ligne d'anciens numéros de *La R.P.*

♦ *La Voix du travailleur algérien*, journal de la Fédération de France de l'USTA (la centrale syndicale messaliste, 1957-1962) est numérisée à l'adresse : http://odysseo.generiques.org/ark:/naan/a011379940455f2b1vw (accéder aux pdf dans la colonne de droite)

Honneur à Varian Fry

« *Il y a peu de manières de mériter sa vie. L'une d'elles est de ne pas rejoindre le club des bourreaux. Une autre est d'épauler plus faible que soi.* »

Jean Malaquais

Dans le flot de paroles « autorisées » ou qui s'autorisent tous les jours à réformer l'école, de « y a qu'à » et de « il suffit de », nous entendons souvent parler de l'indispensable « récit national », qui déclenche aussitôt la fureur ou l'ironie des dénonciateurs professionnels de l'imposture de l'histoire officielle. Faux débat ? Je n'ai pas l'ambition de le trancher ici, mais deux hommages récents à des « hommes contre », l'un français, l'autre américain, ont ravivé en moi une conviction : l'étude sans frontières de la vie d'un héros, menée de façon critique, distanciée, l'examen des raisons pour lesquelles il décide de rompre, de sortir de la route que suivent les conformistes, comportent toujours des enseignements, une mise en alerte, une morale, une exhortation (quelles que soient leurs formes, quel que soit le temps nécessaire pour qu'ils agissent). Je pense aux hésitations, à la prudence de certains des meilleurs défenseurs de Dreyfus avant qu'ils ne s'engagent dans la mêlée. Elles illustrent bien le fait qu'il n'y a pas de courage sans peur, sans appréhension des risques encourus. La pièce de Jean-Marie Besset, *Jean Moulin Évangile*, jouée cet automne au Théâtre 14 à Paris, même si elle ne dispense pas de la lecture du *Jean Moulin* de Jean-Pierre Azéma (Tempus, 2006), ni du passage en revue par Guillaume Dasquié des nombreuses biographies à lui consacrées[1], émeut parce qu'elle ne dissimule pas la part d'ombre du héros.

J'avais visité en 2008 au musée de la Halle Saint-Pierre la grande exposition sur Varian Fry[2]. Je découvrais son action à Marseille en 1940-1941, racontée dans le beau roman de Jean Malaquais, *Planète sans visa*. Le souvenir de Varian Fry est entretenu par un petit noyau de fidèles, qui prennent le relais de ses compagnons d'autrefois ; il doit entraîner un courant de sympathie et d'intérêt durable, à en juger par la réédition régulière de son récit, *Livrer sur demande…* (Marseille, Agone, 2017[3]).

Nous sommes en 1940. L'article 19 de la convention d'armistice stipule : « *Le gouvernement français est tenu de livrer sur demande tous les ressortissants désignés par le gouvernement du Reich.* » *Marseille-Soir*, le 25 juin, commente : « *Les clauses de l'armistice sont dures mais nullement déshonorantes* », sans indiquer ce point, dont on n'imagine qu'il ne passionne pas l'opinion du pays à ce moment. Varian Fry est alors un jeune journaliste, déjà remarqué pour des livres ou des rapports de qualité sur les questions internationales. Il participe à des cercles de réflexion et d'action américains d'une grande diversité, qui partagent une connaissance précise de la situation européenne depuis les années trente, la conviction que leur pays a le devoir de tout faire pour soutenir les démocraties européennes, que ce devoir correspond aussi à son intérêt et que l'isolationnisme n'est plus une option envisageable.

« *Une des dernières actions de solidarité internationale du vieux mouvement ouvrier* »

Charles Jacquier

La préface, claire bien que très détaillée, de Charles Jacquier est indispensable pour comprendre la complexité (et les contradictions) des réseaux américains qui vont financer l'*Emergency Rescue Committee* ; prudemment présenté comme le CAS ou Centre américain de secours de Marseille, chargé officiellement d'accorder des aides en argent ou en nourriture, il a pour but réel de soustraire à l'Allemagne nazie les intellectuels, artistes, opposants politiques, juifs ou non, puis les syndicalistes les plus menacés, pour lesquels Marseille, en zone non occupée, représente l'espoir d'une porte de sortie. Ces réseaux américains comprennent des lieux prestigieux de pouvoir universitaire, entre autres la *New School for Social Research de New York*, aptes à organiser l'accueil de professeurs invités, les milieux d'immigrés juifs socialistes et syndicalistes d'Europe centrale, polonais en particulier (le Bund), de grands syndicats américains, l'AFL (*American Federation of Labor*), en rapport étroit avec l'AFGF (*American Friends of German Freedom*) qui fédère les associations d'exilés antifascistes et antinazis. Déterminante, l'influence du JLC (*Jewish Labor Committee*), dont l'argent va financer les opérations de sauvetage en France, qui incite l'AFL à « *se mobiliser contre la destruction des mouvements ouvriers et socialistes européens* ». C'est l'AFL qui sera l'interlocuteur du département d'État et du président des États-Unis en 1940-1941. Ces milieux, très marqués à gauche mais anticommunistes (la guerre d'Espagne et le pacte germano-soviétique sont dans tous les esprits), le plus souvent francophiles, comprennent l'urgence de la situation.

La nomination de Varian Fry à la tête du CAS a lieu très vite, faute de candidats et parce qu'il est le candidat idéal : germanophone, francophone et francophile, bon connaisseur de la France, bien informé

de la situation européenne. Ses convictions antinazies s'enracinent dans une réflexion entreprise depuis plusieurs années, pendant ses études de journalisme et de relations internationales ; il a aussi assisté à un pogrom, le 15 juillet 1935, à Berlin (dont il a rendu compte quelques jours plus tard dans *The New York Times*) et il sait de quoi il parle.

À Marseille, Varian Fry recrute une petite équipe, très dévouée : des Français (dont la plupart entreront dans la Résistance active avant et après son départ), des Américains, qui résident en France depuis longtemps, bons connaisseurs du terrain et décidés à aider financièrement le centre en cas de coup dur. Très vite, son action, efficace, trop efficace – il aura réussi à faire partir plusieurs milliers de personnes – se heurte à une double opposition, qui va en se durcissant. Il gêne Vichy et son intendant de police, Maurice Rodellec du Porzic, qui obtient son départ[4] ; il gêne aussi le gouvernement américain, le département d'État et son représentant local, le consul des États-Unis[5] : les enquêtes sur les camps d'internement qu'il veut présenter aux autorités de Vichy, ses interventions incessantes en faveur de telle ou telle personnalité exposée indisposent l'équipe du président Roosevelt, attachée à maintenir les meilleurs rapports possibles avec le maréchal Pétain.

La sensibilité libérale d'Eleanor Roosevelt est impuissante contre la loi des quotas de 1924, qui demeure, peu favorable aux personnes expulsées par des régimes totalitaires, contre l'influence de Breckinridge Long, sous-secrétaire d'État chargé de l'immigration et des problèmes des réfugiés, persuadant Roosevelt que « *l'émigration risque d'amener aux États-Unis des éléments de la « cinquième colonne » ou des communistes* ».

Dans la France nouvelle…

- Dans la France nouvelle, nous n'avons pas besoin de preuves, reprend Rodellec du Porzic*, nous croyons qu'il vaut mieux arrêter cent innocents que laisser un seul criminel s'échapper.*
- Je vois que nos idées sur les droits de l'homme sont très éloignées. […] Dites-moi franchement, pourquoi vous acharnez-vous sur moi ?
- Parce que vous protégez les juifs et les antinazis.

Varian Fry, *Livrer sur demande*, pp. 250-252

De plus, assurer la relation entre les groupements américains aux buts très divers qui financent le centre et le département d'État, qui veut tout contrôler et s'intéresse surtout à « *un programme traditionnel de « récupération des cerveaux* » » devient de plus en plus difficile.

Après son expulsion de France, à l'automne de 1941, Varian Fry continue le combat. Il publie dans

Varian Fry

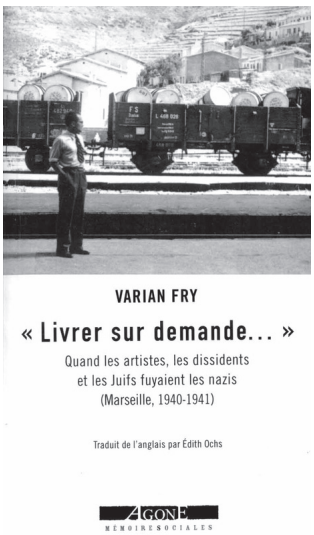
The New Leader de mai 1942 un article sur « La politique [d'immigration] à courte vue du gouvernement américain », qui prive son pays de l'aide et des compétences des réfugiés antifascistes. Il dénonce dans *The New Republic* de décembre 1942 la passivité américaine face au nazisme en Europe et aux camps de concentration, met les points sur les i en mai 1943 à propos de l'action en Algérie du général Giraud, l'allié préféré à de Gaulle par le gouvernement américain…

Un homme dérangeant

« Brûlé » dans son propre pays, inquiété par la Commission des activités antiaméricaines en 1950, il piétine et ne tire aucun avantage de son action courageuse. Apparemment, ses anciens « clients » européens ne se pressent pas, en 1964, de l'aider à publier un recueil de lithographies commémorant le sauvetage des intellectuels et artistes antinazis. Deux témoignages, dans les marges du livre, celui d'Albert Hirschman et celui de Hans Sahl, cité dans la préface, laissent entrevoir sa générosité, son humanité et son énergie.

En 1967, quelques mois avant sa mort, le consulat français de New York, le fait chevalier de la Légion d'honneur…

Je regarde la photo. Est-ce qu'elle paraît triste, alors qu'il est entouré de sa femme et de ses enfants, pour une cérémonie qui l'honore, parce que je sais qu'il n'a plus longtemps à vivre ? Elle me paraît triste parce que je ne peux m'empêcher de penser à une autre



photo, celle du procureur Mornet, accusateur du maréchal Pétain à son procès ; Mornet était alors depuis longtemps commandeur de la Légion d'honneur, lui dont Maurice Garçon rappelle que, quelque temps avant, il avait fort efficacement présidé la Commission de dénaturalisation des juifs étrangers, qui permettait leur déportation[6]. Elle me paraît triste parce que l'amendement Dosière du 7 décembre 2011, interdisant aux magistrats d'être décorés pendant leur carrière et de recevoir la Légion d'honneur ou l'ordre national du Mérite au titre de leurs fonctions, a été annulé quelques jours après son adoption « par mégarde »[7]. Il existe une petite, très petite, association des magistrats allergiques aux décorations, l'AMAAD, fondée en décembre 2016…

Jean-Kely PAULHAN

1. « Les dessous de l'Histoire, Le dernier secret de Jean Moulin », *Vanity Fair*, octobre 2016, http://www.vanityfair.fr/actualites/france/articles/les-amours-homosexuelles-et-secretes-de-jean-moulin/46253
2. Écouter Martine Lusardy, « Varian Fry », L'humeur vagabonde, *France Inter*, 19 septembre 2007, https://www.franceinter.fr/emissions/l-humeur-vagabonde/l-humeur-vagabonde-19-septembre-2007
3. Cette nouvelle édition, qui coïncide avec le cinquantenaire de la mort de Fry, comporte une excellente préface, des notes très utiles, des articles écrits par Fry après son retour aux États-Unis, des notices biographiques, une bibliographie complète en français et en anglais, des index.
4. À la Libération, l'ancien capitaine de corvette Rodellec du Porzic doit répondre de son refus d'aide médicale aux internés du camp des Milles, de son comportement inhumain lors des rafles de Marseille en 1942-1943. Insistant sur son obéissance à Vichy et à la puissance occupante, il est libéré en décembre 1945, « réintégré dans la Marine en novembre 1946, avec pleine reconnaissance de ses droits à la retraite ». Lire Doris Obschernitzki, « L'intendant de police à Marseille, Maurice Rodellec du Porzic, et le camp des Milles », Cahiers d'études germaniques, printemps 1997, n° 32.
5. Même si le vice-consul arrive à le soutenir tant bien que mal avant d'être muté, comme quelques policiers français, qui ont manifesté activement leur sympathie à Fry, malgré le danger.
6. Maurice Garçon, *Journal 1939-1945*, Fayard, Les Belles Lettres, 2015, p. 675.
7. Voir http://renedosiere.over-blog.com/article-plus-de-decoration-pour-les-magistrat-une-independance-accrue-de-la-justice-91647782.html

*

Voir aussi:
Une très courte note sur *Livrer sur demande* est parue dans *La RP* N°798 (septembre 2017).

A.G. 2018

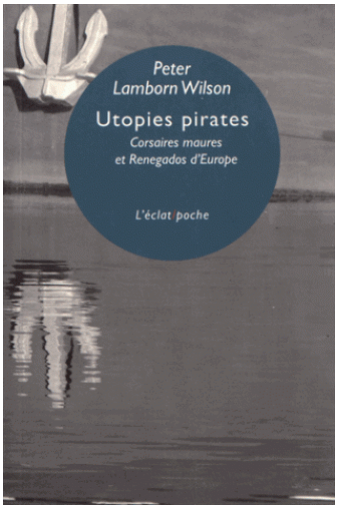
L'Assemblée générale des *Amis de La Révolution prolétarienne* se déroulera à la Bourse du Travail de Paris le samedi 3 mars. Toutes celles et tous ceux parmi nos abonné-e-s qui en ont manifesté l'intérêt, par quelque moyen que ce soit (courrier, téléphone, sms) comme indiqué dans le précent numéro, ont reçu une invitation.

Nous publierons le compte-rendu de l'A.G. dans le prochain numéro.

◊ ◊ ◊

Morceaux choisis

La plupart des historiens ont négligé la signification que revêtent les enclaves terrestres des pirates. Ils n'y voient que de simples lieux de repos entre deux expéditions. La notion d'une société pirate est considérée par la plupart des théories historiques, qu'elles soient ou non marxistes, comme étant d'emblée contradictoire dans les termes. Or les boucaniers d'Hispanolia (devenue Saint-Domingue et Haïti) ont constitué une telle société. Hispanolia était une sorte de zone de non-droit à la fin du XVIe siècle et au début du XVIIe siècle ; la population indigène y avait presque entièrement disparu et aucune des puissances européennes n'y exerçait effectivement son autorité. Des matelots rescapés des naufrages, des déserteurs, des esclaves en fuite (nègres « marrons ») et autres marginaux se retrouvèrent à Hispaniola, libres et n'obéissant à aucun pouvoir, capables d'assurer leur survie par la chasse. […] C'est ici que naquirent les « Frères de la côte », tout à fait conscients de leur liberté et assez organisés (le moins possible et sur des bases égalitaires) pour la préserver. […] Les boucaniers ne se tournèrent que progressivement vers la piraterie, et lorsqu'ils la pratiquèrent, leurs regroupements adoptèrent des « Articles », ou règlements de bord, dont certains sont cités par Oexmelin (le seul chroniqueur-témoin visuel des boucaniers au temps de leur âge d'or). Les Articles […] stipulaient en général l'élection de chaque officier de bord, sauf du quartier-maître et d'autres « artistes » comme le voilier, le cuisinier ou le musicien. Les capitaines étaient élus et ne recevaient qu'une fois et demie ou deux fois la part d'un homme d'équipage. Les châtiments corporels étaient bannis et les différends, même entre matelots et officiers, étaient tranchés par un tribunal impromptu ou selon les règles du duel. […] Les vaisseaux pirates étaient de vraies républiques, chaque navire (ou flottille) était une démocratie flottante.



Peter Lamborn Wilson, ***Utopies pirates – Corsaires maures et Renegados d'Europe***, L'éclat/poche, 2017.

◊ ◊ ◊

Un an après, suite

Selon le *Washington Post*, il y a eu quelque 8 700 manifestations contre Trump au cours de l'année et une pléthore de procès intentés contre le gouvernement sont en cours, sans compter nombre de plaintes déposées par les gardes des sceaux de plusieurs états. L'opposition civile qui se nomme elle-même « la Résistance » se manifeste et continue de s'organiser. Elle se focalise maintenant sur les élections législatives de novembre 2018. Réunion des délégué(e)s des quelque 200 groupes *Indivisible* (voir *La RP*, juin 2017) du Massachusetts à Worcester le 11 février. Je viens de recevoir un appel du mouvement progressiste Moveon.org : journée d'action nationale prévue pour le cas où Trump renverrait Robert Mueller, le *Special Counsel* – l'avocat, directeur du FBI sous les présidents Bush et Obama, que le ministère de la Justice a nommé pour mener l'enquête sur l'ingérence des Russes dans l'élection présidentielle et la possibilité de collusion avec la campagne de Donald Trump.

En attendant, l'assaut de Donald Trump sur les institutions de la démocratie américaine et sur la classe moyenne suit son cours et s'accélère de jour en jour.

La deuxième « Marche des Femmes » (il y avait aussi pas mal d'hommes), un an après l'investiture de Trump, a rassemblé bien plus de deux millions de manifestant(e)s à travers le pays pour réclamer l'égalité des droits pour les femmes, le rejet du programme raciste et réactionnaire du Parti Républicain, pour montrer qu'on est toujours là et qu'on ne va pas se laisser faire. « Nous célébrons l'anniversaire d'un mouvement qui ne fait que commencer à faire jouer ses muscles » dit, à la foule en liesse à Washington, Anna Galland, la directrice de Moveon.org. Il y a eu moins de participation que pour les marches organisées juste après l'investiture mais les manifestations du 20 janvier 2018 étaient plus ciblées, notamment sur les élections législatives de 2018. (Il le faut bien : puisqu'il n'y a pas de limites aux contributions des campagnes électorales, les frères Koch annoncent qu'ils dépenseront 400 millions de dollars en faveur des candidats républicains.) La marche dans la capitale était moins une manifestation d'indignation et de solidarité comme celle de 2017 que l'occasion de réaffirmer les objectifs, selon le *New Yorker* ; l'ambiance était résolue et joyeuse. Dans ma petite ville aussi.

À Northampton, dans le Massachusetts

« J'étais à Sheldon Field[1] à onze heures et les flics ne sont même pas arrivés à temps pour nous aider à nous garer ! » s'est plainte une des organisatrices de la marche. Ils ne sont arrivés au parking qu'à l'heure prévue pour le début de la manif. Ce qui montre qu'il y avait beaucoup de monde (2 à 3 000 personnes pour une ville de 30 000 habitants) et que les policiers ici ne sont pas perçus comme les ennemis naturels des manifestants. Ils étaient là pour diriger la circulation et nous protéger des voitures, détours obligatoires à l'appui. Aucun signe d'hostilité, pas de casques, etc… Il y a donc des endroits où on prend la Constitution au sérieux : le Premier Amendement donne au peuple « le droit de s'assembler pacifiquement et de demander au gouvernement réparation de ses doléances. [2] »

Ambiance « résolue et joyeuse, » donc. Une majorité de femmes, souvent avec des enfants. Écriteau tenu par une fillette de 9-10 ans : « *Girl Power* » ; un petit garçon tenait dans ses mains une pancarte avec l'inscription « *What Can One Little Person Do* ? » Une femme a mis dans la poussette d'un tout petit : « *Diapers are not the only thing I want to change* ! » Des « *Still Not My President* », etc... Un écriteau plus agressif : « *SHUT UP, TRUMP, make me a sandwich*. ».

Partout, ce sont les femmes qui mènent la « Résistance ». C'est le cas dans les quelque six mille groupes « Indivisible » que compte maintenant le pays, dont mon propre groupe local : les *Badass Activists*, dans les *Better Angels*[3], une organisation dont l'objectif est d'ouvrir le dialogue entre conservateurs et progressistes dans ce pays très polarisé (et, selon l'un des organisateurs, de faire que les Démocrates remportent les élections). Pourquoi ? Selon certains, les hommes, aux États-Unis, ne s'impliquent plus, ou beaucoup moins qu'auparavant, dans les associations de quelque nature qu'elles soient[4]. D'autres raisons : les assauts du gouvernement contre le droit à l'avortement et même l'accès à la contraception, l'inaction sur l'inégalité des salaires, l'élection d'un président qui s'est vanté publiquement et en termes vulgaires de ses agressions sexuelles, encore plus choquante en ces temps de #MeToo. Enfin, la déception de n'avoir pas vu une femme devenir présidente des États-Unis[5].

Démocratie ? Ou Trumpocratie ?

Trumpocracy: The Corruption of the American Republic, le nouveau livre d'un journaliste conservateur, soutient que ce qui fait peur dans le gouvernement Trump n'est pas le renversement soudain de la Constitution ou le fait de voir les lois ouvertement bafouées, mais la constante subversion des normes démocratiques. Thèse semblable dans *How Democracies Die*, de deux politologues d'Harvard : c'est l'affaiblissement graduel des institutions qui mène à la mort de la démocratie, et ces institutions sont assiégées chez nous. En témoigne l'attaque de Trump contre la légitimité de la presse et des médias (voir ma Lettre précédente). En témoigne aussi son langage : *treasonous* (coupables de trahison), dit Trump pour qualifier

(Photo: page facebook de MoveOn.org)

les Démocrates qui n'ont pas applaudi pendant son discours au Congrès[6]. « Désaccord public n'est pas trahison, écrit mon député, je n'ai pas applaudi parce que je trouve ses idées horribles. » Et ainsi de suite : les entorses aux normes démocratiques sont constantes.

Au moment où j'écris ces lignes, l'attaque du président contre son ministère de la Justice, contre la police fédérale (le FBI) et contre l'agence d'espionnage du gouvernement (la CIA) en est l'exemple le plus récent. « On aura tout vu, m'a dit un camarade de vestiaire, la Gauche qui défend le FBI maintenant ! » En effet. Ce n'est plus le FBI de Hoover qui traque les « rouges » : c'est une agence qui enquête maintenant sur la campagne présidentielle de Donald Trump et surtout ce n'est pas un seul homme autoritaire et caractériel : Trump. Même si le FBI a eu des pratiques plus que douteuses après l'attentat du 11 septembre 2001, c'est essentiellement une institution composée de fonctionnaires, dont les opinions politiques sont en fait assez diverses. Idem pour la CIA, pour qui il ne s'agit plus de renverser les gouvernements populaires d'Amérique Latine mais de prévenir les attaques terroristes… et d'enquêter sur les rapports éventuels de Trump avec des agents russes pendant la campagne de 2016[7]. Comme il le fait pour les médias, Trump renverse la réalité : ce sont ces fonctionnaires qui politiseraient tout, pas lui : le FBI serait pro-Démocrate ! Il n'y a pas de faits, pas de fonctionnaires qui font leur travail, il y a seulement des actes politiques pro-Trump ou anti-Trump. On constate aussi la complicité troublante du Parti Républicain dans cette tentative de discréditer ces institutions. Spectacle inouï : le parti de *Law and Order*, comme les Républicains se définissent depuis longtemps, en train de s'attaquer à l'agence et au ministère dont la tâche même est de défendre la loi et de maintenir l'ordre ! Le mot « inouï » revient souvent quand on parle de Trump et de ses complices. Cela aussi menace la démocratie, laquelle, en pays « anglo-saxon », compte sur la tradition plus que sur les textes.

Autre caractéristique de ce gouvernement : le pillage de l'Amérique, sur tous les plans et par tous les moyens. Certains légaux, d'autres moins. La Trumpocratie, c'est aussi la kleptocratie, l'enrichissement de la famille Trump et de ses camarades milliardaires. La « réforme » des impôts en est l'exemple le plus frappant (voir dernières Lettres). Suivant sa méthode habituelle, Trump a nommé à la tête du *Consumer Protection Bureau*, créé par la Sénatrice Elizabeth Warren, un député Républicain qui s'oppose à son existence même : surprise ! Il vient d'arrêter les poursuites contre des usuriers qui font payer un intérêt de 900 %, bien déguisé dans le contrat. Les entreprises de prêt sur salaire (lire : usuriers) ont versé des centaines de milliers de dollars à ses campagnes politiques. D'autres actes du gouvernement visent directement à remplir le portefeuille des Trump. Petit exemple : six jours après l'élection du président, coup de fil de la Maison-Blanche au président de l'Argentine. Pourquoi ? À ce moment-là, les permis de construire pour un immeuble Trump à Buenos Aires n'avançaient pas. Le lendemain, par miracle, les obstacles bureaucratiques sont levés et le projet se met en mouvement. C'est la fille de Trump, Ivanka, qui a téléphoné : elle connaît depuis longtemps le président argentin et elle participe pleinement aux affaires de son père. On a appris tout cela par les médias argentins.

L'auteur de *Trumpocracy* dresse la liste de ses déprédations. Parlons plutôt de ce qui en est le corollaire : la guerre de ce « populiste » contre le monde du travail.

Zola au « Trump country »

Les lecteurs de *La RP* se souviendront de Bonnemort, le vieux mineur de *Germinal* qui crache sans cesse du noir. Or voilà que les Bonnemort reviennent en force dans un des pays les plus riches du monde. Après des décennies où le nombre de personnes atteintes de « poumon noir » n'a cessé de diminuer, on constate une recrudescence dramatique de la silicose chez les mineurs, sans doute due à une nouvelle méthode d'extraction du charbon qui produit davantage de poussière de roche, plus dangereuse encore que celle du charbon. Le *Journal of the American Medical Association* recense 412 nouveaux cas de cette maladie incurable dans le Kentucky. Une enquête dans d'autres états houillers relève 962 cas non détectés jusqu'ici, ce qui est probablement en deçà de la réalité mais qui est déjà la plus grande concentration de cas jamais enregistrés. La maladie frappe des mineurs de plus en plus jeunes, pas seulement ceux qui ont passé leur vie dans la mine. Des chiffres jusqu'ici ignorés par l'agence gouvernementale chargée du contrôle des conditions sanitaires sur les lieux de travail[8]. De plus, la règlementation mise en place par le gouvernement Obama en 2016 pour limiter les risques de silicose est dans le collimateur du gouvernement Trump qui essaye, ici comme ailleurs, de défaire tout ce que le gouvernement précédent a fait.

Les mineurs ont voté massivement pour Trump, qui avait promis de sauver l'industrie houillère. Industrie qui périclite depuis un moment pour des raisons économiques, mais qui est aussi la source d'énergie la plus productrice de gaz de serre, fait reconnu par le gouvernement Obama

qui essayait de la réglementer davantage et d'encourager le développement des énergies renouvelables. « Obama hait le charbon, avait dit un mineur du Kentucky, c'est le seul Noir qui m'ait personnellement fait du mal. »

Pendant son discours sur l'état de l'Union, le Président Trump s'est vanté que son gouvernement était le seul à avoir aboli autant de dispositifs réglementaires : tonnerre d'applaudissements chez les Républicains. Il néglige de dire que la plupart sont des dispositifs qui protègent les ouvriers et l'environnement.

Voilà le bilan sommaire de l'année écoulée :

Trump et le monde du travail

Quelques nominations aux postes clés du gouvernement Trump :

- Ministre du Travail, Andy Puzder : P.-D.G. des chaînes de *fast food* qui s'oppose au paiement des heures supplémentaires, à l'augmentation du salaire minimum et à l'*Obamacare* ; accusé de harcèlement sexuel, il a été obligé de retirer sa candidature.
- Gestionnaire du service des salaires horaires du ministère du Travail, Cheryl Stanton : une avocate des employées de maison a porté plainte contre elle pour non-paiement de salaires. Une fois la plainte déposée, elle a réglé la facture.
- Avocat général pour le *National Labor Relations Board*, Peter Robb : carrière d'avocat de grosses entreprises, *union-buster* : casseur de syndicats notoire.
- Secrétaire à la Santé chargé de superviser des programmes comme *Medicare* et *Medicaid*[9], Alex Ajar : en tant que P.-D.G. de la compagnie pharmaceutique Lilly, il avait fait tripler le prix de l'insuline et d'autres médicaments essentiels.

Quelques projets de loi envisagés

- Limiter le pouvoir des syndicats et le droit de se syndiquer.
- Augmenter l'utilisation du travail des enfants dans l'exploitation du bois.
- Mettre fin à l'augmentation du paiement des heures supplémentaires pour des millions de travailleurs.
- Autoriser les employeurs à gérer les pourboires de leurs employés. À l'origine de ce projet : le ministère du Travail. Sa propre étude du projet montre qu'il coûterait des milliards de dollars aux travailleurs et le ministère avait caché cette étude.
- Restreindre le choix de prestataires de soins. Mesure qui n'affecte pas que les seuls travailleurs, mais qui risque de leur faire le plus de mal car ils sont moins riches que les classes supérieures. Le gouvernement envisage la création d'un bureau au ministère de la Santé pour faciliter la discrimination de la part des prestataires de soins. Ce bureau proposera de nouvelles dispositions légales : docteurs, infirmiers ou réceptionnistes pourraient refuser de s'occuper des gens pour des raisons religieuses, par exemple, s'ils estiment que leur foi condamne l'homosexualité ou l'avortement. Déjà les LGBT et leurs familles se sont vu refuser des soins à cause de cette discrimination et des femmes ont failli mourir. Selon le renversement caractéristique de ce gouvernement, ce bureau est logé à l'intérieur du service des droits civiques. (*Idem* pour le ministère de la Justice, où le service des droits civiques veille dorénavant à défendre cette « liberté de religion » plutôt qu'à prendre garde à la discrimination contre les Noirs ou les Latinos.)

Les chrétiens blancs évangéliques, comme les milliardaires, sont les piliers de ce régime.

Petite note sur un grand problème pour conclure

L'immigration. En premier lieu, les 800 000 jeunes protégés jusqu'ici par DACA, ceux que leurs parents ont emmenés illégalement aux États-Unis quand ils étaient petits : Trump n'a pas renouvelé le programme mis en place par le Président Obama[10]. Parlant de ceux qui ne s'étaient pas présentés pour déclarer leur statut de non-citoyen afin d'acquérir cette protection (protection d'ores et déjà illusoire), John Kelly, chef du personnel de la Maison-Blanche, dit que certains immigrés ont été « trop effrayés » ou « trop paresseux » pour s'inscrire (l'accusation habituelle, c'est qu'ils « volent des emplois aux Américains » – au choix)[11]. Sans doute venaient-ils d'Afrique et de Haïti, ces pays qualifiés de « pays de merde » par Trump.

David BALL

1. Grand champ de foire à la limite de la ville, où il y a un terrain de baseball et un vaste espace pour se garer.
2. La police à Washington DC, par contre, ne semble pas le savoir : le 20 janvier 2017 elle a arrêté plus de 200 personnes, sans qu'aucune violence ait été commise. Les poursuites à l'encontre de la plupart des gens arrêtés ont dû être abandonnées. Il reste cependant 29 manifestant(e)s encore accusé(e)s de délits de divers types.
Dans l'ordre :« Pouvoir aux filles », « Que peut faire une seule petite personne ? », « Il n'y pas que les couches que je veux changer ! » « *Toujours* pas mon président », « TA GUEULE, TRUMP, fais-moi plutôt un sandwich. »
3. Le nom s'inspire du discours du Président Lincoln à la veille de la Guerre de Sécession ; il y fait appel aux *better angels of our nature*, aux meilleurs côtés de notre caractère, littéralement aux « bons – ou meilleurs – anges de notre nature ».
4. C'est la thèse du livre de Robert D. Putnam, *Bowling Alone* (2001), qui décrit la désintégration de la société civile organisée. Il prend comme exemple le bowling, encore plus populaire en 2000 que dans les années cinquante ; pourtant le nombre d'adhérents à ces clubs a connu une baisse considérable.
5. Affaire qui a éclaté après la marche : les ex-femmes de Rob Porter, un assistant important de la Maison-Blanche, l'ont accusé de les avoir battues, photo à l'appui. Il a démissionné, tout en niant les faits.
6. Devant l'indignation que ces mots ont suscitée, la Maison-Blanche a prétendu que Trump plaisantait.
7. Par contre, l'agressivité et la cruauté de ICE, l'agence fédérale qui déporte les immigrés, ne connaissent plus de limites sous Trump et celui-ci veut augmenter le nombre et le pouvoir des agents.
8. « Alors que s'il y avait eu le même nombre de cas d'E. Coli, cette agence aurait envoyé des médecins, des techniciens et des infirmiers pour vérifier la santé de la population », remarque un avocat qui essaye d'obtenir une compensation pour les mineurs. « Il y a des gens qui travaillent dans les mines maintenant qui ont la maladie, et qui n'ont pas la moindre idée qu'ils sont malades. …Pas encore. »
9. Rappel : *Medicare*, c'est l'assurance maladie pour les seniors, *Medicaid*, pour les plus démunis.
10. *Deferred Action for Childhood Arrivals* ou délai exceptionnel de régularisation accordé aux jeunes arrivés avant leur majorité (*La RP* 797, juin 2017). Le 7 février, je reçois ce message des jeunes protestataires de DACA (je traduis) : « Hier, nous sommes allés voir 80 députés Républicains dans leur bureau pour exiger qu'on vote une loi qui nous donne la possibilité d'être citoyens. Aujourd'hui, on a occupé le Congrès – et cent jeunes immigrés ont été arrêtés. Nous montrons qu'ensemble nous sommes beaux, résistants, courageux. Et nous n'abandonnerons jamais la lutte pour la justice. »
11. Par contre, Kelly n'a eu que des éloges pour Rob Porter *après* les accusations de violences conjugales contre lui (voir note 6) – jusqu'à ce que la photo d'une de ses anciennes femmes avec un œil au beurre noir suscite un tollé général. Cela malgré le fait que Porter n'avait pas pu avoir l'autorisation officielle pour voir des documents classés secrets, sans doute à cause de son passé trouble.

Dépôts en librairie

La *R.P.* est disponible (en petite quantité) dans les librairies suivantes:

♦ Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

♦ Librairie Quilombo, 23 rue Voltaire 75011 Paris.

♦ Librairie Transit, 45 Bd de la Libération 13001 Marseille.

Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue nous le disent en envoyant un mail à redactionrp@gmail.com

Remedios Varo Uranga (1908-1963), peintre surréaliste et femme de Benjamin Péret.

La Révolution prolétarienne

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE

Parmi les collaborateurs (trices) depuis la création :

Pierre Ajavon
Pierre Aubery
David Ball
Jean Barrué
Paul Barton
Louis Bercher (J. Péra)
Daniel Béresniak
Marthe Bigot
Marcel Body
Roger Bossière
Fritz Brupbacher
Jean-Louis Bureau
Albert Camus
Maurice Chambelland
Ferdinand Charbit
Alexandre Chliapnikov
Julien Chuzeville
Ante Ciliga
Lucie Colliard
Michel Collinet
Jean et Josette Cornec
Christophe Darmangeat
Robert Debré
Jean-Luc Debry
Clément Delsol
Jacques Demorgon
Nicolas Dessaux
Maurice Dommanget
Jean Duperrey
Max Eastman
Victor Engler
Nicolas Faucier
Jacques Faure
Gaston Ferdière
Jean-Paul Finidori
Gabriel Fontenoy
Félix Franc
Jacques Gallienne
Baptistin Giauffret
Victor Godonnèche
Freddy Gomez
Germaine Goujon
Daniel Guérin
Daniel Guerrier
Robert Guihéneuf (Yvon)
Raymond Guilloré
Marie Guillot
Roger Hagnauer
Rolland Hénault
Paul Heutching
Albert-Vincent Jacquet
Stéphane Julien
Georges Lamizet
Roger Lapeyre
Nicolas Lazarévitch
Albert Lemire
Maurice Lime
Fernand Loriot
Robert Louzon
Jean Maitron
Marcel Martinet
Jean-Daniel Martinet
Albert Memmi
Louis Mercier-Vega
Jacques Mesnil
Ida Mett
Cécile & René Michaud
Pierre Monatte
Jean Moreau
Ngo Van
George Orwell
Jean-Kely Paulhan
Magdeleine Paz
Lucile Pelletier
Henry Poulaille
Laurent Préziosi
Vincent Présumey
Michel Ragon
Jacques Reclus
Antoine Richard
Pierre Rimbert
Marc Rosentaub
Alfred Rosmer
Pierre Roubin
Simon Rubak
Jacques Ruffié
Louis Sarlin
Victor Serge
Jacques Simon
Boris Souvarine
Urbain Thévenon
Alain Tizon
Jacky Toublet
Pierre Verhas
Joseph Volovitch (Volo)
Gilbert Walusinski
Simone Weil
etc.

Pas besoin de découper votre revue: Vous pouvez imprimer le bon d'abonnement/réabonnement à la revue à partir du blog: https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2017/02/abonnement.pdf

□ Abonnement – □ Réabonnement (23 euros)

(précisez si c'est un nouvel abonnement pour nous aider à mettre à jour plus vite le fichier du routage)

Nom…….…… **Prénom**.....…...…….

Adresse……..…….....……

Pour l'abonnement, je règle :……..…….....**23 €**

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : ……..……..... **€**

Total : .....…… **€**

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution Prolétarienne

CCP : 8044 64 Y 020 (PARIS),

adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville